



POLITIQUE COLLECTION DIRIGÉE PAR JACQUES JULLIARD

Les problèmes politiques sont les problèmes de tout le monde ;
les problèmes de tout le monde sont des problèmes politiques.

René Dumont

Né en 1904, ingénieur agronome, ayant connu l'oppression coloniale dans la rizière tonkinoise où il travaille de 1929 à 1932, René Dumont enseigne à l'"Agro" depuis 1933, et parcourt le monde pour essayer de lutter contre le sous-développement, la famine montante, du Bangladesh aux Andes. De l'Afrique tropicale (mal partie) à l'Inde et à la Chine, il cherche comment sortir plus vite de la misère et de l'ignorance, sœurs jumelles de la faim. Cette recherche l'amène à étudier divers « modèles » de développement et finalement divers types de transition vers le socialisme. Il a donné à sa lutte contre la faim et le gaspillage dans les pays riches un retentissement considérable grâce à sa candidature présidentielle de 1974.



RENÉ DUMONT



POLITIQUE

L'utopie ou la mort



Le monde
est mal parti :
chez les pauvres,
la famine ;
chez les riches
l'asphyxie.
L'égoïsme des nantis
nous condamne
tous à la mort.

René Dumont l'utopie ou la mort

67

SEUL

VISIT...

LANZAROTE
Caliente.COM

René Dumont

L'utopie ou la mort !

Éditions du Seuil
27, rue Jacob, Paris VI^e

A Suzanne Philippon,
à ma compagne,
à Béatrice, Catherine,
Bernard et Claude.

DU MÊME AUTEUR

AUX ÉDITIONS DU SEUIL

Sovkhoz, kolchoz ou le problème du communisme, 1964.

Chiné surpeuplé, Tiers Monde affamé, 1965.

Nous allons à la famine,
(en collaboration avec B. Rosier), 1966.

Développement et socialismes
(en collaboration avec M. Mazoyer), 1969.

L'Afrique noire est mal partie,
coll. « Politique », 1969.

Cuba est-il socialiste ?
coll. « Politique », 1970.

Paysanneries aux abois : Ceylan - Tunisie - Sénégal,
coll. « Esprit », 1972.

CHEZ D'AUTRES ÉDITEURS

Terres vivantes,

coll. « Terre humaine », Plon, 1961.

Développement agricole africain,
Cahiers du Tiers Monde, P.U.F., 1965.

La campagne de René Dumont,
J.J. Pauvert, 1974.

René Dumont agronome de la faim
Robert Laffont, 1974.

© Éditions du Seuil, 1973.

Édition mise à jour pour la collection « Politique », 1974.

La loi du 11 mars 1957 interdit les copies ou reproductions destinées à une utilisation collective. Toute représentation ou reproduction intégrale ou partielle faite par quelque procédé que se soit, sans le consentement de l'auteur ou de ses ayants cause, est illicite et constitue une contrefaçon sanctionnée par les articles 425 et suivants du Code pénal.

Fin d'une civilisation

Je n'ai guère cessé d'être révolté. Je l'étais déjà à 10 ans, en 1914, par l'épouvantable massacre, dû à la stupidité de nos généraux et de nos gouvernants, de Joffre à Poincaré. Adolphe Gauthier, qui avait été député socialiste de Clamecy de 1910 à 1914, m'initia peu après au socialisme, en me sensibilisant aux injustices. Les permissionnaires de 1917 me racontaient les « fusillés pour l'exemple ». Dès 1923-1924, au Maroc et en Tunisie, et surtout de 1929 à 1932, dans la rizière des paysans vietnamiens — alors appelés « Tonkinois » — j'ai pu toucher du doigt la misère des colonisés, la honte de l'oppression coloniale. C'est parce que je n'y pouvais rien, contrairement à ce que je croyais au départ, que je rentrai en France.

La lutte contre le néo-colonialisme est la suite logique de celle que nous fûmes trop peu nombreux à mener contre les guerres « françaises », en Indochine et en Algérie, de 1946 à 1962. Voici 40 ans que j'essaie, par des études sur le terrain, des discussions avec les collègues, mon enseignement à l'Agro et en bien d'autres lieux, par des conférences-débats et surtout par mes écrits, de faire *prendre conscience* aux Français, aux francophones, puis à un plus large public (depuis que je suis traduit), du caractère absolument *inadmissible*

et des injustices *fondamentales*, à l'échelle mondiale surtout, de notre économie capitaliste : celle du monde qui se vante d'être *libre*, oubliant volontiers qu'il est d'abord le monde *riche*.

Inadmissible me paraît même devenu bien faible, surtout depuis le bombardement du Vietnam en 1972 ; et spécialement des digues du fleuve Rouge, fruit d'un millénaire de travail acharné. Et depuis que j'ai lu, notamment, de Barbara Ward et René Dubos, *Nous n'avons qu'une terre* ; du club de Rome, *Halle à la croissance* ; de The Ecologist de Londres, *Changer ou disparaître* ; de Barry Commoner, *l'Encerclement* ; de Robert Latès, *Pour une autre croissance*¹ etc.

J'ai été véritablement saisi à la gorge par les perspectives ainsi évoquées : effondrement total et inéluctable de notre civilisation au cours du prochain siècle (bien des Françaises nées en 1975 peuvent en vivre la première moitié, d'après leur espérance de vie, 75 ans) si se prolongent les actuelles croissances exponentielles (à intérêts composés) de la population et de la production industrielle. Mais ces livres ne m'ont pas pleinement satisfait, loin de là.

Je comprends déjà mal que le club de Rome, émanant de dirigeants de l'économie capitaliste, mais aussi d'économistes et de savants, s'abstienne d'indiquer plus nettement les conséquences sociales et politiques qui peuvent déjà se déduire de ses prévisions. Les naturalistes anglais du groupe Ecologist, des scientifiques, auraient dû être plus hardis sur ce terrain. Si Ward et Dubos plaident mieux la cause des pays pauvres, aucun de ces auteurs n'appelle par leurs noms les responsables du drame effroyable qui s'annonce : il le faut pourtant. Pour la première fois dans l'histoire, les plus intelligents des représentants du capitalisme avouent publiquement qu'ils

nous mènent à une toute proche catastrophe : il nous faut donc chercher comment *sortir vite* du système. Car jamais une société humaine n'a perdu, au même point que la nôtre, le contrôle de sa démographie, de sa technologie, de son modèle de consommation, me dit M. Mazoyer.

D'autant plus qu'une des conséquences les plus graves de ces recherches n'a pas été suffisamment soulignée. Les pays dits sous-développés, quand ils pourront enfin bâtir, sur leurs ressources, leurs industries lourdes, fer ou aluminium, auront déjà été volés de la plus grande partie de leurs meilleurs minerais, combustibles et carburants : ce qui leur interdira toute compétitivité et limitera terriblement leur capacité d'expansion. Non seulement nous nous acheminons vers une rupture brutale de notre type de civilisation, au détriment de nos petits-enfants ; mais nous privons définitivement les pays *d'économie dominée*, par des gaspillages qui deviennent de plus en plus insoutenables, de tout espoir, de toute possibilité de *réel* développement. Rostow leur disait qu'il suffisait d'attendre, d'être bien gentils, et qu'ils suivraient sûrement, avec quelque retard, les mêmes étapes de développement... Il y a longtemps que le caractère fallacieux de ses thèses était prouvé (il s'en était du reste chargé lui-même, en conseillant Johnson pour la guerre du Vietnam) : mais voici que des capitalistes en dénoncent l'erreur fondamentale.

Dans une PREMIÈRE PARTIE, après avoir écarté les perspectives quasi démentielles d'Hermann Kahn, nous résumerons les principales *menaces* : dégradation des sols, malnutritions, épuisement des réserves minérales, surpopulation des riches et surarmements, pollutions de l'air et des eaux, dangers pour les écosystèmes et les climats, etc. Elles rendent inacceptables à moyen terme,

même si les données recueillies restent discutables, et *l'explosion démographique* — mais surtout celle des riches, qui gaspillent et polluent plus — et une croissance sans fin de la *production industrielle* : tout spécialement celle des armements, danger effroyable. Menaces qui vont accroître la misère des pauvres, tandis qu'augmenteront en parallèles nos richesses et nos gaspillages ; lesquels deviennent ainsi d'insoutenables *insultes* à leur misère, à leur dignité, et les *acculeront à la révolte*.

Dans une DEUXIÈME PARTIE, nous soulignerons, nous dénoncerons, avec ces *gaspillages* et ces *privileges*, les responsabilités croissantes des pays riches, des économies dominantes. Surtout celles des riches et des puissants des pays riches, assassins qui enlèvent les protéines de la bouche des enfants pauvres. L'automobile privée, le gâchis de papier, la publicité, les emballages non consignés etc., seront cités à titre d'exemples d'abus consolidant la misère des autres. Et la généralisation des *privileges* excessifs de notre société de consommation, en pays riches seulement, ne sera nullement considérée comme leur justification.

Dans la TROISIÈME PARTIE, nous montrerons que les *révoltes* sont devenues inévitables, en face de notre égoïsme de nantis, dans les pays dominés, qui risquent sans cela d'être condamnés à la misère perpétuelle. Les « *révoltés* » devraient éviter le suicide atomique généralisé, mais viseraient la fin des dominations, par une recherche d'indépendance nationale ; par l'organisation d'un front commun, s'efforçant de revaloriser les matières premières, de répudier les dettes, de nationaliser le sous-sol ; jetant ainsi les premières bases d'une économie planétaire...

Dans la QUATRIÈME PARTIE, nous proposerons, pour les pays riches, une *mobilisation générale de survie*,

un état d'urgence, avec une série d'« *utopies* » parallèles à celles proposées en pays jusqu'ici dominés. Suppression des armements, redistribution des revenus, impôts sur l'énergie et les matières premières, recyclage des ressources rares, pénalisation des voitures particulières et de l'urbanisation... aboutiraient à redonner à notre agriculture de nouvelles possibilités d'expansion, si elle se proposait enfin l'abondance pour tous. Et les océans seraient protégés, internationalisés...

C'est dans la CINQUIÈME PARTIE que nous aborderons les problèmes les plus difficiles. Il ne suffit pas de réclamer la fin des dominations et des injustices, l'arrêt de la croissance démographique, il faudrait aussi voir *comment* on pourrait y parvenir ; et nous n'espérons plus guère que l'humanité évitera de profondes catastrophes. Isoler les responsables, forger *l'homme nouveau*, en bouleversant toutes nos conceptions d'enseignement, tout ceci pourrait aider à construire une société humaine, où chacun prendrait sa part des travaux manuels. Il y faut une nouvelle morale, un renouveau de foi, dont la Chine et le Vietnam nous donnent des exemples partiels.

La CONCLUSION enfin ne prétend pas résoudre tous les problèmes. Tel que je vous le présente, cet *essai* ne me satisfait nullement, moins encore peut-être que certaines de mes précédentes études. On peut, on doit critiquer les travaux qui en sont la base. On peut discuter certaines de leurs données, comme les dates d'épuisement des minerais, ou de l'arrivée des pollutions insupportables, en tenant compte de l'imagination des hommes, des possibilités de percées technologiques, de la capacité de résistance de la biosphère, de l'écosystème ; mais il serait fort dangereux pour notre avenir de se tromper en les surestimant. Une longue tradition d'agronome m'a

toujours incité à préférer des conseils de prudence. Je n'ai été audacieux qu'après avoir solidement étayé mon opinion ; alors j'ai « foncé », comme pour la révolution fourragère en 1947 en France.

Irrresponsables, littéralement, seraient ceux qui persisteraient à ignorer celle des conclusions du club de Rome qui me paraît irrefutable : une croissance exponentielle de la population et de l'industrie ne peut durer indéfiniment, ne peut plus se prolonger bien longtemps, *dans un monde fini*. On peut doubler une production industrielle en 10 ans, le Japon a fait mieux. Mais doubler chaque décennie, pendant un siècle, multiplie une production par 1024. Pendant deux siècles... (faîtes le calcul !). Sur quelles bases matérielles ?

Même si certains des délais indiqués se révèlent erronés, l'échéance restera de toute façon assez proche pour qu'il soit grand temps de nous y préparer, pour chercher à l'éviter. De toute manière, *la réduction des injustices sociales* qui ne cessent de croître, en s'accroissant ces dernières années, sur le plan international surtout, nous paraît devenu *l'impératif catégorique* de notre temps. Patrick François² écrit : « L'analyse historique du développement économique montre que l'accumulation du capital privé ou d'Etat, le passage de l'économie paysanne à l'économie industrielle et urbaine, a eu dans *un premier temps* pour conséquence *un accroissement des inégalités*. Un développement harmonisé limitant ces souffrances est hautement souhaitable. »

Ce *premier temps* risque, pour les pays dominés, de se prolonger indéfiniment, si nous n'acceptons pas les modifications fondamentales indispensables tout à la fois à la survie et à une moindre injustice. Et finalement la seconde conditionne aussi la première. On ne réduit pas impunément, comme nous le faisons de plus en plus,

près de la moitié de la population mondiale à une misère parfois croissante. Il est fort à craindre que notre incompréhension acculera ces peuples à des révoltes dangereuses, plus violentes qu'organisées. Ce sont nos descendants qui pâtiraient alors de notre égoïsme : lequel est en train de tourner, étant donné les multiples avertissements qui nous sont prodigués, à la *plus incommensurable des stupidités de notre histoire* — pourtant si riche en monumentales erreurs.

Confrontés à cette situation, nous ne pouvons évidemment avoir la prétention, à nous seuls, de proposer un schéma phalanstérien de « monde nouveau », qui serait adapté à *l'homme nouveau, el hombre nuevo* du « Che » ; dont la formation s'avère si difficile, surtout hors de Chine, du Vietnam et de Corée. Mais chacun de nous qui a étudié certains de ces problèmes me paraît avoir désormais l'obligation morale d'apporter sa pierre à *la prise de conscience*, par ses concitoyens du monde, de l'extrême gravité de la situation.

Premier pas vers une meilleure possibilité d'acceptation raisonnée des *disciplines* matérielles qui s'imposent, et que pourraient largement compenser de plus grandes libertés : le sentiment de *participation* à un mode de vie délibérément choisi, compte tenu des contraintes fort acceptables qu'imposera la survie de notre folle espèce.

Folle, car c'est la seule qui se montre capable de préparer les moyens, non seulement de son propre anéantissement, mais aussi de celui de toute forme de vie.

Une aventure que nous pouvons penser unique dans l'infini de l'Univers prendrait ainsi prématurément fin !

Les *Réalistes*, ou tout au moins les meilleurs d'entre eux, nous montrent que « leur » monde va inéluctablement à la catastrophe. Ils passent donc la parole aux *Utopistes*, qui sont convoqués à la barre du tribunal,

et en quelque sorte mis dans l'obligation de rechercher les bases de divers types de *sociétés de moindre inégalité et de survie*. Je dis bien les bases, et non les détails d'organisation, qu'il serait prématuré de dessiner, et qui devront du reste être l'œuvre du plus grand nombre. Il s'agit ici d'établir quelques idées pas trop incohérentes, quelques schémas réalisables seulement, le plus souvent, *après une prise de conscience plus générale*.

C'est très exactement pourquoi nous qualifions notre essai d'*utopique*, plutôt que de prospectif ou de prématuré ; sans évidemment penser au prophétisme. La perspective³ ne nous est pas assez familière pour pouvoir bien la pratiquer. Les moyens de faire progresser plus vite la conscience de l'homme, qui, à part peut-être les Chinois (dont les méthodes n'apparaissent pas universellement applicables), peut se vanter de les bien connaître ? Il faut améliorer tout à la fois, nous dit Danilo Dolci, et l'homme, par une éducation repensée, et les *structures* à l'intérieur desquelles il vit, il agit, il se réalise... *qu'il transforme, et qui le transforment*.

Nous réalisons mieux ici que nous avons connu des risques graves, ceux d'une opération consistant à *imaginer* quelques-unes des conditions d'établissement d'une société *moins injuste* pour les plus pauvres, et *capable de survie*. Nous l'avons fait dans ce but bien précis, qu'il nous paraît indispensable d'indiquer dès le départ. Et avec la pleine conscience de notre insuffisance, qui nous amène à solliciter, non point l'indulgence (dont nous sommes peu pourvus), mais les critiques constructives, qui seules permettront de progresser.

CHAPITRE I Les dernières décennies de la société de gaspillage

I. DES OPTIMISTES IRRÉFLÉCHIS : COLIN CLARK,
KAHN ET WIENER

Dans *Abondance et Famine*, Colin Clark⁴, qui nous avait habitué à mieux, nous propose : « des palaces flottants en pleine mer, ce qui libérerait encore plus de terre pour la culture... si les gens voulaient bien résider dans les climats froids, où le sacrifice de terres arables aurait moins d'importance que dans les régions chaudes ». Mes amis québécois se plaignent, par la voix de leur chansonnier Gilles Vignault : « mon pays c'est l'hiver ». Et Clark leur propose pourtant d'habiter le Grand Nord, sinon le Grönland ! Ce qui lui permet de conclure : « un million de millions de fois notre *pauvre petite* famille humaine actuelle pourrait vivre sans se sentir à l'étroit ». Faites le calcul de la surface du globe, couvrez toutes les mers de « palaces flottants », et la population ainsi proposée ne pourrait se tenir debout, même serrée comme des sardines en boîtes. Au fou !

Kahn et Wiener, dans *l'An 2000*⁵ se présentent comme des économistes, et font des projections qu'ils appellent « sans surprise », simplement en extrapolant les productions actuelles, exprimées en argent, sans aucune autre considération. Leur monde à eux ne s'exprime qu'en dollars : curieuse perversion. Ils nous annoncent donc le

quintuplement de la production mondiale en l'an 2020. Prolongeant les courbes de croissance actuelles, ils accordent un revenu de 33 000 dollars (valeur 1965) par tête et par an aux Japonais de cette époque ; soit, pour une famille de 5 personnes, un revenu mensuel moyen de 68 000 francs par mois : de quoi acheter 3 autos pour chaque famille et par mois, après avoir très largement vécu, et versé au fisc la moitié des gains !

Aucune contrainte physique n'est présente dans cette étude, où la richesse ne se mesure qu'en comptes courants. Que la récente accélération japonaise ait été acquise aux dépens de équipements collectifs et au prix d'une pollution insupportable n'est pas pris en compte. Du reste, la voici fortement ralentie.

Recherchant en vain leurs propositions agricoles, et ne pouvant les trouver, je regardai à l'index le mot agriculture : il est suivi de la seule mention : « voir main-d'œuvre ». Cette profession ne les intéresse que par la main-d'œuvre qu'elle cédera aux autres secteurs ! Ces extrapolations mathématiques dépourvues d'un minimum de sens commun les amènent à proposer, pour l'an 2000, 3 000 dollars par tête et par an pour la Nouvelle-Zélande, mais 8 300 pour l'Allemagne de l'Est ; 123 dollars pour l'Indonésie et 200 pour le Pakistan ; sans aucune considération pour la surpopulation relative, les richesses naturelles, les possibilités de redistribution mondiale du revenu...

Aux dernières nouvelles, H. Kahn envisage froidement, pour la seconde moitié du prochain siècle, 20 milliards d'habitants jouissant d'un revenu moyen de 20 000 dollars (de 1965) par tête. Soit un produit brut mondial de 400 trillions de dollars ; de plus de 100 fois le produit actuel ! Comme il n'est pas stupide, on peut alors se poser la question de sa bonne foi : de telles projections

justifient en effet le maintien d'un pillage croissant des pays dominés, en donnant bonne conscience à ces riches descendants des puritains des Etats-Unis, qui en ont autant besoin que de leur richesse. Ainsi quand les éditions Marabout sous-titrent son livre *la Bible des 30 prochaines années*, on peut sourire — et passer à des choses sérieuses.

2. CROISSANCE ILLIMITÉE : RISQUE D'EFFONDREMENT TOTAL, NOUS DIT LE CLUB DE ROME

*Halle à la croissance*¹, dit le titre français du rapport du club de Rome, plus brutal et moins exact que le titre anglais, *les Limites à la croissance*. Le groupe d'économistes et de savants qui a élaboré ce document a cherché à tenir compte des implications pour l'avenir de l'écosystème mondial : « de cinq tendances fondamentales qui sont d'intérêt universel — l'industrialisation accélérée, la croissance rapide de la population, la très large étendue de la malnutrition, l'épuisement des ressources naturelles non renouvelables et la dégradation de l'environnement ». Ils ont recherché l'évolution de ces tendances, leurs imbrications, les conséquences de leurs interactions, à l'aide de modèles mathématiques et de puissants ordinateurs.

Certes ils reconnaissent leur modèle « imparfait, schématique et incomplet ». Et cependant ils n'hésitent pas à nous avertir que : « Le comportement du monde que, dans ses structures profondes, simule le modèle, ne nous semble pas devoir être remis en question, quelles que soient les améliorations qui seront ultérieurement apportées aux données d'entrée... Néanmoins la grande majorité des hommes politiques semble vouloir s'obstiner à prendre des décisions allant à l'encontre des évidences. »

Les voici donc bien assurés de leurs conclusions, dont

l'essentiel est que la *croissance illimitée*, exponentielle, donc toujours plus rapide, *de la population et de la production industrielle*, deviendra vite *impossible*, dans notre planète, qui est un *monde fini*. Ce qui me paraît incontestable, même avant d'avoir « consulté » les ordinaires — qui répondent d'après les données transmises ! Notre vaisseau spatial, lancé dans l'Univers, est soumis par lui à un véritable *blocus* et ne peut raisonnablement espérer être secouru par un autre vaisseau spatial qui soit vraiment capable de l'aider. A l'échelle planétaire, nous sommes condamnés à « ne compter que sur nos propres forces » et sur des ressources *limitées*. Il est même curieux qu'il ait fallu attendre jusqu'à ces dernières années pour qu'une telle évidence dépasse un petit cercle d'initiés ; elle ne m'avait pas tellement frappé !

Dans les hypothèses de croissance continue, toutes les courbes du club de Rome aboutissent à un effondrement du système *dans le cours du prochain siècle* ; à la fois par épuisement des réserves minérales, insuffisance dramatique de la production alimentaire, et surtout surpopulation et pollution devenues insoutenables. Jetons un coup d'œil sur ces différentes menaces.

1. LES RESSOURCES « NON RENOUVELABLES »

Nos combustibles et minerais tirés de la croûte terrestre se distinguent de la production agricole, piscicole et forestière que chaque saison *renouvelle*, à l'aide d'une énergie solaire surabondante. En supposant que les réserves minérales utilisables soient cinq fois plus grandes que celles déjà connues — ce que le club estime *optimiste* — et que la consommation globale continue de croître au même taux que ces dernières années, nous aurions épuisé toutes nos réserves d'or en 29 ans :

n'oublions pas ses usages industriels, sous-estimés par Lénine, qui voulait en tapisser nos urinoirs. Il nous resterait ainsi 41 ans de mercure, 42 d'argent, 48 de cuivre, 49 de gaz naturel, 50 de pétrole et de zinc, 55 d'aluminium, 61 d'étain, 64 de plomb, etc. Seuls le charbon (150 ans), le fer (173 ans), le cobalt et le chrome pourraient dépasser un siècle, mais jamais deux.

De tels chiffres sont déjà très discutés, non sans raisons : de nouveaux minerais, de nouveaux produits pourront être utilisés. Mais d'un autre côté, l'extraction à partir de gisements inférieurs deviendra de plus en plus onéreuse, exigera de plus en plus d'énergie, et surtout produira de plus en plus de déchets et de pollution, de dégradation de l'environnement... Peut-on ne s'en remettre, pour la survie de nos descendants, qu'à des hypothèses totalement invérifiables dans l'état actuel de nos connaissances ? Avons-nous le droit de *jouer sur des païes l'avenir de l'humanité* ? A une émission télévisée d'avril 1974 du candidat à la présidence de la République que j'étais, j'ai dit le pari de Balzac — pour Pascal. Personne n'a relevé...

Certes les réserves connues de pétrole croissent, ces dernières années, deux fois plus vite que la production. Mais elles sont de plus en plus extraites en mer, accroissant ainsi les risques de pollution des océans, où le maintien de la vie apparaît absolument indispensable, à de multiples points de vue. Notre seule certitude est bien qu'un jour ces *stocks* auront une fin ; chaque fois que nous les brûlons inutilement dans nos autos, nous pourrions penser aux gosses du Tiers Monde qui manquent dramatiquement de protéines — que peut fournir ce pétrole.

Nos descendants du XXII^e siècle (car nous espérons encore qu'il y en aura !) risquent fort d'être privés à leur

tour des ressources de la pétrochimie, indispensables quand les minerais manqueront. Ces richesses non renouvelables devraient donc être désormais considérées comme *le patrimoine commun de l'humanité*, digne d'être épargné, préservé comme la prune de nos yeux. Ce qui nécessite toute une politique nouvelle à leur égard, dont nous étudierons quelques bases. La planète n'est pas le monopole des riches et des puissants, mais *propriété commune*, même si cette notion n'est pas inscrite dans le droit romain, ni dans le Code civil. Si tous les humains consommaient autant de pétrole que le yankee moyen, les réserves prouvées de ce liquide ne dureraient pas sept ans.

4. MISÈRE DES AUTRES ET RISQUES NUCLÉAIRES

Les courbes de consommation prévue dans ces schémas supposent que le décalage entre les zones développées et les pays dominés se maintiendra ; donc que le niveau de vie des pauvres *ne se rapprochera jamais du nôtre*. Tous les travaux des Nations unies impliquent la prolongation, sans limites précises, des inégalités actuelles. En supposant au contraire que les peuples dominés, encore appelés « du Tiers Monde », aient eux aussi — ils y ont autant de « droits » — la possibilité de jouer d'ici 15 à 25 années suivant les cas, du niveau de vie « américain », les probabilités de durée des minerais seraient très fortement réduites ; et la pollution deviendrait sans doute insoutenable dès la fin de ce siècle. Notre espoir d'une survie un peu prolongée ne repose plus, dans nos structures actuelles, que sur la prolongation de la misère de la majorité de l'humanité. Il est vrai qu'un professeur au Collège de France, Raymond Aron, trouve cela fort bien, quand il écrit : « Trois

miliards et demi d'hommes *ne peuvent* pas tous consommer des matières premières avec la même voracité que les Américains. » Eh oui, heureusement qu'ils ne sont pas voraces !

Le pivot de base de notre production industrielle est l'énergie dont les ressources non renouvelables, charbon, pétrole et gaz, fournissent 97 % de celle utilisée dans l'industrie, mais ne pourront bientôt plus satisfaire, même en y adjoignant le potentiel hydraulique, des besoins d'électricité si vite croissants. Les Etats-Unis se proposent de tripler au moins, et sans doute de quadrupler, leur consommation d'électricité en 20 ans. Déjà on y demande aux citoyens de ne pas utiliser tous leurs climatiseurs ! Au Japon, le taux d'expansion électrique atteint récemment 15 % l'an : taux qui ne pourrait se prolonger à intérêts composés durant un siècle sans atteindre des chiffres extravagants, en multipliant la consommation actuelle par 117 millions !

On s'adresse donc, en attendant d'être en mesure de capter économiquement des quantités suffisantes d'énergie solaire (quand ?), à l'énergie atomique, que Barbara Ward appelle justement *le feu de Prométhée* : « on est en train de jouer avec l'énergie première de l'univers ». A quels risques, de plus en plus énormes, nos descendants seront-ils ainsi exposés ? On ne sait déjà plus comment se débarrasser sans dangers de déchets nucléaires, dont certains restent radioactifs si longtemps. Les Ballois s'opposent avec succès à l'implantation dans leur voisinage d'une centrale nucléaire.

Les Américains assurent les risques que provoquerait un accident sur ce type de centrale pour 560 millions de dollars, mais les compagnies refusent — judicieusement, à leur point de vue — de couvrir d'une façon illimitée les risques d'accidents, comme ils le font pour ceux du

naufnage. Certains types d'accidents (par définition, un accident garde un caractère imprévisible) pourraient provoquer des dégâts dont nous ne pouvons imaginer l'ampleur. Des Palestiniens, des Japonais ou d'autres révolutionnaires acceptant de mourir pour faire connaître leur cause (rappelez-vous les Jeux olympiques de Munich, septembre 1972) seront sans doute capables de causer des dégâts à de telles centrales... Il suffit, nous dit Commoner : « de légères fissures dans les gaines métalliques entourant les éléments où se produisent les réactions calorifiques... pour déclencher une irradiation radioactive ». Nous voici donc en train de courir délibérément des risques dont nous ne savons point mesurer la portée : ce sont là des responsabilités que certains d'entre nous, tout au moins, peuvent refuser d'accepter.

5. LA MALNUTRITION CROISSANTE ET LA RÉVOLUTION VERTÉ

Quand en 1965-1966 j'écrivais mon livre *Nous allons à la famine*, je fus accusé d'un néomalthusianisme sous-estimant les possibilités agricoles mondiales. Certains prétendaient, en utilisant des statistiques douteuses, que les pays à forte croissance de population observaient aussi une augmentation plus rapide de leur production agricole. A chaque pas j'ai pourtant rencontré, de l'Inde à la Tunisie et au Mexique, des pays truquant systématiquement — et toujours pour les enjoliver — leurs statistiques agricoles. Et puis on nous a annoncé que la Révolution verte allait battre tous les records, balayer tous les obstacles.

C'était aller bien vite en besogne. Certes les blés mexicains et les riz des Philippines ont des potentialités de production très supérieures à celles des variétés traditionnelles. Pour la première fois dans l'histoire de l'agro-

nomie, les céréales tropicales peuvent prétendre à des rendements par hectare comparables à ceux qui sont obtenus dans les pays tempérés. Ces dernières avaient pourtant fait l'objet de sélections soignées plus d'un siècle avant que Borlaugh ne débute à Mexico, en 1943.

Plus productives, ces nouvelles variétés sont aussi plus exigeantes. Les « riz miracle » ne réussissent qu'en terres parfaitement nivelées, où l'eau de submersion peut être maintenue au niveau optimum pour chaque stade de végétation. Pour l'Inde, où la majorité des rizières est arrosée par les seules pluies, donc trop irrégulièrement, il faut ajouter à ce nivellement un énorme travail d'irrigation, de drainage et de protection contre les inondations. Les investissements nécessaires à ce contrôle de l'eau se montent à plusieurs dizaines de milliards de dollars.

Pour aménager les deltas du Gange et du Brahmapoutre dans les deux Bengales, le temps presse, plus qu'en Chine au Moyen Age, du fait de la démographie. Il y faut donc les grands moyens de l'Occident, car il s'agit de travaux d'une ampleur telle qu'on ne peut pas se contenter des investissements humains, qui y feraient l'aménagement de détail. L'Occident pourrait encore acquérir une bonne conscience en y consacrant vite — on y meurt de faim — 10 milliards de dollars *en don*. Comme c'est une fois pour toutes, cette somme apparaît dérisoire, comparée aux 240 milliards (ou plus) annuels de dollars consacrés aux armements, ou aux 20 milliards de publicité aux USA.

Plus petits, ces riz à haut rendement réclament des désherbages plus soignés ; plus gourmands, il leur faut beaucoup plus d'engrais, surtout azotés. La lutte contre les insectes et maladies exige des traitements délicats, dont certains (insecticides de la famille du DDT) sont fort dangereux pour la faune, les poissons, les oiseaux ; et

leur culture réclame impérieusement des connaissances techniques affinées, de gros moyens de travail du sol, pour semer en temps voulu ; du *crédit non usuraire* pour les nouveaux moyens de production, surtout les engrais ; et d'énormes usines pour produire ceux-ci. Khrouchchev a donné à l'industrie soviétique une orientation prioritaire vers la production d'engrais dès 1959 ; en 1975, les tonnages atteints restent très largement insuffisants, bien inférieurs aux prévisions ; et l'URSS achète des montagnes de blé.

Après avoir annoncé que l'Inde serait exportatrice de céréales dès 1971 (tout comme le Pakistan occidental, qui a exporté sa misère, c'est-à-dire ce que ses habitants n'ont pu manger faute de pouvoir d'achat) il fallut déchanter. Les inondations s'aggravent, on ne termine pas les réseaux hydrauliques du Bibar, le métayage et l'usure, la corruption généralisée ne permettent pas au petit paysan de tirer profit d'une Révolution verte « qui enrichit les riches et appauvrit les pauvres ».

J'ai peine à concevoir ce que peut être la famine en Inde, ayant déjà été frappé de stupeur par la misère dans l'est de l'Uttar-Pradesh, au début de 1959, en période dite de non-famine. En 1971-1972, l'Inde a récolté autour de 104 (108 en 1970-1971) millions de tonnes de grains alimentaires, céréales et légumine secs ; alors que les plans que je voyais élaborer sur place au début de 1959 prévoyaient 110 millions de tonnes dès 1966. Vu les inégalités de la mousson 1972, on a récolté 95 millions en 1972-1973 et 100 en 1973-74. Or l'objectif primitif du Plan était de 129 millions de tonnes pour 1973-1974 ; il a été réduit ensuite à 122-125. Ce dernier chiffre n'a pas été atteint car, disait la FAO dans son rapport 1972 : « *Le ralentissement limité et la stagnation des effets des variétés à haut rendement sur la*

production sont préoccupants. » En fin 1973, l'Inde importe à nouveau 4 millions de tonnes de céréales ; il lui en aurait fallu plus du double.

Si la Chine irriguait, en 1969, 74 millions d'hectares, soit plus des deux tiers de ses labours (109 millions), l'Inde arroserait beaucoup plus mal (avec les gaspillages d'eau que nous signalons dès 1959-1961 dans *Terres vivantes*), 37 millions d'hectares sur 138 millions cultivés : plus du quart contre un peu plus des deux tiers !

Je revois encore devant moi, dans la *zona da mata*, la zone sucrière côtière de l'Etat brésilien de Pernambuco, non loin de Recife, l'air hébété et craintif de ce gosse de 11 ans, qui en paraissait 8, avec sa houe trop lourde pour ses forces. Et puis ce père de famille qui, un peu en arrière dans l'*Agreste*, aurait bien voulu vendre un de ses 13 enfants, pour s'en sortir — et le sortir de là.

S'il apparaît difficile de préciser mieux, environ 150 millions de *mères et de jeunes enfants* des pays pauvres souffrent à des degrés divers de sous-alimentations quantitatives et de malnutritions — surtout protéiniques — plus ou moins poussées, mais souvent assez graves pour compromettre le développement normal de leurs cerveaux, nous dit l'Organisation mondiale de la santé. Les documents réunis par la FAO pour la conférence mondiale de l'alimentation de novembre 1974 estiment à 400 millions les très sous-alimentés dans le monde ; chiffre qui serait doublé si les critères de sous-alimentation étaient moins stricts.

En mai 1974, l'UNICEF souligne que la hausse des prix des engrais et la disette des céréales mettent en péril l'existence d'au moins cinq cents millions d'enfants dans 70 pays du Tiers Monde (*Le Monde*, 19/20 mai 1974). Ce crime de tous les jours n'est pas inscrit dans nos faits divers, malgré son ampleur et sa monstruosité.

A Récite, l'agronome Mahler voyait sur son trottoir *les enfants disputer aux chiens* les reliefs de ses repas, les épiluchures dans les poubelles : spectacle qu'il lui fut difficile de supporter, et l'amena à changer l'orientation de son travail. La gravité de ces attentats contre les *droits de l'enfant*, qui ne sont pas respectés, me paraît comparable aux exécutions sommaires, emprisonnements arbitraires, sinon aux tortures dans toutes les prisons, d'Amérique latine en Iran, de Grèce en Tchécoslovaquie et en Union soviétique...

6. DES POTENTIALITÉS AGRICOLES FINALEMENT LIMITÉES

Je suis d'accord avec Samir Amin quand il dénonce d'abord dans le sous-développement « le mécanisme d'appauvrissement des masses, prolétariatisme des petits producteurs agricoles et artisans, semi-prolétariatisme rural et appauvrissement sans prolétariatisme des paysans organisés en communautés villageoises, urbanisation et accroissement massif du chômage urbain ouvert et du sous-emploi ». Mais quand il rappelle que l'Afrique sous-peuplée ne cultive que 170 millions d'hectares, « sur 1 400 millions d'hectares de terres cultivables, pour l'Afrique que au sud du Sahara (terres en cultures, friches, pâtures et forêts) », j'aimerais qu'il regarde de plus près de quoi il s'agit, de quelles terres, sous quels climats.

La FAO estime, à mon avis plus justement, qu'en 1962 cette Afrique intertropicale cultivait 42 % de ses terres réellement cultivables, et elle propose d'en cultiver 52 % en 1985. Le passage à la culture continue n'est pas sans dangers, nécessite bien des précautions. Dans le Nord du Sénégal, la réduction de la durée de jachère a diminué les fournitures d'humus à des sols trop peu

pourvus d'argile, trop légers. La disparition de ce liant a facilité l'érosion éolienne, l'entraînant par le vent des éléments les plus fins, ne laissant sur place, dans le Kayor de Louga, qu'un squelette appauvri de sable grossier. La famine du Sahel vient surtout de cette dégradation écologique, résultat d'un excès de cultures d'exportation (ici l'arachide, là le coton) ; et du passage trop rapide à l'économie monétaire, de l'abandon des réserves traditionnelles de grains. Certes une rotation fourragère pourrait concilier culture continue et fourniture d'humus ; mais demander aux paysans Ouoloffs de cultiver pour mieux nourrir des animaux qui leur rapportent si peu, alors qu'ils ne mangent pas toujours à leur faim, il y a plus de 25 ans que des agronomes s'y essaient en vain ! Quant à un encadrement autoritaire des paysans en fermes d'Etat, après les échecs soviéto-cubains, il y faut réfléchir sérieusement...

Le recul de la forêt devant la savane a déjà provoqué une large diminution de la productivité agricole des zones concernées, qui auraient pu donner plus si les plantations arbutives avaient succédé directement à la forêt. Le Sahara progresse, vers le nord comme vers le sud, aidé par le *surpâturage* des pasteurs nomades, qui dégrade la végétation au point qu'elle ne peut toujours se rétablir. Avec les diverses érosions, la savanisation, la désertification, la dégradation du taux d'humus des sols... diminuent chaque jour la valeur de notre patrimoine foncier. Mais les troupeaux sont plus que décimés, et 1973 seul compte plus de cent mille morts de faim, de la Mauritanie au Tchad. Autant en Ethiopie...

Ces dernières années, les pays développés ont accru leur production en réduisant les surfaces cultivées, mais les pays pauvres et dominés l'ont fait plus en accroissant leurs surfaces que leurs rendements. Et ceci a été

obtenu en labourant des terres qui n'auraient pas dû l'être, « entraînant la destruction permanente de ressources précieuses (pâturages et forêts) pour une augmentation de durée relativement courte de la production finale de l'agriculture, dans des zones qui se sont révélées pauvres pour la production végétale », nous dit le *programme indicatif mondial* de la FAO¹.

J'étais en mai-juin 1972, dans le Moyen-Atlas marocain, du côté d'Azrou, étudiant le village de Toulstalt proche d'Aïn-leuh. Les tribus Beni M'guild ont été privées d'une partie de leurs pâturages d'hiver par la colonisation, puis par l'installation du « King Ranch » qu'une société américaine exploite en liaison avec l'Etat marocain. Les voici de ce fait *obligés à dégrader davantage* leurs pacages d'altitude, dont le surpâturage affaiblit terriblement la production. Ils doivent pour survivre labourer de fortes pentes, et le font sans précautions antérosives, qui nécessiteraient un surcroît de travail. L'expérience de zones semblables au Maroc et en Algérie fait dire à Alexis Monjauez qu'en 15 ou 20 ans *l'érosion*, hydraulique cette fois, aura entraîné toute la terre arable. Des commerçants en charbon de bois, à qui cela rapporte gros, incitent les forestiers à autoriser des coupes à blanc de chêne vert sur de larges surfaces, entraînant de nouveaux risques d'érosion. Tous les jeunes du village n'ont qu'un espoir : trouver du travail en France, qui de loin leur paraît un Eldorado.

Depuis l'indépendance, en 1956, la production agricole marocaine augmente peut-être de 2,2 % l'an, mais la population de 3,3 %. Chez les paysans pauvres, *la malnutrition progresse*, avec leur taux de sous-emploi. A Toulstalt, les moyens de production, terres, eau, cheptel de trait et de rente, se concentrent de plus en plus en quelques mains. On ne peut demander au *khammés*, mélayer

payé par le cinquième de la récolte, de faire des investissements de travail (dispositifs anti-érosifs ou aménagements d'irrigation) non rémunérés, sur une terre qui ne lui appartient pas. Sa femme tisse des nattes d'alfa ornées de laine, ce qui lui rapporte autour de 1 franc par jour de travail, non nourri.

Les dépenses militaires accaparent une proportion excessive des ressources du pays, aux dépens des possibilités de modernisation agricole et industrielle.

Des cultures de blé sur les fortes pentes des Andes du Venezuela, à celles des collines des environs d'Agra en Inde, le spectacle est partout désolant. Au sud d'Agra, les terres qui portaient du blé sont trop dégradées, on n'y peut plus mettre que du millet : partout les ravages de *l'érosion* compromettent les potentialités de production. A. Guérin, cité par A. Sasson, professeur à la faculté des Sciences de Rabat (dans une note de réflexion après la conférence de Stockholm) estime que l'érosion par le vent et par l'eau a détruit, au cours des 100 dernières années, près de 2 milliards d'hectares, soit plus que les labours actuels. Cela me paraît beaucoup, mais une autre estimation me semble plus réaliste.

De 1882 à 1952, 15 % des terres labourées seraient devenues impropres à toute exploitation, 39,4 % de celles-ci avaient perdu au moins la moitié de leur humus en 1952, contre 10 % en 1882 ; pendant ces 70 ans, la proportion des « bonnes » terres serait passée de 85 à 41 %. Toutes ces données ne peuvent avoir qu'un caractère indicatif, mais l'ampleur des dégâts ne peut être sous-estimée. Les Etats-Unis depuis 1936, la Chine depuis 1950 et surtout depuis 1958, ont réalisé d'énormes travaux de protection, pas toujours suffisants. En Union soviétique, où j'ai pu voir des ravins d'érosion impressionnants, Cheremishov estime que 50 millions

d'hectares sont touchés à des degrés divers ; aux Etats-Unis, il s'agit encore de 10 à 11 millions d'hectares, malgré d'énormes investissements de conservation du sol.

Les dégâts sont fort visibles en bien des points de la France méridionale, à quelques kilomètres de Marseille, par exemple sur la route de Cassis, comme sur tout le pourtour de la Méditerranée. Les touristes français ont pu l'observer en maints points d'Espagne, que l'on reboise à grands frais ; et plus encore en Grèce, où le roc dénudé a succédé presque partout aux belles forêts de l'Antiquité, comme autour de Delphes...

En pays tropicaux, la *latérisation* exerce des ravages souvent insidieux, mais parfois définitifs, quand l'érosion décape la surface, comme au nord de la rivière Oubangui (près de Bangassou, dans l'est de la République centrafricaine) ; près des monts Kabré au nord du Togo, où les villages sont entourés d'un véritable anneau de latérite ferrugineuse : roche qui peut empierrer les routes, mais se révèle incapable de supporter n'importe quelle végétation. Les terres érodées du Moyen-Atlas, quand apparaît leur soubassement de calcaire dur, sont finalement utilisées comme carrières de pierres : il est difficile de manger des cailloux.

La baisse de la teneur *en humus* est un phénomène très général, surtout dans les pays peu conservateurs de leurs sols, qui brûlent pour alimenter leurs cuisines les bouses de vache desséchées, faute d'autres ressources en combustible, une fois qu'ils ont défriché leurs forêts pour les mettre en culture, comme la majorité des plaines indiennes. En labourant leurs pâturages sans pratique compensatoire de cultures fourragères intensives, ils ont accru leur déficit fourrager, réduit la productivité de leur trop nombreux bétail, dont la maigreur fait pitié. Le lait des vaches sacrées ne suffit plus pour les enfants.

La FAO signale la possibilité, pour les pays en voie de développement non socialistes (appelés groupe C, dans le jargon des Nations unies) d'accroître leur terres labourables des 562 millions d'hectares de 1962 à 660 millions en 1985 ; la superficie récoltée, de 385 à 519 millions d'hectares. Ici encore, cette extension prévue des surfaces se ferait aux dépens des pâturages et un peu des forêts. Certes, en travaillant à la chinoise, on pourrait récolter des surfaces plus grandes ; les prévisions ne tiennent pas compte des possibilités de mobilisation enthousiaste des masses paysannes : mais nous avons noté leur échec à Cuba.

Le 20 novembre 1972, A. Boerma, directeur général de la FAO, déclare que le progrès agricole du Tiers Monde se situe autour de 1 % au lieu des 4 % prévus ; même taux qu'en 1971. Il précise : « On peut considérer un échec d'un an comme exceptionnel. Mais deux échecs, deux ans de suite, ce n'est plus un accident temporaire. L'objectif moyen pour la décennie ne pourrait plus être atteint que par des succès très au-dessus de l'objectif (4 % l'an) ; ce qui exigerait un effort *absolument sans précédent* ces dernières années. » Autant dire que *l'échec de la 2^e décennie du développement est déjà certain, en agriculture*. 1974 amène une nouvelle baisse de la production alimentaire par habitant. En voilà assez ! Il faudrait aussi déduire des surfaces labourables les 20 millions d'hectares qu'il serait — au minimum — nécessaire de retirer des 138 millions d'hectares de labours de l'Inde, pour les remettre en forêts et en pâturages permanents, si vraiment on voulait protéger le patrimoine foncier. Et le demi-million d'hectares — estimation modérée — de terres marginales labourées, au sud et sur les pentes du Maghreb, du Maroc à la Tunisie, qui devraient revenir aux pacages, etc.

7. L'EAU VA BIENTÔT MANQUER

L'agronome qui vous parle sait qu'on pourra — nous verrons à quelles conditions — tirer beaucoup plus des terres actuellement cultivées, et d'abord par l'irrigation. Mal conduite, avec insuffisance de drainage, celle-ci a cependant contribué ici à l'alcalinisation, là à la salinisation du delta du Nil et surtout des vallées de l'Indus et du Gange, où les efflorescences de sel ont, comme à Perrégaux en Algérie, transformé des terres fertiles en champs dits *usar*, inutilisables.

A l'échelle mondiale, nous dit Sasson, on perd ainsi 200 à 300 000 hectares par an. Les puits tubés ont permis d'en dessaler et récupérer une partie, là où de l'eau de qualité se pouvait trouver pas trop loin de la surface du sol.

Ailleurs, comme à l'Office du Niger, ou dans le delta du Nil, le relèvement tout près de la surface du sol de la nappe phréatique asphyxie, engorge les sols, tue les plantations d'orangers. Certains barrages d'Algérie ont été comblés de limons entraînés par l'érosion avant d'être utilisés. Dans la vallée du Damodar au Bengale, où j'avais noté en 1959 un gaspillage effroyable de l'eau d'irrigation, les cultivateurs des vallées noyées ont emblavé les pentes en amont des barrages, déclenchant une érosion qui ne va pas tarder à les remplir, réduisant déjà la production prévue d'électricité.

Le réservoir du barrage d'Assouan, sur lequel Nasser fondait tant d'espoirs, se remplit beaucoup moins vite qu'on n'espérait, par suite d'une évaporation supérieure aux prévisions, et sans doute d'infiltrations persistantes. Le rivage de la Méditerranée, que les limons

faisaient progresser vers le nord, recule depuis que ceux-ci sont bloqués dans ce lac Nasser ; le tonnage de sardines pêchées s'effondre. Une partie des terres que les ressources d'eaux nouvelles permettront d'arroser est composée de sables dunaires sans structure, et l'échec des fermes d'Etat Al Tahrir, ou « de la Libération », à l'ouest du delta, ne permet pas d'espérer en tirer beaucoup.

L'extension de l'irrigation permanente provoque trop souvent, en parallèle, celle d'une redoutable maladie parasitaire, la *bilharziose*. Les hommes ne sont pas des anges, et bien des techniciens trop spécialisés s'apparentent aux apprentis sorciers. L'écosystème mondial commence seulement à nous apparaître dans toute sa complexité, et nous voulons *dominer* la nature, au lieu de chercher à nous *associer* à elle, pour en tirer le plus possible certes, mais aussi en la respectant assez pour qu'elle serve encore les générations futures. Ce ne sera pas si commode qu'on le pensait jusqu'ici.

L'eau douce elle-même va manquer dans nombre de pays, si la courbe actuelle d'explosion démographique, d'urbanisation et d'industrialisation prolonge au même rythme la croissance des besoins, qui doublent tous les 15 ans. Déjà des orangers du cap Bon en Tunisie sont privées d'eau, au bénéfice des piscines pour touristes, qu'il eût pourtant été facile d'alimenter d'eau de la mer toute proche. La Chine fournit d'eau Hong-Kong. Le Canada en cède aux Etats-Unis ; on y projette une canalisation de *100 milliards* de dollars ; qu'ils fassent des contrats annuels, ils la vendront de plus en plus cher !

Dans les prévisions actuelles de la FAO, si l'irrigation consomme en 1967, avec 1 400 milliards de mètres cubes, 70 % de l'eau utilisée, en l'an 2000, en doublant sa consommation, elle n'en prendrait plus que 51 % ; car les villes, l'industrie et les mines accroîtront bien plus vite

leur consommation. Au rythme actuel, l'eau manquerait avant l'année 2050, même si l'on supprime les gaspillages d'eau, souvent énormes en irrigation. La désalinisation de l'eau de mer avec l'énergie atomique rendrait plus aigu encore le problème des déchets radio-actifs. Il ne faut plus croire que des progrès illimités prolongés « dans la nuit des temps » ne présenteront jamais de grands dangers : nous ne sommes plus au XIX^e siècle !

8. LES ENGRAIS ET PESTICIDES, UTILES ET PARFOIS DANGEREUX

Face à ces contraintes, il serait légitime d'aligner les énormes possibilités d'intensification agricole, déjà évoqués à propos de la Révolution verte. Elles seraient plus grandes si on savait se libérer du carcan de l'économie de profit, et mobiliser l'enthousiasme des masses paysannes. Cependant, si l'on attrache de plus en plus, comme on le fait déjà de Guinée au Zaïre, du Kenya en Tanzanie, pour les mettre en culture, les forêts de la zone inter-tropicale d'Afrique, et surtout les plus vastes, celles de l'Amazonie brésilienne, n'allons-nous pas vers une rapide dégradation des sols, par lessivage et érosion ? Déjà on la voit apparaître le long des routes transamazoniennes. La mise en valeur des terres neuves, nous dit R. Duda, coûte beaucoup plus cher que l'intensification des vieilles terres : la Chine l'avait reconnu dès 1955.

Les monocultures intensives, attaquées par insectes et maladies, sont protégées par des traitements dont l'innocuité reste parfois à démontrer. L'excès du cuivre des bouillies bordelaises gêne déjà nos vignobles ; et chacun s'inquiète, surtout depuis la sortie du livre *le Printemps silencieux*, des conséquences d'un usage généralisé et inconsidéré du DDT, qui par ailleurs fit si utilement reculer la malaria. Mais surtout, si les populations des

pays pauvres continuaient à croître au rythme prévu et réalisaient leur droit, somme toute légitime, à une alimentation un peu moins incorrecte, alors leurs besoins, nous dit le programme indicatif mondial de la FAO, croîtraient vite.

Il leur faudrait en 1985 deux fois plus de céréales, et 3,4 fois plus de lait, de viande, de poissons et d'œufs qu'en 1962. En 1975, à mi-chemin de la réalisation de ce programme, nous sommes *très très loin* du rythme prévu. En réalité, la *proportion de mal nourris*, en quantité ou en qualité, que l'on espérait diminuer de 33 ou 40 % dès 1975, s'élève probablement, en 1975, au-dessus du taux de départ du plan indicatif mondial, treize années auparavant. Ce qui signifiait que *le nombre* des sous-alimentés avait augmenté plus vite que la population mondiale. Le rapport FAO, pour la Conférence mondiale de l'alimentation, estime à 400 millions les *très sous-alimentés*, et à 800 millions les mal nourris. Son plan prévoit une augmentation des aliments des pays dits « en développement » de 75 % entre 1965 et 1980, soit 3,8 % de croissance annuelle.

On est fort loin de progresser au taux nécessaire pour le réaliser, puisqu'en 1972 la production agricole aurait progressé de 23 % sur la moyenne 1961-1965, soit 23 % en 9 ans ; bien moins de 2,3 % l'an, à intérêts composés. Les 4 % de croissance annuelle de la seconde « décennie du développement », 1970-1980, ne sont pas atteints : déficiences persistantes de l'Asie méridionale (recul de 1 % en 1972 et 74) ; importations alimentaires souvent croissantes d'Afrique et d'Amérique latine. Pour tant ces chiffres de consommation prévus par la FAO n'impliquent nullement que les pays pauvres auraient alors rattrapé le niveau alimentaire des Etats-Unis, ni même celui de l'Europe occidentale. On considère *a priori*

qu'ils n'en auront pas le droit, en 1985 ou en l'an 2000, pas plus qu'en 1962.

L'injustice fondamentale est donc considérée comme un trait définitif de notre « civilisation », celle précisément qui est en train de sombrer. Les pauvres auront seulement droit à ce que leur permettra le relèvement prévu — fort modeste — de leur pouvoir d'achat. Le maintien d'inégalités croissantes est donc implicitement considéré, aux Nations unies, comme une donnée de fait. Or chaque fois qu'on remplace, dans la ration alimentaire, une calorie d'origine végétale par une autre d'origine animale — côtelette de porc au lieu de pommes de terre — il faut en moyenne 7 calories végétales pour produire 1 calorie animale. Au standard américain, la production agricole actuelle ne permettrait pas de *nourrir un milliard d'hommes* ! La production industrielle ne suffirait, nous rappelle Cousteau⁸, qu'à 600 millions de citoyens des Etats-Unis — justifiant nos amis chansonniers québécois, qui les appellent *amis-requins*.

L'agent le plus important du progrès agricole reste encore l'emploi des *engrais chimiques* : potassiques, plus encore phosphatés, et surtout azotés ; plus quelques autres éléments comme le cobalt, le cuivre ou le zinc, en quantités très minimes. La source première de fertilisation — jusqu'en 1850 partout ; jusqu'en 1950, pour la grande majorité de l'agriculture mondiale ; et jusqu'en 1973, pour une large partie de celle-ci — restait l'engrais naturel, sous toutes ses formes : depuis les vidanges de Flandres ou d'Asie orientale jusqu'au fumier (qui sent si bon quand il est bien fait, dans les villages suisses) de nos paysans. Les villes dirigent nos excréments et urines vers le tout à l'égout, fait que Victor Hugo stigmatisait déjà ; le fumier reste respecté de ceux des agriculteurs européens qui ont consenti à garder du bétail :

aux dépens de leurs possibilités de vacances et bien que nos politiques, plus sensibles aux lobbies céréaliers et sucriers, n'aient pas avantagé les éleveurs.

En avril 1972, au colloque de l'université Columbia sur l'environnement, mon collègue M. Alexander de l'université Cornell m'a fait bondir en m'apprenant que les éleveurs de volailles et les engraisseurs de bovins (en lots de milliers de bêtes) des Etats-Unis ne prenaient généralement plus la peine de porter les montagnes de déjections de leurs animaux sur les champs, en vue de les enfouir. Cela demande trop de transport et de travail, au tarif actuel des salaires ! Elles sont donc, quand c'est plus économique, rejetées dans les rivières voisines, qu'elles polluent.

En compensation, l'utilisation des engrais azotés s'accroît à une vitesse vertigineuse, de 326 000 tonnes en 1940 à 1 900 000 en 1965 et plus de 7 millions de tonnes en 1969. Les sols dépourvus d'humus, puisqu'on n'y met plus de fumier, retiennent moins bien ces fertilisants artificiels qui, s'ils sont appliqués en quantités massives, comme aux Pays-Bas, passent donc en proportion croissante dans les nappes phréatiques : qu'elles polluent une seconde fois. Il s'agit souvent d'eaux dites potables qui, enrichies ainsi en nitrates, peuvent voir une partie de ceux-ci se transformer en nitrites toxiques. De même pour les nitrates, surabondants dans des feuilles d'épinards trop largement fertilisés au moyen d'engrais azotés : méfiez-vous des conseils de Popeye ; ou de l'excès de potasse en betteraves potagères.

Je ne veux point ici condamner *tout* emploi d'engrais chimiques, dont le danger reste limité à certains usages abusifs. Les tenants de l'agriculture biologique qui nous demandent parfois d'y renoncer, ne disent pas ce qu'ils feront du quart de l'humanité qu'il serait alors impossible

de nourrir, même aussi mal qu'aujourd'hui. On prévoit que les pays en voie de développement vont passer des 2,6 millions de tonnes d'engrais utilisés en 1962 à 14,5 millions en 1975 et à 31,2 millions en 1985. Cependant, en 1970, ils n'utilisent encore que 6,9 millions de tonnes : ici encore, le retard s'accumule. Il faudrait plus que doubler dans les 5 années restantes pour atteindre le plan. L'URSS va acheter des quantités massives d'engrais aux Etats-Unis ; et pourtant elle représente encore la seconde puissance industrielle du monde.

A l'échelle mondiale on utilisait, en 1970, 60 millions de tonnes d'engrais ; dans un modèle théorique pour l'année 2070, Pawley en propose 70 fois plus : « ce qui donnerait un rejet annuel de résidus chimiques dans les lacs et les océans 100 fois supérieur au niveau actuel » ; ce qui serait absolument insupportable.

Mais B. Commoner¹ nous montre que les USA vont devoir réduire l'usage des engrais azotés, qui ont trop enrichi en nitrates les eaux « potables » de la ville de Decatur dans l'Illinois... Et surtout *les phosphates vont manquer*, il nous en reste pour 3 ou 4 siècles seulement. Il nous faut donc récupérer avec le plus grand soin tous les excréments humains et animaux, les remettre dans les sols, freiner notre population ; repenser notre modèle de consommation, au lieu de l'accepter.

9. LES POLLUTIONS DES EAUX ET DE L'AIR, INCONNUES MAJEURES D'ASPECT REDOUTABLE

Il y a bien sûr beaucoup d'autres formes de pollution : les responsabilités des industries et des effluents des villes sont, pour la dégradation de nos rivières, lacs et océans, bien supérieures à celles de l'agriculture. Les Potasses d'Alsace, société nationale, rejettent à elles seules dans le

Rhin chaque année 41 % des sels qui y sont déversés, soit 7 millions de tonnes de sel impur, qu'il serait possible d'extraire et de purifier. Ce qui ne menacerait plus les terres et les eaux de Hollande, permettrait d'installer une puissante industrie chimique ; ou d'alimenter les usines de Tavaux, près de Dole ; et de Dombasle, près de Nancy ; et nous dispenserait en partie du travail des marais salants. On ne le fait pas, car ce ne serait pas très rentable : *la loi du profit ne prenait pas en compte*, jusqu'à ces toutes dernières années, *la sauvegarde de la planète*.

Il ne se passe plus de journées sans que nous apprenions qu'en telle rivière, on a trouvé des milliers de poissons crevés, ventre en l'air et empestant. Vers 1850, quand mon grand-père, né en 1818, agriculteur et voiturier de bois à Rubécourt près de Sedan, embauchait un valet de ferme, celui-ci demandait par contrat qu'on ne lui servît point du saumon plus de trois jours par semaine. Ce poisson, surabondant dans les ruisseaux à certaines saisons, ne trouvait alors guère preneur : regardez son prix à ce jour, fonction de sa rareté croissante. « Si d'ici trois ans, nous disait Jean Dorst en 1971, la pêche du saumon atlantique n'est pas fermée en haute mer, il n'y aura plus de saumon atlantique à exploiter ».

Les industriels trouvaient jusqu'ici généralement plus économique de rejeter leurs déchets dans les rivières, sinon dans la mer, que de les purifier. Ils y étaient en quelque sorte contraints par notre économie de profit — qui refusait de prendre en compte ce genre de coûts sociaux — s'ils voulaient rester concurrentiels. Du Rhône à Menton, le Comité d'aménagement de la région décompte 200 gros versements d'égouts en mer Méditerranée, sources importantes de pollution : d'où l'interdiction de la baignade sur une grande plage d'Hyères. Nombre de baigneurs des plages romaines ayant, pendant

l'été 1971, contracté des hépatites virales, 600 plages italiennes furent déclarées polluées. En avril 1974, au cours de la campagne René Dumont, j'ai déposé à Quimper une plainte contre la papeterie de Mauduit, qui infeste la rivière Laita. Or on peut économiquement récupérer les déchets polluants.

Les stations d'épuration coûteraient cher, certes. Mais l'eau ainsi récupérée pourrait servir à l'irrigation, à laquelle elle va bientôt faire défaut. Elle apporterait même des éléments fertilisants. Le commandant Cousteau nous rappelait, en août 1972, que : « contrairement à l'idée reçue, l'océan est un très petit monde dont les ressources sont au moins aussi limitées que celles de la terre ferme... il est extrêmement fragile, entièrement à notre merci... Il y a cinq ans, les mass media répandaient dans le public l'idée que ses ressources étaient inépuisables, que la mer nourrirait sans limites... Dieu merci, ces billevesées n'ont plus cours aujourd'hui ».

Jean Dorst⁹ nous apprend qu'il reste entre 1 000 et 600 baleines bleues, « les 600 individus étant répartis sur tous les océans antarctiques, on pourrait craindre la disparition totale de l'espèce. » En 1972, le Japon et la Norvège refusent d'arrêter la pêche à la baleine. Et l'Islande justifie l'extension de ses eaux territoriales par la nécessité de réfréner les pêches dévastatrices des énormes chalutiers. Nos pollutions restreignent rapidement les potentialités des eaux, du lac Érié sans vie à la mer Baltique aux fonds dépourvus d'oxygène, et bientôt à la mer du Nord, à la Méditerranée puis à l'Atlantique nord. Les phosphates des détergents font proliférer les algues, qui absorbent tout l'oxygène dissous dans les lacs, au détriment des poissons, etc. On commence par polluer les rivières, on continue par les lacs, les estuaires, les mers fermées, et on termine par les océans.

Après la pollution de toutes les eaux, vient celle de l'air, source de toute vie, que l'on croyait inépuisable et sans valeur marchande — tant qu'il était respirable. Quand le smog londonien, si redoutable dès le XIX^e siècle, fit périr au moins 5 000 personnes en 1952, les autorités municipales, dotées de plus de pouvoirs réels que leurs homologues françaises, prirent des mesures contre les fumées et les suies, qui rendent déjà un peu plus de bleu au ciel londonien : preuve que quelque chose peut être fait. Tout au moins au niveau actuel de la production industrielle, de l'utilisation des autos et des combustibles. A Tokyo, les enfants des écoles comment à en pâtir dangereusement. Dans certains carrefours de cette ville, en train de devenir une monstrueuse mégapole, la survie des flics — piliers de notre civilisation ! — est assurée par des postes à oxygène, où ils vont, de plus en plus souvent, respirer de larges bouffées. Des commerçants astucieux se demandent s'ils ne pourraient vendre à New York des bonbonnes comprimées « d'air pur de l'Alaska » !

Le plomb va manquer, et cependant on le déverse dans l'atmosphère, pour accroître le rendement de nos voitures particulières, responsables d'un bon quart de la pollution de l'air. Il y en aurait déjà 300 000 tonnes en suspension en Europe, du fait des autos. L'anhydride sulfureux altère la fonction pulmonaire ; les particules de poussière et de pluie peuvent provoquer des calcifications pleurales ; l'oxyde de carbone prive les tissus d'oxygène, en se combinant à l'hémoglobine. Dans *l'Encerclement*, Barry Commoner vous conte en détail les divers stades de la pollution de l'air de Los Angeles, et de la lutte des fonctionnaires municipaux contre les géants de l'auto. Il ne propose cependant point la solution la plus efficace, le remplacement des voitures particulières par les trans-

ports collectifs. Au cours de ma campagne d'avril 1974, j'ai souligné que Fos-sur-Mer allait déverser 2 à 3 000 tonnes par jour de SO_2 , anhydride sulfureux, qui donne de l'acide sulfurique. Cette dose n'ayant jamais été réa-
lisée dans le monde, on n'en peut prévoir tous les dégâts...

Les Japonais commencent à exporter leurs pollutions, leurs industries les plus asphyxiantes, en installant des aciéries à Singapour, en prêtant des capitaux aux Australiens de Perth et aux Brésiliens pour qu'ils traitent sur place leurs minerais. Si elles étaient mieux réparties, ces industries pourraient certes constituer un levier utile de développement des pays pauvres — à condition qu'elles ne soient plus, comme dans nos structures actuelles, un outil de domination économique, sinon politique.

Je ne m'attendrai pas plus sur ce type de pollution, problème que je connais mal, et sur lequel il est, me dit-on, plus difficile encore de prendre des positions assurées. Certes on a pu détourner les égouts qui se déversaient dans le lac d'Annecy, on peut réduire les pollutions de l'air — à coûts vite croissants, si l'on veut approcher de leur suppression. L'accroissement de la teneur de l'air en gaz carbonique me paraît cependant constituer la plus redoutable des menaces. Sa proportion aurait crû de 14 % de 1830 à 1930, et augmenterait maintenant de 0,30 % l'an.

Quand elle aura doublé par rapport à 1860 — donc au début du siècle prochain, si son taux d'augmentation continue lui-même à s'élever, à un rythme relié à celui de notre « croissance » industrielle — des changements irréversibles de climat pourraient alors se produire, par un effet de serre dû à une proportion excessive de ce gaz, échauffant l'atmosphère. Si par ailleurs la fin d'une période de glaciation amenait un cycle naturel de réchauffement, alors les glaces des pôles fondraient — elles n'ont

pas toujours existé — et le niveau des mers pourrait s'élever d'environ 60 mètres : Paris serait noyé, avec toutes les plaines côtières du monde ; et le climat intertropical deviendrait intolérable. Que nous ne soyons pas en mesure d'affirmer la venue d'une telle catastrophe ne suffit plus. Mieux vaudrait être en mesure d'affirmer que nous ne contribuons pas à la rapprocher ; et cela remet en jeu notre « religion » de la croissance avant tout.

Ne parlons pas, pour le moment, de la pollution par les ordures, à raison d'une tonne par habitant et par an à New York, et dont on ne sait plus que faire. Les Français, plus indisciplinés que bien d'autres peuples, les dispensent un peu partout, ou vont les ramasser loin dans nos campagnes, pour les brûler, alors que tant de déchets organiques pourraient nourrir les animaux ou enrichir les sols d'humus. La paysannerie traditionnelle savait les recycler. Mais nos canaux sont de vrais cloaques dans leur traversée des villes (Montargis) ; nos haies regorgent de sacs en plastique, des dépôts clandestins d'ordures s'installent un peu partout, autour des jolis hameaux de Toscane, préfigurant un monde de demain de plus en plus répugnant. Car le plastique ne peut se dégrader, donc se réincorporer dans la nature.

Ce qui reste sûr, c'est que nous *déséquilibrons* systématiquement un système fragile. Toutes les luttes contre les pollutions chimiques consomment de l'énergie, et provoquent par là un accroissement de la pollution thermique. Nous sommes donc en train de déclencher un redoutable phénomène autoentretenu, un cercle vicieux, dont on ne voit pas bien où il nous entraîne. Or je reste de ceux qui, ayant longtemps « conseillé », et gardant un certain sens de mes responsabilités, aiment y voir clair, et préfèrent ne pas participer à des actions aussi irréfléchies que celles que nos gouvernants acceptent d'un cœur

légèr : Emile Olivier en 1870 préfigure le Michel Debré nataliste et nucléaire de 1973. Car nous n'avons pas encore examiné la plus redoutable, et peut-être la plus immédiate des épées de Damoclès que nos dirigeants se plaisent, inconsciemment ou sadiquement, à suspendre au-dessus de nos têtes.

Cette dégradation du patrimoine commun de l'humanité constitue une véritable *spoliation*, par les entreprises ou les particuliers, de la richesse collective. Spoliation qui peut parfois dépasser la plus-value prélevée sur l'ouvrier, ou même sur le consommateur : notion qu'il est urgent de réviser, amis marxistes ; même si l'on est alors accusé de révisionnisme.

10. POLLUTIONS DE RETOMBÉES NUCLÉAIRES, DANGERS CROISSANTS DE GUERRES ATOMIQUES

Pendant de longues années, les officiels américains niaient l'existence de dangers résultant des essais nucléaires, des retombées d'éléments radioactifs. Quand en 1959 les Anglais s'aperçurent d'une rapide croissance dans leur atmosphère du Strontium 90, qui persiste 28 ans, et du Cesium 137, qui dure 30 ans, éléments fort dangereux, Russes et Américains comprirent qu'il valait mieux, dans leur propre intérêt, négocier l'arrêt des essais nucléaires à l'air libre. La Chine et la France s'y sont refusées et les continuent. Nous protestons à bon droit, sans toutefois oublier la responsabilité première des Etats-Unis, puis de l'URSS, qui ont accumulé les moyens d'anéantir plusieurs dizaines de fois l'espèce humaine.

« Au début de 1972, les Etats-Unis avaient procédé à 188 explosions dans l'air et à 351 essais souterrains ; l'Union soviétique, 142 et 112 ; la France, 30 et 13 ; la Grande-Bretagne, 21 et 4 ; la Chine, 11 et 1 », nous dit A. Sasson. Et l'on se moquait de nos ancêtres les Gau-

lois, qui craignaient que le Ciel ne leur tombât sur la tête : ils voyaient plus loin que nos gouvernants !

Le coût de fabrication des bombes atomiques baisse rapidement, Robin Clarke l'estime à 300 000 dollars la bombe, sinon 150 000 « dans le cas d'une production en masse... Pour 300 millions de dollars, une nation pourrait au moins se permettre d'agiter l'épouvantail nucléaire ». Peut-être en fera-t-on un jour commerce, comme des autres armes. Le plus gros danger de la généralisation de l'énergie nucléaire est qu'elle permettra à un nombre croissant de pays d'en fabriquer.

Il n'y a pas si longtemps qu'Hitler et même Staline, qui eussent moins hésité que d'autres à s'en servir (mais c'est Truman qui l'a fait !) sont morts ; on nous apprend (un peu tard) que Lin Piao était un homme dangereux. Imaginons l'usage que pourrait faire d'une telle bombe, sinon des colonels grecs — ils sont trop dominés — mais un successeur de Duvalier ou de Trujillo pris d'une folie subite. Certains d'entre nous pourraient s'inquiéter de voir doter de tels moyens un Bokassa ou un Amin ; un Somoza, un Vorster ou un Strasser — nous ne les citons ici qu'à titre de symboles — ou même tel général brésilien, chilien, indonésien ou thaïlandais... Et voici l'Inde dotée à son tour de la « puissance nucléaire ».

La possibilité de folie subite d'une série d'exécutants (voir le docteur Folamour), sinon d'ambitions effrénées, ne peut être exclue d'emblée, malgré tout le réseau de protections prévu. Une fois de plus — et la menace est cette fois plus proche — la survie de l'humanité est à la merci d'une série d'hypothèses : elle se trouve donc grevée de lourdes hypothèques, inconnues des générations qui nous ont précédés. *Le génocide et le biocide qui se prolongent au Vietnam* sont des réalités très concrètes, auxquelles s'appliquent les attendus du tribunal de

Nuremberg. Il est dommage que seuls répondent de leurs crimes les responsables qui, comme les nazis, ont subi une défaite totale. Nixon n'est pas tombé pour ça !

Le fait que l'on va pouvoir, grâce à ces agressions, mesurer plus exactement les dégâts qu'il est désormais possible de faire sur les récoltes, les forêts, la flore, la faune et surtout les hommes, ne nous apporte aucune consolation. Ni le fait que la commission française du Pacifique, chargée des explosions nucléaires, ait entrepris une étude complète de la biologie de l'atoll de Mururoa en Polynésie, avant et après les essais. La majorité du « peuple » américain accepte le bombardement des digues du Nord-Vietnam (que les ingénieurs français avaient contribué à renforcer jusqu'en 1944, et que j'ai longuement arpentées de 1929 à 1932), puisqu'elle vote Nixon ; mais le voici enfin renvoyé.

Les armements nucléaires constituent désormais la plus grave des menaces ; cependant des armes conventionnelles de plus en plus redoutables, que les Etats-Unis n'ont cessé de « mettre au point » au Vietnam, n'en sont pas moins condamnables, à de multiples points de vue. Elles ruinent les pays pauvres, accélèrent dangereusement l'épuisement des ressources rares : c'est en bonne partie à cause d'elles que la consommation annuelle de cuivre est montée de 1,6 million de tonnes en 1950 à près de 7 millions en 1970.

Si les cours de ce métal ont beaucoup monté de 1963 à 1967-1968, leur baisse opportune a fort gêné l'expérience chilienne d'Allende ; tout comme la baisse du cacao, en 1963-1966, avait compromis les tentatives de N'Krumah au Ghana : ce ne sont pas toujours des coïncidences. La balance des comptes française ne fut améliorée que grâce aux ventes d'armes un peu partout, dont l'Afrique du Sud. Bien des pays du Tiers

Monde, Inde et Pakistan en premier lieu, mais aussi Egypte et Pérou, Algérie et Maroc... voient leur développement largement compromis par les dépenses militaires, qui s'ajoutent au gaspillage des bureaucraties civiles.

Les 200 à 240 milliards de dollars annuellement dépensés de par le monde en armements provoquent un effrayant gaspillage des meilleurs minerais, mais aussi des meilleurs cerveaux. En France comme aux Etats-Unis, la plus grande partie des crédits de la recherche vont aux militaires. Leurs résultats ne sont pas publiés, ce sont des secrets stratégiques : ce qui compromet le progrès des sciences fondamentales, pourtant de plus en plus indispensables à notre survie. Celle-ci exige qu'on y consacre désormais l'essentiel de ces recherches.

Les crédits gaspillés en dépenses militaires pourraient, s'ils lui étaient transférés, accélérer décisivement un réel développement de l'ensemble du Tiers Monde. On occu-perait à fabriquer les équipements dont il a tant besoin les ouvriers et les installations que libérerait l'arrêt des armements. C'est plus facile à dire que de convaincre les responsables. Ceux-ci ne sont cependant pas insensibles aux pressions de l'opinion publique ; mais ils savent trop bien la manipuler, surtout grâce à la diabolique invention de la télévision. Notre seul espoir c'est que, désormais, eux aussi (ou plutôt leurs descendants) vont se trouver menacés.

Dans *la Course à la mort*, Robin Clarke¹⁰ nous fait une description terrifiante de la véritable main-mise du complexe militaro-industriel, dénoncé par Eisenhower, sur les recherches spatiales, la course à la Lune, les possibilités de mise sur orbite de bombes atomiques, et enfin sur les océans : « Les résultats obtenus par la recherche fondamentale (en matière océanique) sont couverts par le secret militaire... La Marine américaine dépense environ 2,1 milliards de dollars par an en recherches fondamen-

tales et appliquées... Dans un monde moins fou, il serait impensable que la majeure partie des connaissances que nous pouvons avoir sur les 70 % de notre planète (les mers) soit gardée par le secret militaire et que le public ne puisse y avoir accès. »

Barry Commoner s'inquiète aussi de savoir *Quelle terre laisserons-nous à nos enfants*¹¹ ? « 500 bombes de 10 mégatonnes déversées sur les centres industriels des Etats-Unis extermineraient 60 % de la population... Une agression de 7 500 mégatonnes détruirait par le feu toute la végétation sur 50 % du territoire américain... Destruction, due au rayonnement des retombées, de 91 % des récoltes, 95 % de la production de porcs, 94 % du lait, 88 % du bétail avec 23 000 mégatonnes ; mais « seulement » 46 % du bétail et 44 % des terres à blé avec 9 000 mégatonnes. » Et Barry Commoner se pose alors une question fondamentale : « La population réussirait-elle à remonter la pente ? » C'est loin d'être sûr : qui envisage la possibilité d'une guerre atomique est un irresponsable.

Quand on lit de tels chiffres à propos d'un territoire aussi vaste que celui des Etats-Unis, la « force de dissuasion » de la France, ce bien petit pays, dirigée « tous azimuts » (contre tous objectifs) comme nous l'apprennent ses responsables, apparaît la plus redoutable de toutes les menaces, le plus grand obstacle à nos chances de survie, la plus grande folie que l'on puisse imaginer. Nos essais polynésiens nous attirent la réprobation justifiée des Etats riverains du Pacifique, de la Nouvelle-Zélande au Japon et au Pérou.

II. CROISSANCE ZÉRO DE LA POPULATION MONDIALE DÈS QUE POSSIBLE : LES RICHES D'ABORD !

De savants calculs cherchent à nous montrer que *l'explosion démographique*, telle qu'elle est déjà engagée

— contre du reste toutes les prévisions antérieures à 1945, qui la sous-estimaient terriblement — constitue un phénomène irréversible pour de longues décennies. Même si une campagne de planification familiale se généralisait rapidement, il suffirait que chaque futur couple ait une moyenne de deux enfants pour que la progression continue encore longtemps, etc. Mais *faut-il* qu'ils aient chacun deux enfants ? Ce qui me paraît le plus grave, c'est la persistance des mesures natalistes, par exemple dans un pays comme la France, envers laquelle nous avons une responsabilité particulière ; et à qui des imprudents, sinon des impudents, n'hésitent pas à proposer l'objectif de 100 millions d'habitants. Au même moment, ils cherchent à freiner toute progression de la population de La Réunion, où le chômage atteint, comme dans l'ensemble des pays dominés, des proportions effrayantes pour la future paix sociale.

Il s'agit de savoir d'abord *quand* la majorité de l'opinion mondiale aura réellement pris conscience de la gravité des dangers qui menacent notre planète. Dans une décennie, il serait déjà bien tard pour envisager la mise en œuvre hardie, décisive, de toute la série de disciplines qui s'imposent impérativement ; et celle de la population commande toutes les autres, si nous refusons un degré peu supportable d'austérité. Quand une réelle discipline politique et sociale existe, comme en Chine et au Nord-Vietnam, on voit la natalité baisser assez rapidement, même dans les campagnes écartées.

Elle recule aussi devant une certaine *aisance*, de Hong Kong à Taïwan, sinon en Corée du Sud (où cette aisance m'a paru fort modeste) ; mais cette voie ne paraît guère ouverte pour l'ensemble du monde dominé.

Il serait possible, surtout quand les méthodes contraceptives et d'avortement précoces auront fait des progrès

décisifs, de n'autoriser qu'une natalité compensant exactement la mortalité, donc d'atteindre vite la *croissance zéro*, si on employait des méthodes autoritaires — que le danger mondial permettrait de justifier. Pour les rendre acceptables, il serait cependant nécessaire d'établir un tout autre « climat » international que l'actuelle domination, hypothéquant lourdement l'avenir des pays pauvres : il *faudrait d'abord les libérer*, puis les éduquer.

Quand les Américains vont prêcher le contrôle des naissances aux pays dominés, indistinctement de l'Inde surpeuplée à l'Amazonie dépeuplée, de l'Afrique tropicale au Moyen-Orient, certains d'entre eux sont de bonne foi. Les plus astucieux y voient le moyen de maintenir leur domination, car la misère croissante risque d'être une cause essentielle de révolte. Le club de Rome, en soulignant les menaces, n'insiste pas assez sur le fait que l'épuisement des minerais, les pollutions *ne sont pas le fait des plus pauvres, mais viennent essentiellement des pays riches*.

Rappelons que les Etats-Unis, avec moins de 6 % de la population mondiale, *gaspillaient* (mot dans l'ensemble plus exact que utilisaient) ces dernières années 42 % de la consommation mondiale d'aluminium, 33 % du cuivre et du pétrole, 28 % du fer, 26 % du zinc et de l'argent, 25 % du plomb, 24 % de l'étain, etc. ; plus la bonne moitié du gaz naturel. Ces marchandises, nous les payons, disent-ils ; mais sans préciser comment. Les Chiliens ont révélé l'énorme disproportion entre leurs investissements réels et les profits qu'ils ont tirés des mines de cuivre de ce pays. Récemment, ils trouvent plus facile (en émettant plus de 60 milliards de dollars de billets garantis pour 10 milliards, et en obligeant pratiquement les autres banques centrales à les accepter) de payer en fausse monnaie leurs acquisitions d'usines étrangères. La loi ne sanc-

tionne que les petits faux monnayeurs, restés au stade artisanal. Dans *l'Opéra de quat' sous*, Brecht nous montrait déjà, belle prescience, ses voleurs devenus banquiers...

Puisque les minerais vont devenir rares, le monde est pratiquement *asségé* ; ce qui impose une organisation qui ne soit plus *seulement* basée sur le marché. La menace de pénurie mondiale devrait bientôt imposer, dans un monde qui serait plus préoccupé de justice sociale et de survie, des mesures de rationnement, d'allocation mondiale des ressources rares, réparties d'après des besoins justifiés : ce qui devrait d'abord exclure les armements. Le monde riche, avec 29 % de la population de la planète, utilise et surtout *gaspille* plus des quatre cinquièmes des ressources mondiales. Il n'acceptera pas aisément un recul de ce qu'il nomme curieusement son « niveau de vie » — dans le calcul duquel rentre la production d'armements ! C'est donc lui, *le gaspilleur et le pollueur* par excellence, qui, s'il se préoccupe vraiment de la survie mondiale, devrait donner l'exemple de la discipline démographique. 200 millions d'Américains polluent plus que ne le feraient 5 milliards d'Indiens.

Il n'est plus possible de s'en remettre à la seule planification familiale, car elle se contente d'empêcher la venue au monde des enfants non désirés. La survie de l'humanité ne peut plus être confiée au bon vouloir d'un nombre aussi élevé de procréateurs plus ou moins irresponsables. Ceux qui les encouragent peuvent désormais, maintenant que nos limites sont enfin reconnues, être considérés au mieux comme inconscients, au pire comme criminels, cherchant à satisfaire quelque volonté de puissance. Des mesures limitatives *autoritaires* de la natalité vont donc devenir de plus en plus nécessaires, mais elles ne seront acceptables *que si elles commencent par les pays riches* et par l'éducation des autres. L'abandon des petites filles

dans les familles pauvres chinoises, ou l'avortement systématique au Japon, avant 1869 comme après 1945, peuvent être, à la lumière de nos récentes observations, considérés comme des mesures comportant une certaine sagesse. Les moralistes qui les réprouvent devraient d'abord condamner les guerres.

Dès 1931, je soulignais l'urgence de freiner la population au Nord-Vietnam, et je répétais cet avertissement dans mon premier livre, *la Riziculture dans le delta du Tonkin*. Quand G. Wéry présenta ce travail à l'académie d'Agriculture, en 1935, il se crut obligé, en bon catholique, de faire des réserves sur mes propositions de contrôle des naissances. En 1971, l'Union catholique des scientifiques français : « met en garde la conscience chrétienne contre une éthique nataliste qui constitue, dans la conjoncture actuelle, une forme d'individualisme... Il devient impossible de ne considérer la procréation que du point de vue de la décision et de la morale personnels ».

Oui. Mais de 1931 à 1971, 40 années ont été perdues, pendant lesquelles l'explosion démographique a pris des proportions *compromettant l'avenir même de l'humanité*. Quarante années pendant lesquelles communistes et catholiques ont généralement rejeté l'idée même du néomalthusianisme. Et la *Pravda* de Moscou recommence pendant l'été 1972 une propagande nataliste ; l'année même où l'URSS, si vaste, si peu peuplée, importe 18 millions de tonnes de blé, mouvement commercial sans précédent dans l'histoire ! Quant au Japon, il institue des primes de natalité...

En France, en Europe, quand on sera enfin capable de comprendre la gravité de la situation — plus vite on y arrivera, et plus aisée sera la nécessaire reconversion — on commencera par supprimer tous les avantages (fiscalité, logements et allocations familiales) au-delà du

deuxième enfant, après que l'on aurait réduit les inégalités des revenus. Les ouvriers à famille modeste de Montargis me disent qu'ils en ont assez de payer pour leurs voisins paresseux, qui vivent de leurs enfants.

Aux Etats-Unis, il faudrait bientôt aller plus loin, taxer les familles nombreuses de plus en plus lourdement ; surtout les plus riches, qui sont les plus gaspilleuses, de véritables vandales ; avant d'être obligé d'en arriver à des quotas autoritaires. Une fois cet arrêt de croissance des populations riches nettement amorcé, nous serons mieux en mesure de le conseiller efficacement dans les pays où il s'impose le plus, du Maghreb à l'Asie méridionale et à l'Extrême-Orient, en insistant sur l'Egypte, le Pakistan, l'Inde, le Bangladesh, Java, le Nord-Vietnam et la Chine méridionale. A ce moment, le rationnement mondial des ressources rares se baserait sur la population de chaque pays en 1985 : les croissances ultérieures ne donnant droit à aucune attribution nouvelle. En Chine, le 3^e enfant n'a droit à aucune ration de linge et vêtements.

12. LES DIFFICILES ET NÉCESSAIRES MIGRATIONS INTERNATIONALES

En même temps devra être reposé sous l'angle mondial le problème de la *répartition* actuelle des populations, base fondamentale des injustices actuelles. L'expansion économique des Etats-Unis, de l'Amérique du Sud et de l'Océanie, au XIX^e et au XX^e siècle, n'eût pas été possible sans la grande vague des migrations européennes, gonflée par une publicité parfois mensongère. On trouve de nombreux Russes en Sibérie, des Chinois dans le Sud-Est asiatique, des Africains involontairement transportés aux Amériques ; et les Indiens ont massivement migré à Ceylan, aux Caraïbes, en Guyane, à l'île Mau-

rice, en Afrique du Sud et orientale (où un racisme renoué de Vorster à Amin leur crée bien des difficultés).

Il est vrai qu'il s'est agi, dans les pays tempérés surtout, d'une *conquête* par les Blancs, réalisée sans tenir le moindre compte des « indigènes ». Puis d'une véritable *déportation* d'esclaves africains, ou de semi-esclaves indiens. On peut cependant concevoir d'autres types de migrations, plus humaines que celles des Africains en Europe occidentale ces dernières années. Il est aussi possible de s'opposer légitimement à certaines formes d'exploitation par les colonisateurs blancs, jaunes ou bruns, sans qu'il soit nécessaire de donner à ces actions une justification « raciste ».

Au moment où cette *mobilité* de la population mondiale apparaît le plus nécessaire, on assiste à la limitation de plus en plus accentuée de tous ces déplacements. Le racisme n'a pas disparu de pays qui se prétendent souvent plus civilisés que le reste du monde, comme l'Angleterre ou la France. Le freinage récent de ces migrations cherche à ne laisser entrer en pays riches que les plus instruits, dont on prive ainsi indûment les pays attardés, qui en ont pourtant fort peu. Ce drainage des cerveaux coûte à peu près aussi cher aux pays dominés que le pillage économique exercé à leur encontre.

Les Etats-Unis se proposaient d'arrêter leur production agricole sur environ 30 millions d'hectares ; 20 millions avaient déjà été bloqués. L'Ouest canadien avait, par des primes, réduit de moitié les surfaces affectées à la production du blé. En Australie, les quotas de production pour le lait, le sucre, le blé, les œufs, etc. constituent toute une série de mesures malthusiennes, qui auraient pu être aggravées par l'entrée de la Grande-Bretagne dans le Marché commun. Depuis 1972, toutes ces restrictions ont heureusement été supprimées, dans la nouvelle

ambiance de disette mondiale. Réserver les immenses richesses de ces vastes territoires aux si modestes populations actuelles, de densité très fortement inférieure à la moyenne mondiale, compte tenu de leurs potentialités naturelles, constitue une inacceptable injustice, surtout dans la tragique perspective qui nous est offerte.

Suivant que le destin vous a fait naître ici ou là, en Inde ou aux USA, vos chances pour la vie sont définitivement fixées, dans d'étroites limites. On dit l'Afrique tropicale et l'Amérique latine dépeuplées, et c'est vrai dans l'ensemble. Mais l'Asie du Sud et de l'Est, de l'Égypte¹² à Java, de l'Inde à la Chine, du Bangladesh au Vietnam, se trouve *tragiquement surpeuplée*. Seule l'Indonésie pourrait se rééquilibrer dans ses frontières nationales, vers Sumatra, l'Irian, Bornéo et les Célèbes. Si les Javanais à l'étroit savaient que le riz serait sûrement payé plus cher à Sumatra, ils y partiraient plus volontiers. Pourquoi les excédents d'Asie — s'ils cessaient de croître — ne se déverseraient-ils pas lentement, à une cadence raisonnable, dans la limite des possibilités de transport, en Sibérie, en Océanie, en Amérique et en Afrique ? On pourrait proposer aux immigrants asiatiques le défrichement des zones à mettre en valeur ; en les excluant du commerce, où ils deviennent trop vite exploités des Africains.

Si le Brésil avait continué à recevoir, après 1930, à une cadence plus soutenue, l'immigration japonaise, son développement agricole et économique aurait pu faire un nouveau bond. Et celui-ci aurait pu déborder les productions de luxe en faveur de minorités déjà privilégiées, qui accaparent une part excessive de la croissance actuelle, et risquent de bientôt la freiner. Dans cette perspective, j'aurais préféré voir le général Amin obliger « ses » Asiatiques d'Ouganda à se reconverter dans des métiers directement productifs : artisanat, petite industrie ou

agriculture, sinon éducation et santé, plutôt que de les expulser purement et simplement : ce que Julius Nyerere a justement qualifié d'attitude raciste.

Après avoir ainsi cherché à préciser l'ampleur des menaces qui pèsent sur l'avenir de l'humanité, et qui apparaissent chaque jour plus contraignantes, il nous reste à en nommer les principaux responsables. Il ne suffit plus de proclamer universellement, comme les titres de deux livres cités au départ *Haïle à la croissance* ; ou encore *Changer ou Disparaître*. Il faudrait encore identifier pour qui, en quels lieux et sur quelles productions il serait plus logique et plus justifié d'arrêter la croissance : de façon au contraire à la faciliter, en la dirigeant mieux, là où elle s'avère encore indispensable pour combattre une faim, une misère et une ignorance désormais de plus en plus inacceptables.

Pour éviter de disparaître, il faudra modifier tout le mode de vie, tous les concepts de base de notre civilisation ; et d'abord son système d'appropriation et de gestion de la production. Mais pour qui est-ce le plus urgent, où, comment ? Le club de Rome et les écologistes anglais semblent s'être efforcés de traiter ces problèmes aussi vastes que complexes d'une façon un peu *apolitique* ; comme si c'était possible. En réalité, c'est là une dangereuse illusion : toute tentative d'apolitisme cache, sur le point visé, une position satisfaite des structures économiques actuelles, donc finalement *conservatrice*. Si l'on veut éviter les drames effroyables dont nous sommes désormais tous menacés à moyen terme (au moins dans notre descendance, pour les plus âgés d'entre nous), il faut d'abord analyser les *responsabilités* des gaspillages intolérables qui nous mènent à notre perte. C'est notre seul espoir de survie.

Nous allons donc tenter un premier défrichement de

problèmes très embrouillés, que nous ne dominerons pas tous. On pardonnera peut-être les insuffisances d'une telle entreprise, menée par un homme seul, démuní d'ordinaires — lesquels ne répondent qu'en fonction des données reçues : ainsi ont-ils pu tromper Mac Namara sur la date de la fin du conflit vietnamien. Ce dernier cherche à racheter ses « péchés » indochinois en demandant à la Banque mondiale plus d'aide au Tiers Monde, plus de considération pour les pauvres de ces pays, plus d'attention au problème de l'emploi. Je crains qu'il ne lui faille bientôt aller plus loin encore, pour mériter le Ciel.

Mais la situation est trop grave : qui pense avoir quelque chose à dire doit vider son sac, et vite, car le *temps presse*. La confrontation de points de vue divers et même divergents devient indispensable pour y voir plus clair. Nous soulignerons d'abord les erreurs qui nous paraissent les plus dangereuses, et qui de ce fait devraient être corrigées le plus rapidement. Nous montrons que c'est possible, si l'on sort des *structures économiques actuelles*. Le réformisme peut être utile comme premier pas, pour hâter la prise de conscience ; mais il ne suffira pas.

Les pays pauvres n'accepteront plus longtemps notre domination économique, qui pille leurs richesses minérales et interdit à cette zone du « *capitalisme périphérique* » tout réel espoir de développement. Mais où se cachent donc les responsables du drame * qui nous menace tous ?

* A la Conférence mondiale de Bucarest, on a refusé de parler de la famine, qui a pourtant fait un demi-million de morts en 1973, du Sahel au Bangladesh. Les pays africains revendiquent le droit à l'expansion démographique illimitée. Mais ils ne voient pas la disette monter, qui va leur faire perdre leur indépendance économique. Il a fallu attendre septembre 1974 pour que Giscard d'Estaing condamne notre gaspillage. Pendant la campagne présidentielle, il s'en était remis sur moi, pour ce soin !

CHAPITRE II

Les riches des pays riches sont les responsables !

1. L'ÉCONOMIE DE PROFIT EST INCAPABLE D'ARRÊTER LA CROISSANCE

Dans le cadre d'une économie *dominée par le marché*, tant qu'elle n'est pas trop monopolisée, la valeur des produits est plus ou moins mal fixée par la loi de l'offre et de la demande. D'un côté, cela présente l'avantage de chercher à tenir compte de tous les besoins exprimés par les consommateurs ; et nous avons vu les difficultés auxquelles s'est heurtée l'économie cubaine, quand elle cherchait à s'en dégager à peu près totalement. Cependant une telle économie ne tient compte que des demandes *sovables*, et aboutit à une répartition de plus en plus injuste, à l'échelle mondiale, des revenus : les besoins *des plus pauvres* ne peuvent guère s'y exprimer. Ni les besoins *collectifs*, ceux de l'infrastructure, de l'éducation, de la santé et de l'écologie... donc de la survie. Et les capitalistes « orientent » la demande.

Ainsi la machine économique risque de s'emballer en faveur des plus riches, de se consacrer de plus en plus aux activités somptuaires : ce qui limite son champ d'action, tout en accroissant le chômage. Ceci surtout dans les pays dominés, et spécialement en Amérique du Sud. Un tel système ne reconnaît nullement *le droit au travail* et à une vie décente pour *tous*, plus important et plus urgent qu'un droit de vote, si facile à trahir.

Finalement, la rentabilité des capitaux d'entreprises soumises à la loi de la jungle, à la lutte concurrentielle, *exige impérativement une croissance exponentielle continue* ; laquelle nous mènera assez vite, nous venons enfin de l'entendre dire par les grands spécialistes, à la catastrophe universelle. Quand la demande faiblit, nos capitalistes, à l'affût de profits croissants eux aussi, cherchent à susciter par la *publicité*, dont nous soulignerons les abus, *des besoins artificiels*, parfois stupides (déodorants pour hommes), sinon dangereux (arrêtant la transpiration utile, poussant à l'usage de tranquillisants et de médicaments non prescrits par un médecin, etc.).

Qui gaspille le plus les ressources rares ? *Les pays riches* bien sûr. Nous avons vu l'exemple des États-Unis. Mais les Européens y contribuent largement, dans la mesure où ils cherchent à relever le fameux « défi » américain. A l'intérieur de ces pays développés, ce sont *les riches et les puissants* qui gaspillent le plus. Il est curieux de voir une presse spécialisée réussir à accaparer l'attention des gens du peuple, de l'ouvrier à la midinette, de l'employé à la secrétaire, non en faveur des grands problèmes du temps, ou de leurs propres intérêts, mais pour les amours et les frasques de vedettes et de milliardaires.

Un homme comme Onassis peut réaliser bien plus de désirs que Louis XIV, avec les centaines d'esclaves au service de ses activités somptuaires. Ils sont des milliers de millionnaires (en dollars) au second rang, des centaines de milliers au troisième rang de fortune, moins privilégiés, donc moindres dépensiers par unité, mais *bien plus gaspilleurs et pollueurs que Versailles*.

Nous sommes enfin *des centaines de millions*, tous ceux d'entre nous qui profitons de la société de consommation, tous ceux qui ont une ou deux autos pour leurs loisirs :

ce qui fera bientôt plus de la moitié des habitants des pays capitalistes développés : Amérique du Nord, Australasie, Europe occidentale, Japon... Il y faudrait ajouter quelques dizaines de millions d'hommes constituant les minorités privilégiées des pays socialistes ; et des pays dominés, plus communément appelés sous-développés.

Cette relative généralisation des privilèges (mot plus exact que « démocratisation »), que symbolise l'ouvrier nord-américain * de Detroit par exemple, avec sa grosse « baignole » (ou ce gosse qui a déjà acheté plus de deux cents autos-jouets à l'âge de 8 ans) n'en constitue nullement une justification. Car leur train de vie ne pourrait absolument pas être généralisé à l'échelle de la planète : les ressources manqueraient vite pour cela, et la pollution nous étoufferait tous. Ce qui le remettrait vite en cause, dans l'hypothèse d'une option socialiste *universaliste*, qui accorderait une double priorité : à la justice sociale *étendue au plan mondial*, et à la survie. Il va donc falloir s'attaquer à l'ensemble des privilèges ; donc à la majorité d'entre nous, *vous et moi inclus*, en citant quelques exemples plus parlants.

2. DES PROTÉINES POUR TOUS LES ENFANTS

69 millions de tonnes de poissons ont été pêchés (en mer) en 1971, pour 3,6 milliards d'habitants. Le tonnage pêché s'accroît très vite (34 millions de tonnes en 1958) : il a donc largement doublé en 13 ans, période pendant laquelle la production agricole des pays dominés ne suivait au contraire que péniblement le cours de leur population. Cependant, depuis 1971, le tonnage ne cesse de diminuer, car on a surexploité les océans.

* A Bucarest, août 1974, ayant demandé la réduction de consommation (pétrole, viande ...) aux États-Unis, j'ai été insulté par le représentant de leurs syndicats.

S'ils étaient prioritairement réservés aux enfants pauvres, on pourrait aisément en accorder à chacun une quantité double. Ces poissons sont disponibles et une proportion importante, plus du tiers, est désormais transformée en farine de poisson, facile à transporter partout dans le monde. Pour sa consommation par les hommes, on pourrait en améliorer la qualité, en la désodorisant.

Mais ceux qui auraient le plus besoin de ces protéines manquent de pouvoir d'achat. Aussi la quasi-totalité de ces farines débouche-t-elle dans l'auge de nos animaux domestiques, vaches laitières, porcs et bovins de boucherie, poules pondeuses ou poulets de chair. Ceux-ci, après les avoir mangés, les transforment en lait, œufs et viandes, dans lesquels on ne retrouve qu'une faible proportion des protéines des poissons.

C'est donc là une forme de gaspillage ; d'autant plus que, dans les prairies naturelles sous-productives et les terres retirées de la culture par crainte d'excédents agricoles on pourrait, par les herbes jeunes, le maïs ou la fèveole, obtenir les quantités de protéines végétales nécessaires à nos élevages. Chez certains d'entre nous, viandes et poissons, œufs et laits sont consommés à l'excès (le bifeck matinal de l'Australien), au point qu'ils peuvent nuire à la santé. Or ce gaspillage va s'accroissant vite, puisque la proportion des poissons transformés en farine, qui vont à peu près toutes à l'alimentation animale, est passée de 14 % en 1958 à 30 % en 1965 et 36 % en 1970. Par ailleurs, pour cette farine, on pêche aussi des poissons trop petits *, ce qui compromet la production ultérieure.

* Les chalutiers japonais, sud-coréens et soviétiques ravagent les thons des golfes de Guinée, pêchant à moins d'un klog des thons qui peuvent atteindre 100 kg !

Une solution de justice sociale et d'économie rationnelle ferait manger directement ces farines de poisson par les enfants des pays pauvres (ceux des Andes ne sont pas loin des pêcheries du Pérou), à qui la *Nouvelle Déclaration des droits de l'enfant*, adoptée le 20 novembre 1959 par l'assemblée générale des Nations unies, promettait « une alimentation, un logement, des loisirs, des soins médicaux adéquats... une éducation gratuite et obligatoire ».

Déclaration qui nous apparaît en 1975, époque à laquelle on ne peut plus espérer sa réalisation universelle sans la rupture totale du système auquel se rattachent même les Nations unies, comme une *monstrueuse hypocrisie*. Si une réelle solidarité internationale permettait de recevoir les *crédits* nécessaires, il serait possible d'acheter, sur les ressources d'un *fonds international des protéines* (à créer), une proportion croissante des farines de poisson et poudres de lait actuellement données aux animaux, et de veiller à leur utilisation.

Une fermière a récemment étouffé son commis, qui avait mangé de la poudre de lait destinée à ses veaux ! Donner aux veaux nos excédents de cette poudre de lait représente le plus grand des gâchis, car une économie soucieuse de justice la réserverait strictement aux enfants pauvres. Les disponibilités de protéines végétales seraient par ailleurs suffisantes pour en alimenter correctement l'ensemble de la population actuelle, si on ne les gaspillait pas, elles aussi. En Chine depuis des millénaires, et plus récemment aux Etats-Unis, les produits à base de *soja* jouent un rôle important dans l'alimentation ; mais la quasi-totalité des *tourteaux* de soja, d'arachide, de coprah... est donnée au bétail ; alors que chacun de nous a déjà croqué des cacahuètes ou arachides grillées et mangé des gâteaux au coco. En extrayant l'aman-

fraîche des noix de coco, on en a tiré un lait très proche de celui de la vache, plus économique que ce dernier à produire sous les Tropiques.

3. LE CHIEN AMÉRICAIN DÉPENSE PLUS QUE L'INDIEN

« La production industrielle des nourritures pour chiens a représenté, par tête de chien américain en 1967, environ le revenu moyen indien » nous dit Robert Lattès¹. Donc *beaucoup plus* que celui du *pauvre* indien.

Gérard Chalencou, dans *le Monde* du 22 août 1972, nous apprend qu'un foyer français sur trois possède un chien, au moins un sur quatre un chat, record européen. De 14 millions de boîtes en 1961, la consommation des aliments spéciaux destinés (en principe) à ces animaux domestiques est passée à 280 millions de boîtes en 1970. En tout ces bêtes consomment 2 millions de tonnes de nourriture, de quoi nourrir correctement — car ils contiennent beaucoup de protéines, surtout les aliments pour chats — au moins 12 millions d'enfants asiatiques. Je comprends l'agrément d'un animal domestique, mais doivent-ils passer avant les enfants ? Si le monde était moins peuplé, si tous les enfants étaient bien nourris, j'aurais moins de regrets à les voir ainsi mieux soignés que les enfants du Vietnam.

Le chiffre d'affaires des aliments pour animaux augmente de 20 à 25 % par an, et a déjà rattrapé celui de l'alimentation infantile ! Il va vite le dépasser, car « seuls 1 chat sur 10 et 1 chien sur 7 sont nourris avec des aliments préparés industriellement ». La viande des baletines, en voie de disparition, alimente en partie les fabrications d'aliments spéciaux pour chats et chiens, qui rapportent assez pour justifier une tapageuse publicité. On pourrait rapprocher des images d'animaux satisfaits,

sur les affiches, de ceux des enfants affamés, comme symbole de notre civilisation. Au Royaume-Uni, la Société protectrice des animaux a été établie un siècle avant celle qui protège les enfants !

La condition préalable d'un programme accordant la priorité aux besoins minima de tous les enfants, même pauvres, serait une répartition moins inégale du pouvoir d'achat, à l'échelle internationale comme à celle de chaque pays : ce qui remettrait en cause toute la structure de notre économie. Le droit accordé à tous à un travail régulier (en répartissant entre tous les actifs la masse de travail utile) et à une part minimale des ressources mondiales, exige de rebâtir toute l'économie sur des bases absolument nouvelles, en se dégageant de la priorité au profit, à la « rentabilité » des capitaux, qui prévaut aujourd'hui.

Sa réalisation, progressive ou brutale, constituerait en somme une recherche de *transitions vers les socialismes*, dont nous savons mieux maintenant, en regardant l'Europe orientale, Cuba, le Chili, la Tanzanie..., que ce ne sera pas une tâche aisée. Y renoncer serait cependant accepter, non plus seulement la perpétuation des monstrueuses injustices de notre monde actuel, mais sans doute leur *aggravation* ; avec, pour conclusion, la possibilité d'une fin prochaine de toute civilisation. Avant d'aborder le problème le plus difficile mais le plus essentiel, celui des révoltes nécessaires, continuons à explorer notre monde de gaspillages illimités — même quand ils sont inconscients. C'est pourquoi il est nécessaire d'en prendre vite et mieux conscience. On me critiquait plus quand j'écrivais ceci à l'automne 1972, que deux ans plus tard...

4. L'AUTOMOBILE PARTICULIÈRE, SYMBOLE DE NOS ABERRATIONS

Alfred Sauvy a dénoncé depuis longtemps le mythe de la voiture, dans *Les Quatres Roues de la fortune*¹³ notamment, en se plaignant surtout à notre point de vue de pays développés. Il a montré que, dans l'hypothèse où l'on aurait délibérément recherché le moyen d'embouteiller nos villes, on n'aurait guère pu trouver mieux que de favoriser ainsi la voiture pour tous. Chacun a le droit de la garer dans la rue, sur une fraction de territoire public d'autant plus rare et précieuse que la ville est plus grande. En 1945, l'Allemagne accordait une large priorité au bâtiment — elle en avait grand besoin ; mais la France était alors livrée à l'automobile sans frein. Devant les bains-douches de Montargis stationnent encore de grosses voitures américaines : leurs propriétaires, apparemment fortunés, n'ont pas de salles d'eau chez eux !

Aux Etats-Unis, on compte en 1970 une voiture pour deux personnes, soit deux fois plus par habitant qu'en Europe occidentale. Cependant, rapporté à la surface, au kilomètre carré, nous avons 9 fois plus d'automobiles qu'eux. Quand nous aurons rattrapé la densité actuelle USA de voitures par habitant — au train dont nous marchons, ce sera au cours de la prochaine décennie — nous en aurons 18 fois plus à l'hectare ! En 1971, le Congrès américain diminua les taxes fédérales sur les automobiles « pour favoriser l'emploi... un stimulateur économique aussi important aurait pu être obtenu par la rénovation des villes », nous dit A. Sasson. Et ce dernier n'eût pas été polluant ; mais le lobby automobile est puissant. Cependant les études du club de Rome, qui condamnent l'automobile privée, ont été financées par la

fondation Volkswagen, dirigées par le vice-président de Fiat. Le capitalisme ne peut plus jouer son intérêt à court terme !

On ne voit vraiment pas pourquoi, *dans un monde qui viserait la justice sociale*, les paysans des deltas de l'Inde, du Vietnam, de la Chine n'auraient pas droit un jour — même si celui-ci est lointain — aux mêmes commodités que les « riches » du monde atlantique de 1973. Mais s'ils dépassent déjà, dans certains districts ruraux, mille habitants au km², cela ferait 500 voitures au km², soit 5 à l'hectare ! Plus celles venues des grandes villes voisines, Changhaï ou Canton, Bombay ou Calcutta.

Regardez ce qu'exige en surface, béton, bâtiments... une voiture américaine : garage à la maison et son accès, places de parking au bureau, au supermarché, devant les bâtiments administratifs... Comptez la surface par unité-voiture des rues, des routes, des autoroutes ; ajoutez-y les ponts, les savants ouvrages de croisements, parfois à plusieurs étages ; les usines de fabrication, les ateliers d'entretien et de réparation ; les stations services de ravitaillement... et j'en oublie. Si les routes couvrent 1 % de la surface des Etats-Unis, quelle proportion du sol devraient-elles recouvrir, *au même niveau de richesse*, les pays de population cinquante fois plus dense ? Mais les Etats-Unis ont renoncé à la justice sociale mondiale ; il faudra les y contraindre.

Une fois tout cela mis bout à bout, on se rend compte que, si l'on transportait ce schéma en Asie, les magnifiques banlieues maraîchères ultra-intensives de Changhaï et de Canton, avec quatre à sept légumes se succédant chaque année sur le même champ, disparaîtraient toutes sous le béton, dans un rayon comparable à celui qui est déjà stérilisé autour de Los Angeles, soit 25 à 30 km ! La pollution atteint, dans cette dernière

ville, pourtant peu densément habitée (40 habitants à l'hectare, contre 840 à Calcutta), des niveaux tels que certains jours, quand l'air n'est plus respirable, les autos reçoivent l'ordre de s'arrêter sur place, pendant 30 à 45 minutes.

Et cela ne fait que commencer. Les avions supersoniques militaires polluent beaucoup, leurs bangs font de gros dégâts, leur bruit devient infernal. L'avion *Concorde* coûtera cher au petit contribuable franco-anglais, qui n'a que peu de chances d'en profiter. Il utilise trois fois plus de carburant par passager transporté, donc pollue trois fois plus ; sans parler des bruits insupportables, des ondes de choc lors du franchissement du mur du son. Sa réalisation est une affaire de prestige — fort mal placé — et risque de se révéler ruineuse. S'il attaque la couche d'ozone qui, en haute altitude, nous protège des rayons ultra-violet, il risque de détruire toute vie sur terre !

Revenons cependant à ce type du *privilege devenu exorbitant*, surtout à la lumière de ce que nous apprend le club de Rome : car il accentue les inégalités sociales et réduit chaque jour nos chances de survie. Les moyens de transport réalisent la moitié de la pollution de l'air des villes, et parmi eux, les seules voitures particulières sont responsables de la bonne moitié. L'acier, les autres matériaux, les ingénieurs, techniciens et ouvriers qui les ont construites, toutes les ressources rares et toute cette activité compétente, s'ils étaient autrement dirigés, auraient déjà pu équiper partout une industrie suffisante pour couvrir l'ensemble des besoins essentiels des pays dits en voie de développement.

Chaque auto que vous achetez, en général bien avant d'avoir usé la précédente (et on aurait pu la construire beaucoup plus durable) représente autant d'acier de

moins pour les charnues des paysans tropicaux, pourtant si nécessaires pour soulager leur peine et accroître leur productivité, en remplaçant leurs araires et leurs hoes. Pendant chaque voyage plus ou moins inutile (il faut que j'aille à ma résidence secondaire, pour tondre la pelouse, soigner le chat), qu'il aurait du reste été possible d'effectuer par un moyen de transport en commun, vous pourriez réfléchir au fait que vous contribuez à rendre cette planète irrespirable ; que vous accroissez la misère du Tiers Monde ; que vous gâchez de précieux litres d'or noir, qui manqueront à vos descendants ; etc. Les Chinois seront en mesure de réclamer leur part des ressources rares, qu'ils ne gaspillent point, préservés qu'ils sont de notre folie par leur pénurie, leurs soucis de justice sociale et d'indépendance nationale.

L'homme au volant, surtout le Français, ne révèle pas une heureuse nature. Sa surpuissance exalte son orgueil, ses prétentions, sa présomption. Dans les pays anglosaxons, la priorité est toujours laissée au piéton engagé, sur un passage clouté ; mais pas en France ! Quant au Brésil, j'ai bien failli y être écrasé, alors qu'un feu rouge était censé me protéger ; je n'ai pu me sauver que par une rapide détente. L'orgueil, l'inconscience et l'alcool sont, à eux trois, responsables de la grande majorité des accidents, trop souvent dus à des imprudences.

Les juges sont trop indulgents pour les assassins par accidents. Ce sont surtout des enfants de pauvres, cyclistes et piétons, qui encaissent le plus. Johnson a pu dire que les autos tuaient plus d'Américains que « sa » guerre du Vietnam : les morts vietnamiens n'étaient pas décomptés, car pour lui ils n'avaient visiblement pas le même poids, la même valeur. Les 16 000 Français tués en 1971 (nombre sans cesse croissant) ne correspondent, avec autant d'autos, qu'à 7 000 Anglais : car on limite la vitesse, utilise

plus la ceinture de sécurité, et boit moins constamment dans ce pays.

Ces accidents d'autos, et les centaines de milliers de blessés, on a beau en parler, le nombre de ces victimes, curieusement attribuées à la « route » (!) meurtrière, ne cesse d'augmenter. « A ce jeu » (de l'automobile prioritaire) nous dit A. Savvy, « ont été sacrifiés sans douleur logement, enseignement, téléphone, urbanisme, recherche scientifique, culture artistique, santé publique même », pour ne citer que les principales victimes. Il me permettra d'y ajouter les innombrables *victimes indirectes*, dont on ne parle guère, que l'automobile cause dans les pays dominés, où les privilégiés sacrifient toutes les possibilités de développement de leur pays pour acquérir des voitures somptuaires : nous le leur avons appris.

5. LE GACHIS DE PAPIER, DE PLASTIQUES, D'EMBALLAGES NON CONSIGNÉS...

Mon père achetait chaque hiver, à la sucrerie d'Escadoures près de Cambrai, cent kilogs de sucre cristallisé (le raffinage est une activité inutile) dans un sac en jute du Bengale, pesant lui-même 1 kilog. On me donne au comptoir du bistro un morceau de sucre enveloppé de papier, qui ne pèse parfois que 5 grammes. Ce qui fait 200 emballages par kilog, et 20 000 par quintal ! Plus les machines à emballer, et le temps perdu à déballer. Hygiène accrue ? Je n'y crois pas, avec les poussières que de toute façon nous respirons. J'ai longtemps acheté des comprimés d'un médicament sans aucun goût, un sel minéral, avalé sans la moindre amertume. Je ne trouve plus que des cachets de même marque, eux-mêmes enveloppés trois fois, bien plus chers évidemment, et qu'il me faut déballer. La Sécurité sociale a surtout fait la fortune de l'industrie pharmaceutique.

Chacun rapportait autrefois la bouteille de bière, de vin, d'eau minérale, et de bien d'autres liquides, qui était alors consignée. Comme son nettoyage et sa manipulation de retour coûtent désormais trois fois (20 centimes) plus cher que la bouteille plastique non consignée (7 centimes), celle-ci prend de plus en plus sa place ; même les petites bouteilles de bière en verre sont aussi considérées comme emballage perdu. Tout cela grossit encore nos montagnes d'ordures, dont on ne sait plus comment se débarrasser, une fois comblés carrières et marais. On les incinère alors, mais le plastique brûlé, dans ces usines que l'on installe un peu partout, dégage des vapeurs chlorhydriques. On a longtemps bien vécu sans ces multiples petits sacs plastiques que nous distribuent tous les commerçants. On prévoit que 700 000 tonnes d'emballage en chlorure de polyvinyle (PVC) seront produits en France en 1975.

Les journaux du dimanche de New York et d'autres villes, du Canada à l'Australie, pèsent de plus en plus lourd. Chaque numéro du dimanche du *New York Times* coûte 77 hectares de forêt canadienne (15 ha pour le numéro ordinaire) qui, coupée à ras, généralement non replantée, donne une médiocre repousse. 90 % de ces journaux sont occupés par la publicité, qui incite à gaspiller plus encore les objets vanités, souvent peu indispensables. Quand le prix du papier-journal est subventionné par l'Etat, comme en France, l'aberration devient à son comble. *La Croix* et *Combat* réclament un régime spécial pour ceux qui offrent moins de publicité : ce qui paraît légitime.

Etudiant au Mali les réalisations de l'alphabétisation fonctionnelle, dont nous verrons l'utilité, une fois réformée, j'ai vu combien le budget papier pesait lourd sur les bien maigres ressources que l'UNESCO et le gouverne-

ment local accordaient à ce projet. D'un côté ce papier, ces tracts qu'on nous glisse de force dans nos mains, accrochés après les pare-brises des autos, mis dans nos boîtes à lettres, ou dans notre courrier, rejoignent vite les ordures, dont ils accroissent le volume, le coût de l'enlèvement.

J'ai dû remplacer ma classique corbeille à papier par une hotte cambodgienne, que je remplis presque chaque jour : publicitaires et propagandistes de tous pays, même si je voulais vous lire, j'en reçois tellement que je n'aurais pas le temps, en supposant que je ne fasse que cela ! D'un autre côté, les besoins les plus élémentaires de papier des écoliers africains ou asiatiques ne sont pas correctement couverts. Et ceux qui ont appris à lire dans une langue vernaculaire peu répandue ne trouvent ensuite ni livres, ni brochures, ni journaux dans leur langue susceptibles de les intéresser : ils retombent forcément dans leur analphabétisme originel.

6. LES ABUS DE LA PUBLICITÉ, QUI INCITE AU GASPILLAGE

Cette publicité a un rôle d'information qui pourrait rendre de grands services, si elle était contrôlée par les organisations de consommateurs : mais nous n'avons pas de Ralph Nader européen. Elle est actuellement au service des producteurs, donc de la croissance sans frein, et ne me paraît pas très optimiste sur la nature humaine. A voir les ressorts dont elle se sert le plus souvent, nous ne serions guère mus que par le sexe, l'orgueil, la vanité, le désir de paraître, d'être « authentiques », de sembler riche ; mais aussi par l'avarice. On nous prend volontiers pour des imbéciles, et c'est bien ce qui me vexe le plus, chaque fois qu'on nous annonce des cadeaux : comme si

ceux qui désirent devenir nos fournisseurs, n'étaient que des philanthropes !

Air-Inter envoie des circulaires avec, sur l'enveloppe : « ci-joint votre billet d'avion » ! La Loterie nationale, le tiercé, impôts sur les pauvres et cependant populaires, en tant que porteurs d'espoir, quand l'au-delà s'estompe, font aussi de larges publicités. Les informations de radio vous laissent le choix entre un service trop pénétré de propagande — l'ORTF — et les radios périphériques, trop truffées de publicité. Tous recherchent les nouvelles qui plaisent au grand public, plus que celles qui seraient susceptibles de nous instruire, de nous élever vers l'*homme nouveau* que requiert la société de moindre injustice et de survie.

La publicité constitue un pilier de base, une assise fondamentale de notre économie de profit : laquelle exige, pour prospérer, ou même simplement se maintenir, *une expansion constante, indéfinie, de la consommation*. Dans les pays riches, pour la partie de la population la plus aisée, les *besoins* élémentaires classiques sont plus ou moins satisfaits : nourriture, logement, éducation, santé... Mais elle dispose encore, après leur couverture, d'un pouvoir d'achat souvent abondant. La publicité se propose donc d'inciter à le dépenser, inutilement la plupart du temps pour les intéressés ; mais *ce gaspillage est devenu une fonction essentielle*, un moteur indispensable de l'économie de profit : qui se présente de moins en moins rationnelle, à la lueur des nouvelles études. La publicité réussit à faire croître les aspirations bien plus vite que la production, et nous rend à peu près tous insatisfaits, donc aliénés, quel que soit notre niveau de vie. Comment arriverons-nous ainsi au stade du communisme, avec prise au tas, censé satisfaire aisément tous nos « besoins », si ceux-ci ne connaissent plus de limites ?

La mode constitue un exemple caractéristique. Il faut absolument que toutes les femmes se sentent mal à l'aise dans leurs jupes, robes et manteaux de l'année précédente. Même celles qui ont des cuisses bien maigres ou trop imposantes se sentent parfois quasi obligées de les exhiber. Même celles qui paraissent plus jolies dans des robes longues (qu'on les a incitées à acquérir l'an d'avant), parce que cela convient mieux à leur ligne, sont vite invitées à se remettre à la mini-jupe, après un très court interrègne du long, juste ce qu'il fallait pour inciter au gaspillage.

Pendant ce temps, la majeure partie des jolies filles des Tropiques n'a pas les moyens de s'habiller correctement : à moins qu'elles ne recourent à diverses formes de prostitution. Au Venezuela, j'ai dû remplir dans l'avion le formulaire de police d'entrée de ma voisine, fort élégamment habillée, mais cependant analphabète. Les hommes d'affaires des USA nous disent (*les Informations*, 16 octobre 1972) que la publicité coûte trop cher, 20 milliards de dollars par an ; qu'elle irrite et insulte l'intelligence du public, donne une image faussée du produit, a une mauvaise influence sur les enfants... Les publicitaires ont barre sur les journaux, qui ne peuvent vivre sans elle. Ce qui leur permet d'*orienter les informations*, donc de les déformer.

La mode ne sévit pas seulement en matière de vêtements, mais cherche aussi à dévaloriser vite l'ameublement, le décor de nos intérieurs ; et surtout ce trop fameux symbole de notre société de consommation, la voiture. Elle n'est pas seulement moyen de transport discutabile, mais aussi le « véhicule » du prestige social. Peu importe que les réserves de nickel soient si limitées, il faut que cette nouvelle version de la Tentation brille de tous ses feux.

Il est dans la logique de l'action publicitaire d'inciter par tous les moyens au renouvellement rapide de la plupart des achats. Le mieux pour cela consiste à fabriquer des objets moins résistants, donc moins durables. Certains groupes de fabricants de meubles seraient, me dit-on, en train d'y penser sérieusement. Jacques Duboin rappelait qu'il utilisait, vers 1900, des lames de rasoir mécanique à peu près inusables... Le nylon et les lampes électriques ont vu leur qualité *intentionnellement* diminuer.

7. LE GIGANTISME DES CONURBATIONS, OU L'IMPASSE DES AGGLOMÉRATIONS DÉMESURÉES

Le terme de ville ne suffit plus pour désigner ces immenses agglomérations qui, vers la fin de ce siècle, vont couvrir, prévoit-on, presque tous les Pays-Bas ; sauf quelques forêts, des serres de cultures et de rares prairies gorgées d'engrais azotés. Sao-Paulo — 9 millions d'habitants en 1972, 20 millions prévus pour 1984 — pourrait, dans la même foulée, dépasser alors les 30 millions ; dans un Brésil de 200 millions d'habitants, le double de 1972. Tokyo serait alors soudé à Yokohama. Dès 1968, j'ai mis longtemps à sortir de sa banlieue, pour atteindre les rizières de la vraie campagne. De Boston à Washington, l'agglomération ne cessera plus guère, comme de Paris à Rouen : les géographes ont dû trouver des noms spécifiques pour ces conglomérats de villes, contemporains des conglomérats financiers : ils les appellent des *conurbations*, ou des *mégapololes*.

Personne ne nie le rôle civilisateur des villes, où les hommes, dégagés des travaux serviles dans les champs, ont pu réfléchir sur le monde où ils vivaient, en dégager des lois scientifiques, penser à la condition humaine, à l'organisation sociale et politique... Les artisans ont pu y améliorer des techniques, à l'origine tournées vers les

besoins du culte, qui avait son rôle dans la production. Les commerçants y ont développé les échanges. Bien après Maître Kong (551-479 ?), fort critiqué en Chine 1974, Socrate, Platon et Aristote eurent comme lui tout loisir de réfléchir au devenir de nos sociétés...

La Révolution industrielle du XVIII^e siècle exigeait que la manufacture, pour tirer parti des nouvelles sources d'énergie, des machines à vapeur, se concentrât en de plus grands ateliers, en usines. A l'ère de l'automatisation et de l'électronique, l'industriel qui s'installe dans la région parisienne est plus sûr qu'en province d'y embaucher tout l'éventail de main-d'œuvre, de qualification parfois très poussée, dont il a besoin. Et il trouve à sa porte le grand marché national, non seulement par le nombre d'habitants, mais par l'importance du pouvoir d'achat moyen, plus élevé que partout ailleurs. Les enfants de ses ingénieurs y auront les universités et grandes écoles réputées les meilleures. Sans parler des loisirs de plus haute qualité, dit-on, etc.

Mais si l'on y regarde de plus près, on peut constater que ces avantages se paient de plus en plus cher, pour une partie importante et croissante de la population. Si l'on a réduit depuis 1840 de 14 heures à 8 heures la durée journalière de travail en usine, une partie de ce gain a été repris par le temps plus important passé dans les transports en commun, qui dépasse souvent 2 et parfois 3 heures par jour. Debout dans le métro et le train de banlieue, aux heures de pointe, j'ai vu des ouvrières japonaises, visiblement surmenées au dernier degré, victimes de la religion du taux de croissance. Et l'on nous dit que la majorité des Japonais refuse encore les vacances ¹⁴.

La sururbanisation, qui aboutit à la création de conurbations gigantesques, nous mène tout droit dans une impasse d'autant plus tragique qu'elle s'allie aux privilèges

abusifs de l'automobile privée. Les riches fuient les centres des villes, devenus irrespirables ; et c'est le quartier des affaires, la City de Londres, qui fut la première désertée chaque soir. Les banlieues s'étendent démesurément, et l'on pourrait déjà calculer la date à laquelle l'Europe occidentale, en prolongeant la cadence des extensions actuelles, serait entièrement couverte de villes, de banlieues, et de résidences secondaires. Pour les Pays-Bas, on l'a dit, c'était pour le début du siècle prochain, avec 28 % de la surface en autoroutes. Mais ce pays vient d'en réaliser enfin toute l'absurdité : début 1974, il arrête toute nouvelle construction d'autoroutes.

Les districts les plus peuplés des deltas asiatiques, s'ils réalisaient le même niveau de gaspillage, ne pourraient plus cultiver, puisqu'ils ont déjà plus d'habitants que ce qui est prévu pour la Hollande de l'an 2010 — que vivront mes jeunes lecteurs. *Chaque fois que la Californie gagne 1 000 habitants, elle recouvre 96 hectares de terre arable de béton*, nous disent les Ehrlich¹⁵. « En 1960, 1,2 million d'hectares de terres cultivées avaient déjà été affectées à d'autres fins en Californie. Et on prévoit qu'en l'an 2020 ce chiffre atteindra 5,2 millions d'hectares, soit la moitié des terres arables de cet Etat. »

Mais l'Europe occidentale est 18 fois plus peuplée que les Etats-Unis. De la Chine du Sud au Nord-Vietnam, du Bengale à l'Egypte et à Java, nombre de districts ruraux ont déjà plus de 1 000 habitants au kilomètre carré, qui vaut 100 hectares. C'est à ceux-là sans doute que Rostow proposait, pour le siècle prochain (et quand ils auront peut-être le double d'habitants), le très célèbre « american way of life ». Il a été plus judicieusement estimé que les prétendues économies d'échelle réalisées par les agglomérations commencent à devenir négatives à partir de 100 000 habitants.

La pollution physique devient intenable, surtout les jours sans vent, de Los Angeles au Japon ; les ordures ne peuvent plus être toutes enlevées, dans certains quartiers de New York ; le chômage dans les ghettos de Harlem y rend la vie impossible : ce qui favorise une criminalité qui n'a plus toujours l'argent pour seul motif (comme en Italie), quand les causes de déséquilibre s'accroissent (drogués...). Combien de secrétaires et autres fonctionnaires des Nations unies souhaitent le déplacement de son siège dans une ville réellement plus « hospitalière » que la « métropole » d'affaires commerciale, industrielle et même intellectuelle que représente New York, ville désormais à peu près invivable ? Combien recherchent une mutation vers Genève, Rome ou Paris, sièges d'autres institutions internationales ?

Ce qui n'a point été jusqu'ici suffisamment souligné, c'est à quel point ces villes constituent des gouffres de gaspillage de toutes les ressources en train de devenir rares. Alors que la maison des champs peut se faire de pierre, de bois, de terre stabilisée avec un peu de ciment (dentée abondante), les gratte-ciel consomment des masses de métaux dont la disponibilité ne dépassera sans doute pas, au rythme actuel, le siècle prochain. Leur mobilier, la cuisine dite moderne, les appareils électroménagers, les climatiseurs... vont épuiser aussi ces métaux semi-précieux ; tout comme les adductions d'eau, de gaz, d'électricité, de téléphone, les égouts... Climatiser la tour des Universités de la Halle-aux-Vins à Paris, et la nouvelle Ecole polytechnique à Palaiseau, est un gaspillage d'énergie totalement absurde, sous un climat aussi tempéré que celui de Paris.

Les routes et autoroutes pour autos, l'ensemble des moyens de communication sont également fort dispendieux. Comme on n'a jamais pu réussir à établir des

grandes villes logiquement disposées, où l'on pourrait attendre son lieu de travail à pied ou en vélo, les carburants gaspillés en transports et embouteillages constituent aussi les sources les plus importantes de pollution. L'auto-bus parisien de 1970 a retrouvé la vitesse des omnibus à cheval de 1890, nous dit Claude Julien¹⁶. Il souligne que l'Etat supporte le déficit croissant de la RATP et : « injecte de nouvelles ressources dans les zones urbaines, non pas pour les rendre plus habitables et plus rentables, mais au contraire pour accélérer leur extension qui est la source même de leur déficit ».

Tandis que les Anglais veulent décongestionner Londres et situent leurs villes nouvelles entre 50 et 130 kilomètres de la capitale, nous les plaçons à 20 ou 30 kilomètres, ce qui aboutira à une concentration de moins en moins vivable. Tout ceci paraît stupide, mais s'explique fort bien par les *benefices extravagants des sociétés immobilières*, dont seuls certains aspects plus voyants sont qualifiés de scandales. Acheter un terrain agricole, y obtenir une dérogation pour construire, grâce à ses relations, est moins pénible que de faire « suer le burrou » à des prolétaires immigrés. Voilà d'où vient une part essentielle de la *plus-value moderne*, qui ne se limite pas à la production...

La « croissance zéro » démographique, dont nous avons montré l'urgence bien plus grande en pays riches, devrait donc bientôt s'accompagner d'une série de *freins à l'urbanisation dévergondée*, sans limites, qui dégrade l'environnement, pollue effroyablement, entraîne l'aliénation d'une part croissante de travailleurs, même les cols blancs ; et surtout gaspille des ressources qui ne vont pas tarder à manquer ; sans compter les énergies qui se dépensent en énervements ou en futilités. Paris fut longtemps une ville aimable, les bords de la Seine constituaient des

promenades uniques au monde : mais Georges Pompidou avait décidé de « l'adapter à la vie moderne », en acceptant de faire passer l'autoroute rive gauche au pied de Notre-Dame.

Notre-Dame, priez pour que la raison touche enfin l'esprit de nos responsables ! Ils comprendront alors qu'*interdire aux autos privées tout le centre des grandes villes*, plus qu'à Berne et à Genève, est devenu le seul moyen de les rendre vivables. *Les armements, l'auto privée et la ville géante*, voilà les principaux ennemis de cette fin du siècle, les sources premières de gaspillage des privilèges, qui aggravent terriblement les effets délétères de l'explosion démographique et d'une croissance industrielle incontrôlée. Mais comment faire entendre raison aux privilégiés, tant qu'ils garderont, bien serrés entre leurs mains crispées, tous les leviers de commande ? Il va falloir leur taper sur les doigts. Cependant la ville de Bologne en Italie, qui n'ignore pas le freinage de la croissance urbaine en Chine, a décidé de ne plus s'agrandir, et refait la ville ancienne sans en « déporter » ses habitants.

8. CROISSANCE INCONTROLÉE : « NÉCESSITÉ » DES ARMEMENTS, OU D'UNE RÉVOLTE ?

Il ne s'agit plus maintenant de se contenter de critiquer tel milliardaire, tel groupe de pression, tel lobby sucrier, ou même le complexe militaro-industriel. *L'économie capitaliste est entraînée dans un mouvement quasi irréversible*, tant qu'elle se prolonge dans sa nature actuelle, tant que dominent les impérialismes, tant que persistent les dominations, tant que règne le roi Profit. La France a besoin, pour améliorer sa balance des comptes, de vendre des armes à l'étranger, à ses clients. Elle démarche donc

auprès de l'Afrique du Sud, où elle renforce la puissance de l'apartheid, au mépris du simple respect de la dignité des Africains. Elle en vend de plus en plus aux pays non développés, sans pourtant ignorer que de ce fait elle compromet leur développement : car elle veut se ravitailler en pétroles, minerais, aliments parfois de luxe... permettant le *gaspillage de ses privilèges*. En 1974, son déficit atteindra 35 milliards de francs !

L'économie capitaliste s'est certes montrée capable de certaines adaptations. Elle accepte l'intervention de l'Etat, si réprouvée en principe aux Etats-Unis jusqu'en 1930, date où sa quasi-absence a facilité l'approfondissement de la grande Crise. Elle la sollicite même désormais, cette intervention, chaque fois qu'elle y trouve son avantage, sous forme de subventions, de crédits des banques nationales, de droits « protecteurs », etc. Mais elle ne semble nullement disposée à réaliser *la totale révolution* — car cette fois il ne s'agit plus d'une simple réorientation — qu'imposent les conclusions du club de Rome, et que ce dernier n'a du reste pas suffisamment précisée : car il s'agirait, cette fois, d'un hara-kiri, d'un véritable suicide des puissants, en tant que tels. Or on renonce malaisément aux profits, mais plus difficilement encore aux attributs de la puissance, du pouvoir — lequel corrompt. Nous sommes de plus en plus nombreux à accepter les valeurs du socialisme ; surtout chez les jeunes, me dit Yves Goussault ; mais le problème reste à peu près entier : par quels moyens y parvenir ? Les meilleures âmes du monde riche, et même certains responsables de l'équipe d'*Esprit*, n'arrivent pas à raisonner en tenant suffisamment compte de l'extrême misère des sous-développés, parce qu'ils n'arrivent pas à la réaliser, s'ils ne l'ont pas vécue assez longtemps. Les menus faits de la politique hexagonale les retiennent encore trop. Quant aux

jeunes qui ont le mieux réalisé, par une analyse très fine, l'extrême gravité de la situation, une jeune amie me dit qu'ils se réfugient trop souvent dans la jouissance immédiate : « après nous le déluge », cette conception ne s'est point arrêtée au XVIII^e siècle, elle vient trop facilement à l'esprit de tant d'irresponsables, de *démisionnaires*.

Les conclusions d'un socialisme de semi-austérité chez nous, indispensable pour venir à bout des misères des démunis, que nous serons amenés à proposer en quatrième partie, nous pouvons déjà sentir qu'elles ne vont guère séduire la majorité de nos travailleurs, ni leurs représentants. On a vu comment Georges Marchais a rejeté toutes les propositions de réorientation de Sacco Mansholt. Il eût pourtant été possible de sauter sur l'occasion pour dénoncer les responsabilités du capitalisme dans la catastrophe qui nous menace, et stigmatiser avec des arguments renouvelés, comme nous cherchons à le faire ici, toutes les dépenses de caractère dangereux (armes) ou somptuaire. Mais, du moment que l'on y joint aussi l'automobile privée de la famille ouvrière, on risque d'être moins populaire lors des prochaines élections...

Nous ne pouvons guère espérer, avec J.-F. Revel, voir une Révolution vraie surgir demain aux Etats-Unis, où les mouvements contestataires risquent fort de rester longtemps minoritaires, malgré l'intérêt du refus par certains d'entre eux — pas par tous — de la société de consommation. D'autres au contraire, surtout les plus pauvres, souhaiteraient y participer plus largement. *La classe ouvrière des pays riches possède un caractère ambigu*, qu'elle n'accepte pas volontiers de reconnaître. Elle se dit volontiers exploitée, ce qui est vrai ; elle refuse d'admettre qu'elle peut être aussi exploiteuse, sous certaines formes, des pays dominés.

La seule possession d'une automobile, on l'a vu en

France le 1^{er} juin 1968, présente un caractère d'embourgeoisement incontestable : le week-end est devenu trop sacré pour le sacrifier à une manifestation, même si celle-ci pouvait devenir révolutionnaire. La diffusion de l'auto privée prépare une génération d'égoïstes, *de plus en plus éloignée de cet « homme nouveau »*, que le « Che » appelait de tous ses vœux. Et pourtant la société de demain en aura bien besoin. « La restriction de la consommation populaire ne se justifie en rien », dit *l'Humanité* du 4 octobre 1972. Il faut certes *restreindre d'abord celle des riches*. Mais à l'échelle planétaire, tout possesseur d'auto privée *de loisir* est un riche abusif, un exploitateur.

Marx nous disait, en somme, que l'intérêt de l'humanité tout entière rejoint celui des classes les plus exploitées. Ceci paraît toujours vrai, à condition de rechercher désormais ces « plus exploités » en dehors de notre société de consommation, de la fraction embourgeoisée de la classe ouvrière, désormais majoritaire en pays riches, et des autres travailleurs de ces pays. Ces plus exploités se trouvent surtout dans les pays dominés, une fois mises à part leurs minorités privilégiées. Il nous faut donc à nouveau aller jeter le coup d'œil rapide de l'observateur étranger dans ces pays, que l'on dit « en voie de développement ».

Les firmes multinationales et les conglomérats, qui diversifient leurs activités, détiennent une part chaque jour croissante des pouvoirs économiques. Malgré certaines tentatives d'indépendance, comme celle de De Gaulle, ils ont dans l'ensemble réussi à mettre la main sur les grandes décisions politiques des Etats riches, souvent schématisés — d'une façon alors un peu sommaire — sous le nom unique d'imperialisme. Comme la majeure partie de la population de ces pays accède à

certains privilèges, que nous savons désormais *impossibles à généraliser à l'échelle planétaire*, ce n'est pas sur elle qu'il faut compter pour les abandonner de son plein gré. La nuit du 4 août 1789 se comprend mieux si l'on se rappelle tous les incendies de châteaux qui l'ont précédé...

Nous sommes peut-être, à l'échelle planétaire, avec les Palestiniens des Jeux olympiques de Munich, aux environs de 1780. Comme le tiers-état, *le Tiers Monde n'a plus grand espoir* dans la simple prolongation du système économique et politique actuel, qui risque fort de condamner la majorité de sa population à la *misère perpétuelle*, en étendant ses tentacles dominateurs. Je me suis jusqu'ici toujours défendu de conseiller telle ou telle forme d'action directe à nos jeunes amis des pays dominés, même quand ils sollicitaient mon opinion, estimant qu'une telle décision était trop lourde de conséquences difficiles et imprévisibles, pour ne pas la laisser aux intéressés eux-mêmes. Mais les risques encourus nous apparaissent désormais tellement effroyables qu'il est de notre devoir de les *avertir* solennellement. C'est le but de cet essai, bien qu'il soit appelé à toucher surtout les privilégiés. Le moment est venu de regarder de plus près les implications de ces nouveaux concepts pour l'avenir des pays dominés : qui ne l'accepteront sûrement pas, s'il se présente trop assombri.

A la conférence de la CNUCED, avril-mai 1972 à Santiago du Chili, ces pays dominés ont présenté le document constitué par la déclaration de Lima, octobre 1971, où ils s'étaient réunis pour préparer Santiago. Ils constataient qu'aucun progrès d'ensemble n'avait été réalisé, pour améliorer l'accès de leurs produits aux marchés des pays développés, depuis Genève 1964. Ils réclamaient l'élimination des obstacles tarifaires et des taxes

intérieures ; ou, en attendant, le transfert de leur produit aux pays dominés. Puis l'allocation d'un pourcentage déterminé de la consommation de chaque produit à des importations venant de pays en voie de développement. Enfin l'obtention de prix rémunérateurs, équitables et stables aux produits venant de ces pays, pour maintenir et accroître le pouvoir d'achat des produits exportés vis-à-vis des importations essentielles.

Dans son *Rapport et Perspectives sur les produits 1971-1972*, la FAO résume les travaux de cette conférence, dont j'ai tiré le passage ci-dessus et ajoute : « *Ces propositions n'ont pas été acceptées* par les pays développés à économie de marché qui ont soumis leur propre résolution... La conférence a décidé de renvoyer les deux projets à son mécanisme permanent » ; ce qui est une manière de les enterrer, ou en tout cas, de les retarder. Il est vrai qu'à l'ouverture, M. Giscard d'Estaing * avait prononcé un très généreux discours... Elu président, tiendra-t-il les promesses de sa campagne électorale ? Les faits sont têtus, disait Gramsci ; et le voici obligé de réduire la consommation de nos riches. Ce qu'il a omis de leur dire, au temps où ces derniers soutenaient sa campagne.

* Le 22 octobre 1974, j'assigne Giscard, devant la 17^e chambre correctionnelle, pour affichage illégal pendant la campagne électorale.

CHAPITRE III

Les révoltes devenues inévitables en pays dominés

1. LES AVERTISSEMENTS N'ONT PAS MANQUÉ

Nous le notons une fois de plus : l'une après l'autre, les espérances qu'avait fait naître le développement — formule assez mal définie pour garder un certain aspect miraculeux — s'effondrent. L'endettement des pays dominés croît à une vitesse vertigineuse. Il faut désormais être bien naïf — ou s'efforcer de le paraître — pour croire que les 80 milliards de dollars qu'ils « doivent » en 1973 seront un jour remboursés. Les créances russes après 1917, celles sur la Chine après 1949, et bien d'autres emprunts étrangers n'ont jamais été « honorés ». Pourquoi les dettes du Tiers Monde le seraient-elles, quand les Etats-Unis refusent de céder leurs participations à l'étranger pour rembourser leurs propres dettes (notamment auprès des banques d'émission), devenues elles aussi irrécouvrables, depuis leur « faillite » du 15 août 1971.

Les conférences pour le Commerce et le Développement se succèdent, de Genève (1964) à New Delhi (1968) et Santiago du Chili (1972), qui aboutissent aux mêmes échecs : les riches ne cèdent pas. Lester Pearson fait un beau rapport à la Banque mondiale (1969), lequel conseille somme toute à ces riches (comme le faisait, et le

fait encore l'Eglise) : soyez plus gentils ! Et les riches sortent parfois deux sous de leur gousset, s'ils voient qu'ils y ont intérêt, comme le leur explique Mac Namara, pour maintenir un système qui leur rapporte gros, même quand ils ne récupèrent pas toutes leurs créances. Les Nations unies établissent une seconde « décennie du développement », celle des années 1970, que l'on souhaiterait plus fructueuse que la première, celle des années-soixante ; mais qui s'embourbe déjà. Le taux de croissance industrielle indienne, qui atteignait 8 % de 1955 à 1966, nous dit G. Viratelle (*le Monde*, 25 novembre 1972) tombe à 3,7 % en 1970-1971.

Cependant, le 15 août 1971, Nixon balaie d'un revers de main tous les beaux projets d'aide accrue inclus dans ces propositions, en accordant la priorité à la « défense du dollar ». L'aide est encore réduite, les droits protecteurs accrus : que les pauvres se débrouillent comme ils le peuvent ! Il est difficile d'imaginer à quel point on peut se moquer ainsi des principes les plus élémentaires de justice sociale ; il est vrai que, quand on se permet de démolir systématiquement le Vietnam, tout le reste apparaît licite.

Les avertissements ne manquent pourtant pas. Arghiri Emmanuel nous dit qu'entre pays de puissance inégale *l'échange* lui-même est forcément *inégal*. Gunder Frank pense que, en Amérique latine spécialement, il y a surtout *développement... du sous-développement*. Samir Amin nous montre comment *l'accumulation à l'échelle mondiale* a pu se faire au « centre » du système capitaliste mondial, en pays développés ; mais non à la périphérie, en pays dominés. Pierre Jalée démonte les mécanismes du *Pillage du Tiers Monde* ; Paul Bairoch nous décrit le *Tiers Monde dans l'impasse* ; et Tibor Mende¹⁷ annonce logiquement le passage *De l'aide à la recolonisation*. Bien

d'autres études allant dans le même sens mériteraient d'être citées.

L'inquiétude pénètre enfin les milieux des Nations unies. « Le chômage et la pauvreté, loin d'être résorbés, sont en expansion dans de nombreux pays en voie de développement. Le pire est que la politique officielle de développement accéléré peut aggraver la situation... les nouvelles industries n'ont créé qu'un nombre d'emplois relativement réduit et la prospérité engendrée a profité surtout à un petit nombre... Leur système d'enseignement, à l'image de celui des pays occidentaux, n'a réussi qu'à produire un grand nombre de chômeurs instruits... L'emploi et la pauvreté doivent être le souci dominant de toutes les entreprises de planification du développement¹⁸. »

2. SURURBANISATION : CHOMAGE CROISSANT DES JEUNES

Qui dirige « les entreprises de planification ? » Le pouvoir est, dans les pays dominés comme dans les pays développés, aux mains de minorités privilégiées, dont le souci « dominant » n'est pas le sous-emploi et la pauvreté, mais plus généralement le maintien au pouvoir par tous les moyens, fût-ce contre la volonté populaire. Entendre le président de la République française faire l'éloge du néo-colonialisme à Fort-Lamy, où l'armée française contribuait à maintenir par la force un gouvernement peu populaire, m'a laissé pantois.

L'école occidentalise fait loucher les fils de paysans tropicaux qui y accèdent vers la situation, *priviliégiée elle aussi*, du fonctionnaire. Privilège ruineux pour ces étonnantes pauvres, car une part excessive du produit brut alimente des bureaucraties souvent peu dévouées à l'intérêt national, et qui consomment trop de produits de luxe, importés à grands frais : ce qui compromet les possi-

bilisés de modernisation agricole et industrielle de ces pays.

Plus redoutable encore est la désaffection ainsi entraînée pour l'agriculture et la vie à la campagne. Aucun espoir de promotion sociale, sauf de rares exceptions, pour celui qui reste au sein de ces paysanneries, que j'ai montrées si souvent « aux abois ». Le jeune semi-instruit part donc pour la ville, à la recherche d'un emploi dans le secteur tertiaire ; lequel se trouve vite pléthorique, au détriment de la production générale et de l'équipement. Dans une étude sur le *Chômage urbain dans les pays en voie de développement*¹⁹, Paul Bairoch décompte, de 19 à 24 ans, 39 % de chômeurs urbains à Ceylan, 40 % en Guyane, 26 % en Trinidad-Tobago, etc. ; preuve que ces économies dominées se révèlent de plus en plus incapables d'insérer leurs jeunes dans une activité productrice. Les taux de chômage les plus élevés sont constatés chez ceux de ces jeunes qui ont fréquenté l'école durant six à onze années ; redoutable constat d'échec, et du type d'enseignement, et de la structure économique dominée. A ce chômage il faudrait encore ajouter un énorme sous-emploi, qui correspond aussi à une hypertrophie relative, eu égard au stade de développement atteint, du secteur tertiaire. Il estime que le *surchômage urbain* résulterait d'abord « d'un afflux massif d'actifs rejetés par le milieu rural ». Il se trouve donc lié à l'insuffisance d'emploi à la campagne ; celui-ci aboutit à une faiblesse de la production agricole ; laquelle freine à son tour tout le processus de développement général, notamment par suite d'importations alimentaires accrues... Et pourtant les pauvres ont faim, au Bangladesh ; le renchérissement du pétrole et des grains limite terriblement leurs possibilités d'approvisionnement et d'irrigation.

3. DIFFICULTÉS DE LA MODERNISATION AGRICOLE : AU NIGER

Dans ces pays dominés, nous, les riches, avons recherché d'abord le développement des productions que nous désirions, et pour lesquelles nous ouvrons un marché. Les grandes découvertes ont tendu ou abouti à enlever aux marchands arabes le monopole du commerce des épices : cannelle, muscade, girofle, poivre... Nous avons ensuite étendu la canne à sucre au Brésil et aux Antilles, le tabac et le coton au sud des Etats-Unis, le café à Saint-Domingue et au Brésil... A la fin du XIX^e siècle, les grandes plantations de caoutchouc et de palmier à huile se développent en Malaisie et en Indonésie, pour s'étendre au siècle suivant en Indochine et en Afrique... Parti de Chine, le thé gagne au XIX^e siècle, sous forme de grandes plantations « européennes », les pentes des collines et montagnes de l'Assam, puis de Ceylan, et maintenant d'Afrique orientale...

Du même coup, la colonisation européenne ruinait des artisans plus évolués que les nôtres, comme les textiles de l'Inde et de la Chine, *en renvoyant sur une terre déjà trop encombrée des artisans affamés* par nos industries mécanisées. Dans toute cette évolution, les productions d'exportation refoulaient les cultures vivrières ; et les possibilités des marchés internes, réduites par la paupérisation générale, ne pouvaient être pleinement exploitées. Quand la famine régnait dans l'Empire des Indes, de 1896 à 1900, les bateaux anglais chargeaient imperturbablement à Karachi, à destination de l'Angleterre, le blé que ne pouvaient évidemment *acheter les affamés*. De même pour une part notable du riz d'Indochine qui, de 1930 à 1939 surtout, gavait nos animaux, quand les gens du

pays en étaient si souvent privés ; les Tonkinois en étaient réduits aux patates douces.

Depuis les « libérations », on prétend faire beaucoup mieux et prendre souci des paysans. Cependant la France établit d'abord, de 1942 à 1946, une série d'instituts spécialisés (qui feront du bon travail) pour les seules cultures d'exportation : oléagineux, textiles, bananes et ananas, café-cacao, caoutchouc... Il faudra attendre 1960 pour qu'un effort plus notable soit réalisé en faveur des cultures vivrières et de l'élevage. Encore celui-ci ne sera-t-il pas toujours bien orienté : nous en avons rappelé, avec bien d'autres auteurs, de nombreux exemples dans nos études précédentes.

Le Niger compte encore 93 % de ruraux, presque tous agriculteurs et éleveurs. Dès l'indépendance, au début de la décennie de 1960, il mit l'accent, généralement sur le conseil des experts français, sur des aménagements hydrauliques, ici très coûteux. Or la culture irriguée exige des paysans ayant déjà atteint un niveau technique élevé, en quelque sorte acculés à l'intensification, faute de terres : comme en Extrême-Orient, mais non pas comme en Afrique tropicale. Le coût d'aménagements analogues, modeste à l'échelle asiatique, est assuré en Chine pour l'essentiel par les investissements humains. Les paysans y fournissent souvent de 50 à 100 jours chacun de travail d'investissements non rémunérés par an ; à Tatchai, 112 jours et plus !

On a donc consacré l'essentiel des ressources d'un pays très pauvre à des aménagements ruineux pendant onze années, temps pendant lequel une population non réfrénée est passée de 3 à 4 millions, avec un taux d'accroissement annuel maintenant estimé à 2,7 % ; et la production agricole n'a pas suivi. *Cette explosion démographique représente le principal obstacle au déve-*

loppement : dans un pays où l'accroissement de production agricole se révèle si difficile, par suite de conditions naturelles peu favorables, envisager, comme on le fait couramment, que la population dépassera 8 millions avant la fin de ce siècle, ne peut qu'inquiéter ! A Niamey, la population croît de 10 % l'an, et Jean Ruche constate que : « ce mouvement prive la campagne d'une fraction jeune et active de la population et encombre la capitale d'une masse de chômeurs qu'un secteur secondaire peu développé et un secteur tertiaire pléthorique ne peuvent absorber ²⁰ ». L'abandon des jachères accroît les effets de la sécheresse, qui prend en 1972-1974 les proportions d'une effroyable catastrophe. Les nomades Touaregs perdent, avec leurs troupeaux, le sens même de leur vie, les bases de leur culture.

4. DOMINATIONS ET MISÈRES PÉRÉPÉTUELLES ?

Dans la lancée actuelle, les perspectives pour les pays dominés paraissent désormais très sombres. Le décalage de richesses ne risquerait pas seulement de se prolonger, mais continuerait à s'aggraver. Au Niger, Jean Ruche se demande s'il sera possible non pas même de relever mais de *maintenir* le niveau de vie. Au nord du Sénégal, les soudures alimentaires deviennent plus pénibles et la famine n'a pas cessé ses ravages. Rien qu'au Sahel, on compte plus de cent mille morts de faim en 1973 *. En zones semi-arides d'Afrique orientale, la famine règne pendant les années sèches ; tout comme au *Nord-est* brésilien et dans une large partie des Indes... Durant ce temps, les privilégiés prévalent de se goberger, donc de gaspiller et de polluer chaque année un peu plus. Une

* Et plus encore en Ethiopie.

seule chose me paraît sûre : un tel niveau d'injustice ne peut plus durer très longtemps.

Selon les perspectives dégagées par le club de Rome, la majorité de la population des pays dominés risquerait fort, dans les structures économiques actuelles, de se trouver condamnée à la *misère perpétuelle*. La dégradation des termes de l'échange, la poursuite des échanges inégaux, les difficultés croissantes d'accumulation du capital, le maintien de la domination économique des grandes firmes, de la domination politique néocoloniale des pays riches, le conduit dans toute une série d'impasses.

Une autre politique de développement existe déjà, dans le pays le plus peuplé du monde, qui permet une croissance mesurée certes, mais sans aide extérieure, sans chômage, sans gaspillages, avec très peu de pollutions : celui de la *Chine*. Certes les conditions naturelles, l'héritage historique, les traditions sociales, le niveau de développement, l'histoire politique récente surtout, etc. sont, dans les divers pays d'Afrique tropicale, d'Amérique et d'Asie méridionales, fort distinctes les unes des autres, et toutes bien différentes de celles de la Chine.

Une sorte de « photocopie » dogmatique des méthodes chinoises y serait inapplicable : je ne vois pas les « Ujamaa villages » de Tanzanie, qui se débattaient au milieu de difficultés accrues par la bureaucratie, devenir bientôt des communes populaires chinoises ; les Chinois ne le conseillent pas. Certains principes par contre paraissent assez généralement valables, quoique les déformations colonialistes les rendent de plus en plus difficilement applicables. Nous allons essayer de dégager quelques-uns de ceux qui nous apparaissent les plus nécessaires pour renverser le courant actuel, donc *dégager des dominations* ; en visant en première étape, une *réelle indépendance économique* : problème essentiellement politique.

5. L'IMPASSE EST D'ABORD POLITIQUE : 60 % DES INDIENS « SURVIVENT DANS UNE ABIECTE PAUVRETÉ » :

J'ai participé aux études du projet Sebou, faites pour un aménagement d'ensemble du bassin du seul fleuve du nord du Maroc. Le projet conseillait certaines structures agraires mieux aptes à tirer un meilleur parti d'une irrigation très coûteuse, avec des groupements coopératifs fournissant du crédit et des services, et surtout une répartition moins inégale des terres irriguées. Le gouvernement marocain a interdit la publication du rapport de synthèse dudit projet qui, comme toute décision économique, comportait des répercussions politiques : « la politique est au poste de commande. »

Hassan II m'expliquait en 1967 que sa politique agraire visait à ne pas faire de vagues, à ne mécontenter personne. Je lui répondis alors que la plus mauvaise des politiques agraires me paraissait préférable à l'absence de politique, à condition d'en savoir à mesure rectifier les erreurs, car au moins on avance : la stagnation, le statu quo sont finalement des régressions, donc les pires des solutions. En réalité, il était bien décidé à favoriser les « gros » autour de lui, et à s'enrichir personnellement — il semble y avoir réussi. Quand des paysans s'opposent par la force, en décembre 1970, à la reprise d'un domaine de colon (Menziès) par un riche Marocain ayant des relations avec le pouvoir — ce qui lui permettrait de tourner la loi — la police tire, laisse des morts sur le terrain.

Effrayé, le pouvoir accélère alors l'attribution aux fellahs de petits lots de colonisation, sur les secteurs desservis par les premiers canaux d'irrigation. Un de mes élèves calculait alors combien de morts paysans seraient

nécessaires pour que l'ensemble des terres soit équitablement réparti ! Après le 16 août 1972, le « roi » décide une seconde attribution de 90 000 hectares de terres de colonisation : soit la moitié de ce qui avait été distribué en 15 ans, qui n'atteignait que 171 000 hectares, sur près de 8 millions que cultive le Maroc ; donc un peu plus de 2 % ; mais elles sont supérieures à la moyenne et souvent irriguées. Espérons que cela ne sera pas la dernière distribution. La corruption atteint de tels niveaux que l'armée elle-même, fort coûteux soutien de régime, pourtant privilégiée, s'est révoltée à deux reprises contre ce pouvoir.

Dans *Pauvreté en Inde*, V. M. Dandekar et N. Rath soulignent que, en 1960-1961, 40 % des ruraux vivent avec moins de 15 roupies par tête et par mois, moins de 15 francs. Le même niveau de pauvreté était atteint en ville avec 22 roupies par mois, revenu que ne touchait que la moitié de la population. Ce qui permet à Ph. Gavi, qui cite ces auteurs dans le *Triangle indien*²¹, de dire que, cette année-là, 40 % de la population rurale et 50 % de la population urbaine vivaient en dessous du *minimum physiologique*.

De 1960-1961 à 1968-1969, le produit brut en Inde augmente de moins de 3 % par an, et la population de un peu plus de 2,5 % : l'écart est minime, et seuls les riches en profitent vraiment. Dandekar souligne donc la *paupérisation absolue* d'une partie des masses urbaines. *Economic Times* de Bombay pense que le pourcentage de la population vivant en dessous du seuil de pauvreté est passé, de 1960-1961 à 1967-1968, de 52 % à 70 %. En 1972, nous dit G. Viratelle, 60 % des Indiens *survivent dans une abjecte pauvreté*, avec moins de 0,7 roupie, moins de 0,45 franc par jour. Quand les Nations unies m'envoyèrent, en 1958-1959, étudier dans ce pays

les réalisations du « Community development », Julia Henderson m'expliquait aux Nations unies que ce développement communautaire représentait une arme secrète anticomuniste formidable : on voit où elle a abouti.

En présence d'une telle évolution, tout le « développement » dont il est tant parlé dans les organisations internationales est d'abord trop modeste, eu égard à la croissance démographique. Il correspond ensuite à un *endettement* trop vite croissant, donc à une dépendance économique accentuée vis-à-vis de l'étranger. Il aboutit à renforcer la situation des minorités privilégiées dans le pays, qui sont souvent les alliées des puissances économiques étrangères, comme en Côte d'Ivoire. Il n'est pas capable d'arracher la grande masse des travailleurs à leur misère, à part quelques semi-privilégiés du secteur moderne.

Si cette détresse se prolonge, ou même s'accroît, elle risque de se perpétuer jusqu'au moment où l'épuisement des réserves minérales rendra tout développement effectif, dirigé vers un mieux-être de l'ensemble des travailleurs, bien plus difficile. La situation apparaît *absolument sans issue* pour la grande masse des paysans et des jeunes sans travail, contre lesquels les pouvoirs n'hésitent pas à recourir à la violence : ce qui justifie les contre-violences, qui sont du reste en cours, des jeunes rebelles de Sri Lanka (Ceylan) aux Tupamaros d'Uruguay, des Naxalites du Bengale à la « Violencia » colombienne, aux rebelles d'Afrique du Sud : la Guinée n'est plus portugaise. Sans oublier le Vietnam, où la révolte contre l'étranger a pris un caractère à la fois socialiste et national.

En Chine, les guerres civiles se sont poursuivies durant de longues années, et ont abouti à la prise de pouvoir par le parti communiste. Dans le *Monde chinois*²², Jacques Gernet nous montre, dans la Chine de 1895-1949 :

« des développements parasitaires et quasi pathologiques, liés à l'implantation des capitaux et des industries étrangères en Chine même et à une paupérisation générale dont le poids le plus lourd est retombé sur les masses rurales ». Cela n'évoque-t-il point bien des comparaisons avec la situation actuelle des pays dominés ?

En réalité, le « développement » que nous impulsions vise à réaliser des sociétés bien hiérarchisées, où les privilégiés acculeront les masses à une misère croissante. Ces pays doivent donc rechercher une tout autre société, un tout autre modèle de développement, visant la moindre inégalité, comme la survie.

6. LES INÉVITABLES RÉVOLTES : CHAOS OU UTOPIES ?

Il n'est nullement question de faire ici des prophéties : la race des grands prophètes est bien morte. On peut, on doit dire si on le pense (surtout quand cela prend, comme maintenant, un caractère d'urgence), que les choses ne paraissent pas se présenter aussi bien que le conformisme bien-pensant des satisfaits et des puissants chercherait à le faire croire. Ainsi avons-nous constaté, dès 1959, *la défaite agricole indienne*²³, qui s'est concrétisée en 1965-1966, et n'est hélas pas terminée ; puis, en 1962, que *l'Afrique noire était mal partie*. Je n'y avais pas grand mérite, et je regrette sincèrement que les événements ultérieurs ne m'aient que trop donné raison ; ou que, par exemple, la récolte de sucre de Cuba s'effondre en 1972 ; ou encore que les Soviétiques doivent acheter, cette même année, 25 millions de tonnes de céréales au-dehors, eux qui disposent du plus vaste terroir agricole du monde — même si ce n'est pas le meilleur²⁴.

Dans le domaine politique, aussi étroitement lié à la sociologie et à la psychologie qu'à l'économie, l'agronome-

économiste qui vous parle, malgré qu'il y ait déjà été mêlé, *volens nolens*, se sent plus mal à l'aise ; même en ayant précisé que les actions à mener ne pourront être judicieusement décidées que par les intéressés, ou les meilleurs d'entre eux. « Che » Guevara a payé cher la constatation que la Révolution ne s'exporte pas. Il reste tout juste permis, à ceux qui ne possèdent pas de recettes révolutionnaires miraculeuses, d'envisager quelques hypothèses ; surtout pour mettre en garde les nantis, parfois inconscients.

Des révoltes justifiées peuvent fort bien conduire à des guerres internationales qui les déborderont, même par simple extension des conflits actuels, dont le Vietnam et la Palestine restent les points les plus chauds. Ces guerres pourraient vite dégénérer en suicides atomiques, surtout le jour où la possession des bombes se généralisera. Les pays les plus riches, avec leurs sociétés très complexes, trop chargées de servitudes (électricité, ravitaillement élogé, villes géantes...) auraient bien plus de mal à s'en sortir que les sociétés agraires africaines ; ou même les communes populaires chinoises, du reste en partie contraintes dans cette perspective.

Nous allons étudier certaines *possibilités* d'une série *d'utopies plus ou moins réalisables*. Elles seront surtout regardées comme utopiques par les pays riches, et les riches des pays pauvres, qui n'admettront pas de renoncer de bon gré à leurs privilèges. Jusqu'au jour, désormais assez proche, où ils comprendront qu'ils risquent d'amener la planète entière — eux compris — au bord de l'abîme, et peut-être même dedans. *Réalisables*, car ces constructions sont en partie déjà réalisées, et en partie en voie de réalisation : en Chine surtout, mais aussi au Vietnam, en Tanzanie, en Corée, et dans un certain nombre de pays dits socialistes ; même si la majorité

de ces derniers sont actuellement au stade d'*économies étatiques*, plutôt que réellement socialistes.

Nous allons examiner certains aspects de ce que j'appellerai des possibilités de *révoltes organisées* : que nous aurions finalement intérêt à aider, si elles se révélaient capables d'aboutir à une société moins injuste, mieux apte à se prolonger longtemps que la nôtre, en évitant d'abord les catastrophes atomiques. Cependant, pour montrer qu'il s'agira de combiner des réformes audacieuses et des ruptures caractérisées, brisant le carcan des anciennes structures politiques et économiques, nous avons adopté le terme de révoltes. Il s'agit en effet de sortir *totalemment*, même si c'est par étapes successives, d'une économie de profit qui désormais nous mène *tous* à notre perte. Le temps est heureusement fini où les généraux et les gouvernants pouvaient espérer mourir dans leur lit, en attendant la béatification des statues en places publiques.

Mais nous ne parlerons pas des techniques de révolte, de l'organisation des guérillas, des partis dits d'avant-garde (ni de ceux qui passent parfois à l'arrière). Il ne s'agit pas d'écrire un manuel de « la » Révolution — car celle d'ici n'aura pas grand-chose de commun avec celle de là-bas, où les conditions de départ sont si distinctes. Nous chercherons comment on pourrait adapter l'économie aux différentes étapes des transformations qui nous paraissent s'imposer. Classer un peu nos idées n'aboutira surtout pas à tracer un schéma d'évolution universellement valable. En somme nous allons *essayer* d'étudier, une fois de plus, quelques-unes des *transitions possibles vers diverses formes de socialismes*. Transitions essentielles, car les modalités de conquête du pouvoir commanderont largement la nature que celui-ci prendra ensuite. Il ne faut viser le pouvoir qu'après avoir clairement défini la perspective ainsi recherchée.

7. PREMIÈRE RÉVOLTE : INDÉPENDANCE NATIONALE « COMPTANT SUR SES PROPRES FORCES » ET PRIORITÉ AGRICOLE

Le pouvoir serait, dans cette hypothèse, déjà passé à une équipe qui s'appuyerait sur une politique étrangère neutraliste, non alignée. Elle chercherait à garder avec tous des relations correctes, mais serait fermement décidée à défendre d'abord l'intérêt national contre les tentatives de domination étrangère, tout en réprimant les abus à l'intérieur des minorités privilégiées. Donnons un exemple d'une telle situation : ce pourrait être celle de la Tanzanie depuis le 6 février 1967 (déclaration d'Arusha), dirigée par Julius Nyerere, avec lequel « nos » Senghor et autres Houphouët-Boigny ne peuvent guère rivaliser.

Le pouvoir « indépendantiste », dans cette hypothèse, pourrait s'efforcer d'abord de « *contrôler les hauteurs dominantes de l'économie* », stade auquel Lénine cherchait à s'arrêter en 1918. L'économie pourrait alors comprendre un secteur public, un autre mixte, un troisième coopératif ; en laissant au secteur privé au moins tout ce qui concerne les entreprises familiales, même avec quelques salariés : agriculture, artisanat, services, petits ateliers, etc. En « *comptant sur ses propres forces* », il déciderait l'arrêt des importations somptuaires, la taxation très lourde des biens semi-somptuaires ; ce qui permettrait d'affecter les ressources obtenues par l'exportation (sinon même par « l'aide » ; mais la politique neutraliste risque d'amener la diminution de celle-ci) aux seuls aliments que l'on ne pourrait pas produire sur place, aux matières premières et équipements reconnus prioritaires par le plan.

Bien des aliments de luxe actuellement importés ne seraient dès lors plus achetés au-dehors : ce qui permet-

trait d'offrir de plus vastes débouchés, par une protection très sûre, à l'agriculture locale. A condition d'aider celle-ci, par crédits et conseils liés, à profiter des marchés ainsi offerts. Les achats d'équipements seraient étudiés en fonction des types d'industries nécessaires pour couvrir les besoins élémentaires essentiels du pays, tout en exigeant le moins possible d'achats au-dehors, donc en gaspillant moins les ressources minérales ; et surtout en offrant aux jeunes le maximum d'emplois, pour *réduire le chômage, objectif qui deviendrait prioritaire*.

Comme les technologies intermédiaires, utilisant plus de main-d'œuvre que de capital, importantes dans une transformation économique qui « marcherait sur deux jambes », risquent de n'être pas compétitives sur le plan international, ces industries devraient être protégées contre la concurrence étrangère, au moins à leur départ, et sans abuser de cette protection. Elles recevraient comme tâche prioritaire la fourniture des moyens de production agricole et des biens de consommation courants, à l'exclusion des productions de luxe.

L'intensification agricole obtiendrait ainsi la première priorité puisque, dans les pays encore peu industrialisés elle reste, comme en Chine — mais ce n'y fut reconnu que vers 1960 — *la base de l'économie*. Comme nous avons maintes fois essayé de le montrer, surtout depuis 1961, ce progrès est absolument indispensable pour réduire les importations d'aliments, améliorer la nutrition, supprimer les risques de famines, alimenter les usines du pays, réduire les besoins en devises étrangères, donc finalement la dépendance. Un peu conçue « à la chinoise », une telle modernisation débiterait par une *alphabétisation fonctionnelle* renouée de la grande masse des paysans, continuerait par un encadrement technique qui soit aussi un levain d'animation. Il ne suffit pas d'alphabétiser

et d'apprendre un métier, il leur faut prendre conscience des conditions politiques de leur libération réelle. Ces paysans pourraient alors participer effectivement, par leurs organisations vraiment représentatives, à l'élaboration de plans de production, d'aménagement régional, et à la constitution de coopératives de services. Celles-ci leur fourniraient du crédit supervisé, lié aux améliorations les plus économiques, utilisant toutes les « forces productives cachées » du pays. Un meilleur travail du sol, un calendrier des opérations culturales plus rationnel et de larges fumures organiques précèderaient judicieusement l'emploi des engrais et des pesticides, dont beaucoup (pyréthre, roténone, nicotine...) peuvent être produits sur place et ne sont pas nocifs ; même s'ils sont coûteux, c'est surtout en travail.

On pourrait alors — ce schéma pense d'abord à l'Afrique tropicale — passer à la traction animale, à l'intégration de l'agriculture et de l'élevage, avec réserves fourragères et usage du fumier, de charrues et charrettes... Ce qui ouvrirait ensuite la voie à l'emploi modéré des engrais chimiques, aux semences améliorées, à la forme adaptée au pays de Révolution verte. Des arbres à croissance rapide plantés près de chaque village fourniraient le bois de feu, permettant de réserver les bouses (et les fèces) au fumier...

Dans la plupart des pays, une intensification de ce type pourrait fournir une masse de travail *manuel* à peu près illimitée ; surtout aux jeunes — dont l'éducation, nous y reviendrons, aurait été totalement repensée. Pour cela, il serait bon que chaque paysan et paysanne accepte aussi, pour contribuer à l'indépendance économique nationale, tâche en principe exaltante, de travailler une cinquantaine de jours par an aux améliorations foncières (contrôle de l'eau, lutte antérosive, reboisement et plan-

tations fruitières, etc.) pratiquement sans salaire, comme en Chine ; ou mieux pour une rémunération modique, correspondant à la valeur de la nourriture, que fournirait plus abondamment le programme alimentaire mondial, aux ressources supposées multipliées.

A ce moment, les aménagements hydrauliques que l'analyse de notre jeune ingénieur du Génie rural montrait ruineux au Niger deviendraient économiquement intéressants ; leur entretien serait mis totalement à la charge des collectivités paysannes intéressées. La vitesse et l'intensité de « coopération » de l'agriculture, qui peut se réaliser dans un cadre d'autogestion, ne pourront être précisées ici, car elles dépendront d'une multitude de conditions fort variables ; mais d'abord du degré de conscience collective atteint par les travailleurs dans l'hypothèse — que nous adoptons — où on ne chercherait pas à contraindre la majorité.

Nous avons vu à quels échecs, sinon à quelles difficultés, une contrainte non nécessaire a conduit les agricultures soviétiques, cubaines et d'Europe orientale. On commencerait donc par les coopératives de crédit, commercialisation et approvisionnement, services. Et on n'irait plus loin que si les paysans le désirent, quand le niveau de développement le permettra, et si cela constitue un progrès réel. La structure paysanne, source de créativité et d'invention, n'a pas épuisé toutes ses possibilités. A ce moment toutes les forêts tropicales, souvent « écrémées » de leurs essences les plus précieuses, seraient à mesure replantées artificiellement, assurant par là la protection des sols et des climats. Si le bois produit, bien imprégné, ne pourrait pas, le carbone ainsi accumulé représenté autant de gaz carbonique en moins dans l'atmosphère ; et le bois remplacerait les métaux défaillants et le plastique indésirable ; le moteur à gaz pauvre pourrait

utiliser aussi cette matière première ; et l'on prendrait soin de ne plus gaspiller de papier, ô bureaucrates !

C'est aussi dans l'ordre de la pollution que l'on pourrait s'inspirer largement de l'exemple chinois, dont on a déjà reconnu certains traits dans les lignes précédentes. Précisons que cela ne signifie pas que le modèle *politique* chinois soit le seul envisageable (pour qu'il en soit ainsi, il faudrait d'abord mieux connaître son fonctionnement réel *au sommet*, et la réalité des luttes pour le pouvoir).

Dans la revue officieuse *la Chine en construction* d'août 1972, on nous montre comment à Kirin, dans le Nord-Est, on produit 70 000 tonnes par an de ciment avec les déchets de fabrication du carbure de calcium ; comment on récupère le charbon en poudre pour la fabrication des briques (la ménagère du Nord de la France le récupérerait pour son chauffage jusqu'après 1914) ; comment les eaux résiduelles riches en ammoniacque fertilisent 2 700 hectares sur les communes populaires voisines, etc. Enfin la Chine industrialise ses campagnes sans trop *urbaniser*, ce qui lui permet d'éviter bien des difficultés de nos sociétés, tout en réalisant d'énormes économies.

8. DEUXIÈME RÉVOLTE : OFFICES INTERNATIONAUX DE MATIÈRES PREMIÈRES

Si une première série de transformations de ce type peut être entreprise à l'échelle nationale, la lutte contre la dégradation des termes de l'échange serait bien plus efficace si se réalisaient des ententes internationales, un front commun des pays pauvres, face aux pays riches ; ce qui accroîtrait le pouvoir de négociation des premiers. Après l'échec de la lutte engagée dès 1951 par Mossadegh en Iran contre les trusts pétroliers, ceux-ci ont dû

reculer 20 ans après, en 1971, à Téhéran et à Tripoli. L'Algérie s'est dégageé de la tutelle française, et depuis le 6 octobre 1973, l'Europe développée tremble sur ses bases. Voici enfin le pétrole payé à un prix normal, ce qui va nous obliger à réduire notre consommation, ou à accélérer l'inflation comme les ventes d'armes.

Chaque producteur de cuivre se propose, ces dernières années, la réalisation immédiate d'un programme de production fortement accrue ; ce qui provoque la baisse des cours du métal. S'ils avaient réalisé entre eux une entente aussi décidée que le fut l'OPEP en 1971, et s'ils étaient moins impatientes d'obtenir de grosses rentrées de devises, Chili, Pérou, Zambie et Zaïre prendraient le temps d'établir une organisation unique de vente, avec fixation d'un commun accord de quotas de production pour chaque pays.

Un objectif de prix de 1 200 livres sterling par tonne de cuivre pourrait alors être retrouvé ; il a été atteint au début de 1974. Des politiques de substitution seront alors plus largement pratiquées : ce qui permettrait de prolonger, à l'échelle mondiale, les disponibilités de ce métal. D'un autre côté, les producteurs qui freineront quelque peu leurs ventes devront prolonger leur semi-austérité actuelle ; mais ils sont à peu près assurés de vendre ensuite leur métal de plus en plus cher, la rareté étant désormais mondialement reconnue ; et elle ira croissante.

Nous avons proposé, dans notre précédent essai²⁵, que chacun des principaux exportateurs de thé²⁶ organise d'abord un Office national de vente recevant le monopole d'exportation, un peu sur le modèle des *Marketing Boards* britanniques. La deuxième étape, la seule qui risque d'être efficace dans le cas de produits pour lesquels l'offre dépasse largement la demande *solvable*, serait la constitution d'un *Office international*,

vendeur unique du produit sur le marché mondial, suivant les quotas de vente pour chaque pays établis par un accord général. Ce serait le meilleur moyen de permettre aux producteurs de « faire le poids » en face des oligopoles, des trusts internationaux de distribution du thé ; à condition *qu'ils s'entendent pour raréfier leur production*, seul moyen sûr de hausse des cours, pour cette catégorie de produits.

Les pays pauvres du Moyen-Orient pourraient obtenir des prix spéciaux ; il est normal que les riches paient plus cher, à qualité égale. Une proposition analogue pourrait être adaptée aux principales productions agricoles et minérales du Tiers Monde. Les producteurs s'organiseraient d'abord entre eux, avant d'aborder les discussions avec les pays consommateurs, au lieu de laisser ces derniers profiter, dans les réunions groupant les deux parties, de leur supériorité technique, des discordes et des intérêts divergents des pays dominés, encore trop confinés dans la production des matières premières.

Pour le pétrole, un double prix donnerait lieu à fraude. Mais les riches pétroliers pourraient contribuer à compenser le surprix payé par les plus pauvres, non par des prêts, mais par des dons, qui s'ajouteraient à ceux des « anciens riches » que nous sommes.

Ce schéma ne saurait prétendre résoudre toutes les difficultés ; ce n'est pas une panacée ; le monopole de vente ne signifie pas forcément des prix abusivement élevés. Chaque fois que les pays riches peuvent se suffire ou presque (oléagineux) ; ou encore aligner des productions synthétiques concurrentielles (textiles, caoutchouc...), comme elles le firent le siècle dernier pour les colorants, les prétentions seront forcément plus réduites. Cependant, dans tous les cas, le pouvoir de négociation des pays pauvres serait ainsi grandement amélioré. Surtout

s'ils raréfaient intelligemment leurs cultures d'exportation, au bénéfice de leurs recettes (loi de King) et des cultures vivrières.

9. TROISIÈME RÉVOLTE : RÉPUDIATION DES DETTES ABUSIVES, NATIONALISATION DU SOUS-SOL

Quand le front commun des nations pauvres en face des riches aura été largement affirmé, même entre pays de conceptions idéologiques différentes, un nouveau pas pourra être franchi : le refus de reconnaissance des dettes injustifiées. Ce qui constitue la grande majorité des obligations actuelles des pays dominés, si l'on accepte de tenir compte de la dégradation des termes de l'échange, du sous-paiement de matières premières (dont la rareté est largement sous-estimée), des prises de bénéfices abusifs sur toutes les opérations commerciales, ventes d'équipements, de technologie et de brevets, services d'assurances, de frets, de courtages bancaires, etc. Quand le président Pompidou annonça à Ouagadougou en 1972 qu'on ne réclamera plus le milliard dû pour le FIDES (1948-1960), l'étonnement fut général : personne ne savait que cela restait encore dû !

Cette répudiation, si elle était générale, devrait bien être acceptée par les riches, bon gré mal gré. Certes des mesures de rétorsion sont à prévoir, dont l'ampleur dépendra largement de la solidité du front commun des exploités : un peu comme en matière de luttes syndicales. Les pays concernés devront se préparer à certaines réductions temporaires de leur capacité d'importation, et accepter — comme la Chine depuis 1949 — un certain degré d'austérité ; sans lequel du reste ils ne sortiraient jamais ni du système, ni de la pauvreté générale des travailleurs qu'il entraîne à sa suite.

Mais les contradictions, la rivalité des superpuissances, le rôle de l'Europe, qui pourrait être plus indépendante des États-Unis ; et surtout celui de la Chine, totalement dégagée d'une influence soviétique, leur permettront d'obtenir des conditions moins draconiennes que maintenant. De toute façon, on ne voit guère ce qu'ils auraient à perdre. Leur disette en devises les acculera à mieux tirer parti de toutes leurs forces productives cachées, les obligera à *mettre au travail tous leurs jeunes*. La pression impérialiste constituera, pour ces derniers, un « défi » à relever... en retrouvant leurs manches et crachant dans leurs mains, avant de saisir pioches, pelles, brouettes...

A peu près en même temps que cette répudiation se situerait logiquement la nationalisation des principales richesses du sous-sol, et de leurs installations d'exploitation : mines de cuivre, d'étain, de zinc, de plomb ; gisements de pétrole, de gaz, de charbon, d'uranium ; minerais de fer, bauxite, phosphates, potasse, etc. Il s'agirait là d'une récupération de ce qui appartient en bonne justice à la collectivité nationale, quoi qu'en dise le Tribunal de grande instance de Paris, « demeuré » au stade du Code napoléonien, quand il ordonne en 1972 la saisie-arrest du cuivre chilien au profit des exploitants américains — jugement qui constitue une véritable insulte à la dignité de pays cherchant à récupérer *leurs richesses*. Les Nations unies ont discuté au printemps 1974 de la nationalisation des matières premières, dont le principe fut adopté à la majorité ; et chaque pays fixera à sa guise les indemnisations. Cette décision révolte les pays riches, le monde atlantique, qui la conteste.

En ce qui concerne les installations, Pérou et Chili apprennent aux autres pays comment tenir compte de la marge, généralement excessive, de profits tirés par les exploitants étrangers — qu'ils s'appellent Miferma en

Mauritanie, Esso-Standard ou Anaconda. Enrico Mattei semble bien avoir payé de sa vie, comme nous le montre le film sur *l'Affaire Mattei*, l'audace avec laquelle il s'est attaqué à la domination, jusque-là incontestée, des trusts pétroliers. Mossadegh y avait perdu le pouvoir et la liberté. Mais ces martyrs et précurseurs ont ouvert une voie dans laquelle peuvent s'engager tous ceux qui veulent se dégager d'une dépendance qui, pour prolongée qu'elle ait été, n'en est pas pour cela mieux justifiée.

10. QUATRIÈME ÉTAPE : ORGANISATION PROGRESSIVE D'UNE ÉCONOMIE PLANÉTAIRE, CROISSANCE PLUS RAPIDE DES PAYS DOMINÉS

Certes les choses ne se dérouleront jamais en suivant *n'importe lequel* des schémas de transitions vers les socialismes qu'il est possible d'établir. Nous ignorons le sens de l'histoire ; et des évolutions plutôt fascistes, au sens large du terme, sont en cours, de l'Amérique latine au Pakistan, Inde, Birmanie, Bangladesh, Indonésie, Philippines, etc., dont on ne peut, hélas, prophétiser la fin toute proche. Par contre, de la Thaïlande au Portugal, et en Grèce, des libéralisations progressistes interviennent, qui peuvent aussi se généraliser. Impossible donc d'annoncer, non seulement quand des évolutions plus ou moins voisines du schéma esquissé ci-dessus seront réalisées, mais même si elles se réaliseront. Car on peut imaginer bien d'autres voies d'évolution. Nous savons maintenant que nombre de celles-ci aboutiraient à d'ineluctables catastrophes.

Prolongeant nos schémas théoriques, il faut souligner une fois de plus toutes les réserves à faire sur leur « faisabilité » (pour employer un terme en honneur aux Nations unies), qui dépendra des étapes déjà parcourues

A ce stade de notre raisonnement, on *serait* en principe arrivé à la réduction massive, sinon à la fin des dominations politiques ; si l'on avait réalisé, dans leur ensemble, les « trois révoltes » esquissées ci-dessus. La suite dépendrait donc, en prolongeant notre hypothèse, de la volonté d'États devenus réellement indépendants, et que nous supposons de surcroît — c'est lié — avoir réussi à museler leurs minorités privilégiées : ce qui est plus facile à écrire qu'à réaliser. Cette situation justifierait donc le terme *d'étape*, que se proposerait d'atteindre un ensemble d'États qui ne seraient plus dominés — mais qui n'en seraient pas pour autant devenus angéliques !

La grande majorité des ressources pétrolières exportables, énergie première au stade actuel, appartient à des pays fort peu peuplés, du Venezuela à l'Iran, en passant par la Libye, l'Algérie et surtout le Moyen-Orient : en tout cela ne fait pas 100 millions d'habitants. Un impôt sur l'énergie toucherait spécialement les produits pétroliers, qui risquent de manquer. Il serait bien plus élevé déjà, dans notre schéma, que les taxes actuelles. Et le produit de la taxation supplémentaire pourrait être retourné en partie à un fonds nouveau de développement international...

Un impôt analogue pourrait être prélevé sur les métaux, qui serait plus élevé sur ceux qui risquent de manquer bientôt. Ce qui inciterait à ne plus tant gaspiller toutes les ressources rares de notre planète, et procurerait des ressources bien plus importantes aux pays en voie de développement. Ressources dont le volume devrait leur permettre, surtout après l'annulation des dettes, de recevoir une masse d'équipements telle qu'ils auraient enfin la possibilité de *croître plus vite que les pays développés* — où nous proposerions du reste bientôt la *croissance zéro* de la consommation *globale*. Mais qui touchera et

répartira de telles taxes ? Ce sera sans doute réalisé par étapes progressives. En tout cas, le modèle de développement qu'ils adopteront ne devrait plus viser une société hiérarchisée, mais un monde de moindre injustice.

II. ALLOCATION CENTRALISÉE DES RESSOURCES RARES : ÉCONOMIE MONDIALE, ET NON GOUVERNEMENT MONDIAL

En partant de cette série de propositions, les offices internationaux de vente d'une part, et une série d'impôts, internationaux eux aussi, sur les mêmes matières premières, les mêmes ressources rares d'autre part, on en arriverait ainsi à la conception d'une *économie progressivement organisée sur le plan mondial* : plus aisée à réaliser, et finalement plus désirable qu'un véritable *gouvernement mondial*. La protection nécessaire des climats (sur lesquels on va pouvoir agir, d'où risques accrus de dangereuses perturbations), des lacs et rivières bordant ou traversant différents pays, et surtout des océans et de l'atmosphère... postulerait également une organisation planétaire *dotée de réels pouvoirs, donc supranationale*. De Gaulle restait attaché au XIX^e siècle, celui des nationalités : il serait temps de s'en dégager.

La section économique de notre schéma pourrait être chargée d'un rôle analogue à celui des ministères du blocus et du ravitaillement en temps de guerre. Notre planète est soumise, de la part de l'univers, à un *blocus de fait*, que nous commençons enfin à réaliser et qui nous imposera un jour une allocation centralisée des ressources rares. Celle-ci tiendrait compte des besoins justifiés qui seraient exprimés par chaque groupe national, au prorata de leur population actuelle, sans que sa croissance donne de nouveaux droits ; et non plus reliés aux seules capacités d'acquisition. Dans cette conception, les

Etats-Unis recevraient peut-être 6 % des disponibilités des principales matières premières ; sinon moins, pour tenir compte du fait que leur équipement est déjà plus avancé, leurs ressources locales abondantes.

Une difficulté essentielle, dans cette direction de planification à l'échelle mondiale, nous pouvons déjà la soupçonner en étudiant le fonctionnement des économies dites socialistes ; ou encore celui des Nations unies, récemment analysé par le rapport Jackson. C'est la plaie des temps modernes, le *bureaucratisme*, qui risque de croître avec la dimension des actions ainsi entreprises. Il ne devrait donc pas s'agir de *gestion* de l'économie mondiale, mais d'une régulation des approvisionnements — ce qui ne sera déjà pas si simple. La démultiplication de ces institutions mondiales sera indispensable, pour accentuer la *décentralisation*, développer les *autogestions*... Il y aura des contradictions entre ces deux impératifs, aussi indispensables l'un que l'autre : une série de décisions à l'échelle planétaire, d'une part ; et la nécessité de décentralisation de la majorité des décisions, d'autre part : « planification fortement centralisée et production largement décentralisée » précise Mansholt.

A chaque pas les intérêts locaux, nationaux et planétaires seront divergents ; d'où la nécessité d'arbitrages. Laissons le soin de résoudre les contradictions qui ne manqueront jamais à nos petits-enfants, au moment où ces problèmes se poseront dans toute leur acuité : les nôtres nous suffisent. Mais nous ne devons pas rendre leur survie impossible, ou même plus difficile. N'évoquons cependant plus l'espoir d'un communisme angélique, sans contradictions ni conflits, une sorte d'Age d'or, de Paradis sur terre, d'inspiration finalement plus chrétienne que marxiste, où chacun satisferait tous ses *désirs*, qu'il appellerait alors *besoins*. Car ceux-ci n'ont pas de limites.

Les plus grandes difficultés résideront cependant dans l'ensemble des réalisations facilitant le passage, ici et là, à l'une ou l'autre forme choisie de socialisme. Changer l'équipe au pouvoir, arracher celui-ci aux minorités privilégiées, cela peut se concevoir, en exploitant bien toutes les contradictions du système actuel, et en n'hésitant pas à recourir à certaines formes de violence. Les « révélations » du club de Rome permettront d'*isoler* plus encore les *privilégiés* du régime actuel ; en soulignant, en clamant qu'ils nous mènent *tous* à la catastrophe. Cela ne suffirait pas, si les successeurs se saisissaient du pouvoir pour, eux aussi, en abuser, comme on le voit tous les jours.

Il faudrait aussi changer les hommes, et d'abord *la masse des semi-privilégiés* que nous sommes ; ce qui inclut beaucoup de travailleurs des pays riches. Comment leur faire accepter les disciplines qu'imposera un jour proche la nécessaire croissance zéro de leur consommation globale ? Comment rendre celle-ci plus supportable, et même finalement bien plus agréable que l'aliénation de ceux qui veulent toujours plus avoir, et se tuent au volant de leur voiture ?

Là réside le cœur du débat concernant le socialisme de demain, ses différentes conceptions possibles, et finalement l'avenir de notre « petite planète ». Avant d'aborder des problèmes aussi difficiles, il nous faut examiner comment essayer de parer, dans le proche avenir, les principales conséquences des menaces que nous percevons désormais beaucoup mieux, et qui pèsent sur notre futur : celui des pays dits *développés* — qu'on pourrait mieux appeler les *nations égoïstes abusives*.

Nous allons donc tenter, avec une hésitation croissante — mais nous ne pouvons plus nous dérober — d'esquisser en quatrième partie une série de mesures qui paraissent

sent s'imposer chez nous. Avant d'aborder (mais non de résoudre), en cinquième partie, quelques aspects politiques de ce problème : comment, par quelles voies, *faire accepter par la majorité démunie, et imposer à la minorité privilégiée*, des solutions souvent plus révolutionnaires que celles que proposent nos partis « dits » révolutionnaires ?

Il n'est guère probable que nous y réussissions. Je continue cependant à penser que, puisque nous fonçons à toute allure dans le brouillard vers un mur de ciment, mieux vaudrait freiner un peu trop tôt que beaucoup trop tard. Les troubles monétaires constituent le feu orange : il va bientôt virer au rouge ! J'avais écrit ceci en novembre 1972, tous les événements survenus depuis le confinement surabondamment, l'inflation démentielle montrant que nous perdons le contrôle de notre économie. Voici l'Italie en faillite virtuelle : à quand notre tour ? En septembre 1974, notre propre faillite se profile à l'horizon. Il y a plus de deux ans que nos gouvernants sont avertis, et ils commencent seulement, après un retard lourd de conséquences, à en tenir compte.

CHAPITRE IV

Mobilisation générale de survie, en pays riches égoïstes

1. UNE SÉRIE D'UTOPIES NON COMMUNISTES : CHANGER NOTRE ATTITUDE ENVERS LES PAYS DOMINÉS

Je m'étais jusqu'ici toujours défendu de parler en termes d'avenir lointain, en pensant que celui-ci ne pouvait nous apparaître que de plus en plus flou ; et je reste bien de cet avis : au-delà de quinze années en avant, on n'y voit plus guère. Mais nous fonçons à toute allure dans le brouillard ; il faudrait donc tout à la fois diminuer notre vitesse (les croissances) et trouver des phares plus puissants (un début de planification de l'économie mondiale). Les menaces conjuguées ont atteint une telle gravité qu'il nous faut rechercher des perspectives susceptibles de les réduire, sinon de les écarter. Même si, dans l'état actuel de l'opinion publique, de telles mesures semblent *encore* irrecevables par la majorité de nos concitoyens, il nous faut les y préparer : elles s'imposeront bientôt.

Car nous allons étudier certains des moyens de construire ce que Tibor Mende appelait *Un monde possible*, tâche de plus en plus difficile. En sachant bien que ce ne sont pas forcément les constructions les plus logiques qui seront adoptées. Ce monde n'est pas, ne sera jamais une construction rationnelle, mais un lieu de confrontations, de luttes, de compromis permanents. Une première certitude, personne ne peut *prédir* l'avenir : « Le

communisme n'est pas ce que veut ou pense tel prolétaire... mais ce qu'il sera, conformément à son être, historiquement contraint de faire²⁷. » Cette phrase de Marx et Engels nous paraît d'autant plus dépassée que *l'extrême abondance*, condition de ce communisme, n'est plus souhaitable. Ceci ne nous dispense nullement de nous préoccuper, d'examiner les possibilités du futur. Une seconde certitude : cet avenir n'étant nullement prédéterminé, n'obéissant à aucune loi révélée, n'a pas un sens arrêté : nous pouvons donc, surtout en tant que col-lectivités, avoir sur lui beaucoup d'influence. Si je ne le pensais pas, j'aurais déjà posé ma plume.

Ce que nous avons expliqué ci-dessus implique d'abord un changement d'attitude *total*, de la part des pays riches et égoïstes, envers les pays jusqu'ici dominés. Mieux que leur donner des conseils, trop souvent inadaptes — comme je viens sans doute de le faire une fois de plus — il faut, comme Don Helder Camara nous y invite, leur donner l'exemple, en rebâtissant notre propre économie dans une direction qui permettrait de faciliter leur développement.

Annulation des dettes, fournitures d'équipements gratuits pour une valeur de 5 % de notre produit national brut, organisation mondiale des marchés de matières premières, réduction de leurs importations alimentaires et des malnutritions, ouverture plus large de nos marchés à leurs productions agricoles (oléagineux, jus, conserves, sucre, viande...) de préférence transformées, valorisées ; mais plus encore industrielles (textiles, cuirs, meubles, électronique, jouets...), etc. Toutes ces propositions, qui sont sur le tapis depuis des années, mais n'aboutissent guère, constitueraient la première étape d'une *réorientation* totale, qui suivrait une meilleure prise de conscience. Un tel ensemble serait d'autant plus susceptible

de réduire le fossé qui nous sépare des pays dominés, que nous allons proposer de stopper la consommation *globale* de produits industriels des pays riches.

Encore faudrait-il, dans le même intervalle, fournir à tous ces pays pauvres les moyens d'accroître leur production agricole d'un volume tel que ces exportations accrues ne leur ôtent pas le riz et le pain de la bouche, ce qui arriverait si elles continuaient à être réalisées aux dépens des cultures vivrières. Il me paraît plus urgent encore de les voir : améliorer leur nutrition, la fourniture de matière première à *leurs* usines ; réduire leurs importations, développer leur marché intérieur. L'accent mis *d'abord* sur les seules exportations, thèse courante aux Nations unies, les incite à s'intégrer de plus en plus au marché mondial — qui les exploite ; on provoque ainsi l'apparition d'excédents, qui les ruinent, *au profit des riches acheteurs*.

Une deuxième étape nous conduirait à accepter une allocation progressivement centralisée à l'échelle mondiale des ressources rares ; donc le *raisonnement* des principales matières premières. Le plus difficile sera de réaliser un tel ensemble de mesures, comportant une réorientation aussi totale de notre économie, de nos productions, du commerce mondial, sans provoquer une crise économique mondiale de première grandeur, avec un effroyable chômage. Elle exigera sans doute une *planification décentralisée progressive de chaque économie nationale*, qui reste à définir ; et qui serait coiffée de certains organismes mondiaux, que nous avons déjà évoqués. A ces institutions, qu'il faudra préciser en leur temps, il sera nécessaire de tracer une *ligne politique* définie : nous n'allons en proposer que de premiers schémas, car ce n'est pas à nous d'en décider ; de toute façon, c'est prématuré.

2. CROISSANCE ZÉRO DE LA POPULATION RICHE ET DE SA CONSOMMATION INDUSTRIELLE GLOBALE

L'arrêt de la croissance de la population, qui s'imposera vite à l'échelle planétaire, est donc, nous l'avons montré, bien plus urgente en pays riches, qui gaspillent et polluent beaucoup plus que les autres. La réduction des inégalités permettrait de supprimer les aides à la natalité ; elle pourrait être suivie d'impôts pour la freiner ; puis d'une limitation autoritaire, d'un quota de naissances dans chaque pays riche. Si l'on y ajoutait les migrations progressives indiquées par l'histoire et la géographie, comme celles des Chinois du Nord et des Japonais en Sibérie, des Chinois du Sud, des Indiens, Bengalis et Pakistanaïes en Australasie, à Sumatra, dans les deux Amériques et en Afrique tropicale, etc., on ne trouverait bientôt plus de pays dépeuplés, à l'échelle mondiale.

L'économie des pays développés pourrait alors s'orienter, par étapes successives évitant les chomages massifs, vers une croissance zéro de notre consommation *globale* de produits industriels. Ce qui ne signifie nullement la *stagnation* de toute la production ; d'abord dans la mesure où il nous faudra construire de plus en plus d'équipements industriels, et fournir de plus en plus d'engrais (en attendant qu'ils les fabriquent eux-mêmes, avec les usines que nous leur donnerions), etc., aux pays pauvres. Ceux-ci cesseraient d'être dominés, du fait qu'on leur *donnerait* ce dont ils ont le plus besoin. Ce coup d'arrêt à notre consommation industrielle globale ne signifierait pas le maintien des misères actuelles, notamment celles des vieux, des jeunes sans emploi et des travailleurs immigrés. Nous avons pris position en faveur de migrations encore plus massives ; à condition de traiter correctement, en pays d'accueil, les travailleurs

migrants. A l'intérieur d'une masse de production industrielle globale que nous supposons constante pour la consommation intérieure, un souci plus marqué de justice sociale en devrait assurer une bien meilleure *distribution*, interne aussi bien qu'externe. Le logement et la nourriture pourraient être moins tributaires de l'industrie. La masse de la production industrielle étant en principe bloquée à un certain niveau pourrait, devrait être répartie beaucoup moins inégalement ; tout en tenant d'abord compte des nouvelles limitations, qui résulteront bientôt de l'allocation centralisée et rationnée des ressources rares.

Le premier pas taxerait de plus en plus lourdement les produits somptuaires (les grosses automobiles) ; en attendant leur interdiction, dans le cas des plus nocifs ou des plus dispendieux. Dans ce groupe, certaines denrées présentent au surplus un caractère marqué d'intimité, et leur fabrication pollue davantage. D'autres enfin, et nous touchons là au problème le plus effroyable, représentent la plus grande menace pour notre survie. Celle-ci nous commande donc de chercher par tous les moyens à les arrêter le plus vite possible : le lecteur l'a bien compris, il s'agit des *armements*, nucléaires et même conventionnels.

3. LIMITATION PUIS SUPPRESSION DES ARMEMENTS : UNE CERTAINE DÉVALORISATION DES ÉTATS

Les armements, et surtout les armes nucléaires, constituent la plus grave des menaces, du seul fait de leur existence. Ils gaspillent du travail, de l'espace, de l'énergie, des minéraux rares ; ils polluent dangereusement les eaux et les airs, provoquent des leucémies, et peut-être d'autres altérations génétiques encore mal reconnues. Nous luttons décidément contre de plus en plus de *peut-être*, qui

risquent de compromettre notre avenir. Les déchets de fabrication encore radio-actifs vont poser des problèmes de plus en plus difficiles, de plus en plus dangereux.

Politique-Hebdo du 12 octobre 1972 publie une photo impressionnante d'une partie des 18 000 blocs de béton où le centre de Saclay enferme ses déchets radioactifs, dont 500 sont déjà fissurés ou éjectés par le gel. On doit les évacuer par route sur La Hague, ce qui demandera cinq ans par les transports routiers prévus ! Par train, cela coûterait moins cher et ne prendrait que trois ans. Ce danger a été souligné par *Survivre et Vivre* *.

La coexistence pacifique de toutes les nations, armées ou non, est devenue une nécessité absolue pour la survie. A condition qu'elle s'accompagne du respect des plus faibles.

Les peuples, les travailleurs, ne se préoccupent pas assez de désarmement. Il suffit de dire qu'on le recherche « progressif et simultané » pour bloquer définitivement toutes les possibilités de sa réalisation effective. La destruction de toutes les armes nucléaires serait un premier pas positif, et le seul moyen d'empêcher leur dangereuse prolifération. Le désarmement unilatéral, tel que le proposait pour la France Louis Lecoin, donnerait au pays qui oserait le réaliser le premier un prestige international incontestable ; mais nous continuons les essais nucléaires.

Chaque Etat se propose de survivre au moins tel qu'il est, et prétend qu'il y est justifié ; certains cherchent encore à s'agrandir, comme Israël ; bien des frontières sont irrationnelles : au moins toutes celles qui héritent des conquêtes coloniales. Cependant, si on les remettait en cause, les sources de conflit seraient innombrables. On pourrait pourtant chercher à *dévaloriser progressive-*

* 5, rue Thorel, Paris 2^e.

ment ces limites si artificielles, aux origines si discutables, en diminuant par étapes les formes les plus dangereuses de la souveraineté nationale. La Nation a rassemblée les provinces, souvent par des conflits sanglants.

En France, Ph. Carrer rappelait récemment ²⁸ : « La croisade contre les Cathares, couronnée par le bûcher de Montségur, et qui vit ces pays de langue d'Oc, d'une civilisation plus raffinée que celle des vainqueurs du Nord, contraints par la terreur à passer sous le joug... Les scènes sauvages de la conquête du duché de Bourgogne, dont les habitants, passionnément antifrancs, lutèrent désespérément contre les troupes de Louis XI en 1479, après la mort du Téméraire... Il faudrait aussi mentionner les six mille Bretons morts à Saint-Aubin-du-Cormier, en 1488, pour l'indépendance de leur pays et peu avant la fin de celle-ci, vieille de huit siècles. » Il nous faut *dévaloriser* les mythes cocardiers !

L'unité du monde ne pourrait se réaliser au prix de luites d'ampleur comparable, à l'échelle planétaire, sans aboutir à un suicide généralisé. La suppression des armements exige donc non pas le *dépérissement* des Etats, car ils ne vont pas périr comme cela ; mais une diminution de leur pouvoir, en tant que puissances agressives. Ce qui conduirait vers un *pouvoir supranational*, doté de moyens lui permettant d'imposer des arbitrages, d'arrêter des conflits ; ce dont les Nations unies, créées dans ce but, mais privées de pouvoirs réels, se sont jusqu'à présent révélées à peu près incapables.

4. REDISTRIBUTION DES REVENUS, IMPOT INTERNATIONAL, ARRÊT DES CADENCES INFERNALES

Cette dévalorisation, ce recul de puissance des Etats, s'il se réalisait vers le dehors, pourrait alors plus aisément s'accompagner d'une réduction de ses fonctions de

contrainte à l'intérieur. Ce qui serait réalisable si la société était *moins hiérarchisée*, puisqu'un rôle fondamental des contraintes étatiques actuelles est le maintien d'inégalités injustifiables. L'acceptation généralisée des semi-austérités que nous allons examiner ne serait guère compatible avec le maintien d'injustices aussi accentuées que dans le monde riche actuel ; donc avec un éventail de revenus aussi ouvert, qui permet aux plus fortunés des formes de gaspillages parfois insensés — sinon mêmes ridicules ; ce qui ne diminue point leur insolence, ni leur nocivité.

Il nous faudra réduire puis arrêter tous ces gâchis, d'abord par une action réformiste, qui pourrait prélude à une transformation révolutionnaire, ou s'approfondir sans violence trop dangereuse. Elle chercherait à éviter un chômage massif, dans la période de transition vers l'économie de survie. Ceci exigerait une *fiscalité croissante*, jusqu'à devenir progressivement prohibitive, sur toutes les manifestations de luxe les plus gaspilleuses, les plus polluantes, les plus ostentatoires : yachts et avions de plaisance, châteaux et résidences secondaires somptueuses, automobiles de prestige, chasses gardées, etc. Et un impôt sur le revenu frappant plus encore les plus riches ; tout en débussquant nos fraudes fiscales, qui étonnent par leur ampleur nos amis anglo-saxons.

Un impôt sur le *capital* ne saurait être évité, spécialement sur le capital somptuaire ; ainsi qu'un renforcement des taxations sur l'héritage. Une partie définie de ces impôts alimenterait divers fonds de développement international. Cette idée fondamentale d'un *impôt international* commence à gagner du terrain dans les milieux des Nations unies. Il pourrait devenir, notamment à la faveur de l'émotion causée par l'environnement, le premier pas vers une organisation effective de l'économie planétaire.

Les activités somptuaires ainsi ralenties, armements

compris, libéreraient d'énormes quantités de métaux rares et de travail qualifié. Ce qui permettrait, surtout avec les progrès prévisibles de la productivité, de *beaucoup* diminuer le travail nécessaire, tout en accroissant les ressources en faveur des classes actuellement déshéritées, à la fois dans le pays considéré, et au-dehors. Une redistribution des revenus, un relèvement non hiérarchisé des bas salaires permettraient aux plus pauvres de se mieux nourrir, éduquer et vêtir ; tout en ouvrant des débouchés nouveaux à toutes les agricultures, internes et externes, et à tous les corps de métier. Ne nous dites pas que c'est irréalisable : en Islande, une serveuse de café gagne l'équivalent de 1 500 F par mois, un ministre 2 000 F, et un commandant de chalutier 2 500 F. L'éventail de salaires y est donc encore plus fermé qu'en Chine ! A Grenelle, en mai 1968, il eût été possible de commencer à « déhiérarchiser » plus les salaires.

La municipalisation des terrains à bâtir bloquerait les spéculations. L'affectation de tous les crédits disponibles aux logements modestes permettrait, en quelques années, d'en finir avec la lèpre des villas trop somptueuses, dont la contrepartie est le bidonville. Il ne paraît nullement indispensable de fournir à chaque famille un équipement électroménager individuel complet.

Au Québec, plus riche que nous, des grands immeubles comptent des installations collectives de machines à laver, que chaque famille utilise à son gré, en y introduisant pour l'ouvrir une pièce de 25 cents, puis son linge et ses détergents. Une transformation plus fondamentale exigerait cependant la prise de conscience rapide et l'acceptation réelle par tous, avant qu'il ne soit trop tard, de ce fait incontestable que constitue désormais la *rareté de la plupart de nos ressources* : ce qui obligerait à en tirer bien des conséquences.

Cette semi-austérité, nous le verrons, n'aurait pas que des aspects contraignants et restrictifs. Aussi ai-je sans doute tort d'utiliser le mot austérité. Certes on n'admettrait plus les gaspillages qui accroissent la misère des pauvres. Mais on réaliserait, du même coup, beaucoup moins d'intensité de travail. *Les cadences infernales du travail à la chaîne*, le travail parcellisé et abrutissant des O.S., de « nos » prolétaires africains, n'auraient alors plus aucune justification. La production réduite et automatisée n'augmenterait plus le chômage, mais les loisirs, quand la société se proposera comme objectif premier de *répartir* rationnellement entre tous la masse de travail social encore nécessaire. Ce qui exigera de nouveaux types de pouvoir économique de décision, et une économie dédagée des impératifs du Profit... Plus facile à dire qu'à faire, je le sais ; il faut quand même commencer par le dire. En précisant qu'un travail réduit, recomposé, moins parcellisé, aménagé par chaque équipe d'ouvriers, peut devenir enfin un véritable plaisir.

5. MINISTÈRE DU BLOCUS : IMPOT SUR L'ÉNERGIE ET SUR LES MATIÈRES PREMIÈRES, A RECycler

Cette nécessaire et urgente compréhension de la gravité de la situation peut être accélérée par la création d'un ministère du blocus, comme celui qui fut confié en septembre 1939 à Georges Monnet par Daladier. Cette institution, caractéristique de l'état de guerre, serait de par son nom même susceptible de mieux parler à nos imaginations. Si chaque nation — et les riches d'abord — instituait un tel ministère, corollaire logique de celui de l'environnement, nos opinions seraient mieux préparées à comprendre plus rapidement — et la vitesse sera essentielle — la nécessité de l'organisme mondial

d'allocations centralisées des ressources rares, que nous avons esquissé ci-dessus.

Comme étape intermédiaire applicable immédiatement, *en guise de transition vers la société socialiste de survie*, je me réfère aux écologistes anglais, qui proposent d'inciter à l'économie des ressources rares en les taxant : propositions auxquelles nous avons déjà fait allusion ci-dessus (III, 10) : « L'impôt sur les matières premières... calculé pour permettre à nos réserves de durer longtemps... pénaliserait l'usage intensif de ressources, récompenserait l'emploi intensif de main-d'œuvre... inciterait au recyclage. »

Les métaux des avions américains abattus au Vietnam sont immédiatement récupérés, tandis que nos cimetières d'autos constituent autant d'ordures, inutiles et dégradants. Le montant de l'impôt pourrait bientôt être fixé à un niveau tel que la récupération des métaux de nos voitures abandonnées, tout comme le recyclage de l'ensemble de nos « rebuts », en soient rendus économiquement intéressants. Ce qui impliquerait une réorientation des méthodes de fabrication de nos véhicules et machines, vêtements et articles ménagers : pour les rendre d'abord plus durables, puis plus faciles à recycler.

Bertrand de Jouvenel me rappelait judicieusement qu'on n'avait jamais trouvé d'or dans nos poubelles. Avec les mesures préconisées, un jour viendrait vite, où l'on n'y trouverait plus d'étain (qu'autrefois on récoltait en campagne pour en faire des couverts, et au catéchisme, pour « racheter » les petites Chinoises) de zinc, de plomb ou de cuivre. La profession de brocanteur, ferrailleur, petits récupérateurs de métaux (et autrefois de peaux de lapins, au temps des élevages domestiques florissants) y retrouverait un regain d'intérêt. Les Allemands du temps d'Hitler classaient leurs déchets (épiluchures pour porcs,

papier, métaux, le reste). Nous y ajouterons les plastiques.

Nos amis écologistes anglais proposent * un *impôt sur l'énergie*, qui favoriserait l'économie des ressources et constituerait un frein à la pollution : « les gros consommateurs d'énergie, qui sont aussi les grands pollueurs, s'en trouveraient pénalisés ». Ils conseillent aussi un impôt d'amortissement, proportionnel à l'espérance de vie du produit, qui serait de 100 % pour les produits durant moins d'un an, en se réduisant jusqu'à zéro pour ceux qui dureraient plus d'un siècle. « Le plastique, caractérisé par sa longue durée de vie, ne serait utilisé que pour des produits également faits pour durer, et non pas pour nos emplettes quotidiennes. » Ce plastique commence à remplacer le métal pour beaucoup d'usages durables, substitution qu'il y a intérêt à encourager partout où il n'est pas nuisible : donc pas comme récipient pour transfusion du sang, car il y a eu des accidents.

Les disettes d'électricité et d'eau pourraient être réduites par des barèmes progressifs, les tranches supérieures de consommation de chaque foyer payant de plus en plus cher : à l'inverse de ce qui se pratique actuellement, où l'on oblige les pauvres à payer un minimum de consommation, souvent 60 mètres cubes d'eau par an, même s'ils ne l'utilisent pas. Chacun prendrait mieux qu'aujourd'hui au Québec soin de fermer sa lumière ou son climatiseur en quittant la pièce. Le bain serait souvent remplacé par des douches, et les savons ou détergents utilisés devraient permettre l'emploi des eaux usées pour l'irrigation, ce qui réduirait les conflits pour l'eau entre la ville et la campagne. « L'industrie s'en trouverait incitée à installer des systèmes d'utilisation de l'eau en circuit fermé. »

Faute de telles mesures, nous serons obligés d'établir

* Comme Schueller dès 1936.

partout des barrages de retenue, de noyer toutes nos vallées²⁹ ; et finalement nous manquerons quand même d'eau pour les usages essentiels. On étudie le transport des icebergs entourant les pôles, enveloppés de plastique isolant ; et les premiers calculs semblent montrer que l'eau ainsi traînée dans les océans reviendrait moins cher que les adductions actuelles en Californie. Ce pourrait être une solution intéressante seulement à titre transitoire, car le capital d'eau accumulée, tout comme l'eau fossile pompée à grande profondeur (Sahara), est une ressource non renouvelable. Il faudra ensuite se contenter du revenu de la glace nouvellement formée.

Le ministère du blocus, qui serait chargé tout à la fois des importations, des productions locales et de l'utilisation des ressources rares, publierait périodiquement l'état de la situation sur les divers « fronts de bataille ».

Dans cette perspective de pénuries, et si l'objectif *accepté était une justice sociale réelle à l'échelle mondiale*, toute notre politique économique devrait être révisée. Il n'est guère possible d'en aborder tous les aspects, qui se révéleront seulement au fur et à mesure d'événements souvent imprévisibles. Mais une action urgente apparaît possible et nous semble s'imposer en ce qui concerne le symbole le plus frappant de notre société, dans son ère de pollution-gaspillage la plus accentuée : la voiture particulière.

6. TRANSPORTS COLLECTIFS CONTRE VOITURES PRIVÉES

Nos villes sont en train de devenir de plus en plus invivables : ce que ne saurait mesurer le produit national brut, qui incorpore à son acif même les quantités d'essence brûlées dans les embouteillages, alors qu'elles devraient être décomptées au passif, comme les morts,

les blessés, les infirmités permanentes, le prix de réparation des voitures accidentées (supposé accroître, lui aussi les divers produits nationaux !). A. Sauvy nous a montré de quels privilèges exorbitants l'auto privée et le camion du transporteur routier ont été dotés en France. En octobre 1972, on apprend que le trafic routier dépasse, pour la première fois, celui du rail. Et les camions de 38 tonnes obtiennent le droit de détériorer les routes et d'abîmer, par leurs secousses, véritables tremblements de terre, le Colisée de Rome, la cathédrale de Milan, sinon notre Panthéon. A ces privilèges, ajoutons le plus important, la formation des nuages polluants, la dégradation de l'atmosphère. Il est urgent de réagir.

Le but serait, pour en restreindre la croissance puis le nombre, de *pénaliser* l'auto privée par divers moyens. D'abord parce qu'elle occupe, nous dit Aurélio Pecci³⁰, un des grands patrons de Fiat, « une portion de sol urbain 25 fois supérieure par personne à celle que prennent les moyens de transport collectifs ». Aussi ne devrait-on pas se vanter, comme le fit Helmut Schmidt le 22 septembre 1972, le jour du sabordage du cabinet Brandt, que si en 1969 il fallait 1 000 heures d'ouvrier pour se payer une Volkswagen, en 1972 il en suffisait de 650 ! L'aérotrein Paris-Lyon consummera 9 litres de gas-oil pour transporter un passager sur 440 km, en deux heures et en toute sécurité.

On rendrait d'abord l'achat de l'auto privée bien plus onéreux, par une TVA renforcée qui, en première approximation, pourrait en tripler au moins la valeur, et la décupler pour les grosses voitures. La taxe d'utilisation (vignette) serait bien plus élevée les premières années de la vie d'une voiture, et irait ensuite en diminuant, plus rapidement après cinq années, pour s'annuler à partir de la dixième année : de façon à encourager la

fabrication d'une moindre variété d'autos bien plus simples mais très durables, et les soins de ceux qui les entretiennent mieux. Dans une telle hypothèse, la taxe sur l'essence serait aussi accrue. Nous savons qu'il s'y ajouterait dans la même période, le coût d'extraction et les redevances accrues du pétrole, qui iront en augmentant rapidement : il manque déjà aux Etats-Unis !

En même temps on subventionnerait, à l'aide d'une partie des taxes ainsi obtenues, toutes les formes de transports collectifs ; surtout s'ils ne polluent pas, comme les trolleybus, tramways à voie réservée et trains électriques. Il faut élever le coût d'utilisation de la voiture privée à un niveau tel qu'on ait un gros avantage pécuniaire à prendre le train, même s'il s'agit de 4 ou 5 personnes : une sortie en voiture doit devenir un *grand luxe*. On subventionnerait également les bicyclettes, et on ne taxerait pas les vélomoteurs les moins polluants, les moins dangereux (moins de 50 cc de cylindre, moins de 50 à l'heure).

Des autocars rapides et bientôt électriques, en grand nombre, sillonneraient alors les campagnes. Les tramways ou trolleybus électriques redonnent, dans les villes décongestionnées, la possibilité de se déplacer rapidement et partout sans sa voiture. Ils seraient gratuits, de sorte que les non-usagers le paieraient aussi par leurs impôts, et l'on libérerait de leur prison tous les poinçonneurs du métro. Déjà des voitures électriques circulent à Dijon, et Florence pense mettre des vélos banalisés à la disposition de ses habitants. Tout le centre des villes, soit pour Paris plus de la moitié de sa superficie actuelle, pourrait et devrait très vite être interdit au stationnement privé gratuit. Le prix du stationnement payant serait progressivement relevé, jusqu'à le rendre quasi prohibitif, et enfin l'interdire.

En seconde étape, c'est la circulation privée elle-même qui serait défendue, sauf nécessité justifiée et à certaines heures (livraison le matin, reprendre des achats l'après-midi...). Le but serait de réserver tout le centre aux moyens de transport en commun, autobus, camions, pompiers, taxis ainsi qu'aux ambulances, etc. Le réseau métropolitain serait du même coup étendu et amélioré, avec un confort du type RER. La réduction et l'étalement des heures de travail, tout comme celui des mois de vacances, permettrait de réduire les stupides congestions, de mieux employer nos installations de loisirs... La voiture électrique serait, dans une étape ultérieure, la seule admise pour le trafic encore autorisé en ville.

Sur la route, les privilèges des transporteurs routiers, qui les favorisent tant par rapport au rail, alors qu'ils sont devenus des empoisonneurs publics, seraient supprimés. La quasi-totalité des fruits et primeurs des grandes zones de production (vallée du Rhône, de la Garonne, de la Loire, Bretagne, Roussillon...) peuvent être amenés, pour Paris jusqu'à Rungis, ainsi qu'aux autres grands centres consommateurs, par trains rapides, avec bien moins de secousses et dans des conditions de fraîcheur au moins égales à celles des camions. Ceux-ci seraient logiquement subordonnés au rail, pour les distributions à partir des gares, facilitées par les conteneurs ; pour les dessertes locales, transports de la ferme ou des marchés locaux aux marchés-gares, qui seraient devenus les centres les plus importants de vente, de triage, d'emballage et d'expédition.

Tous les matériaux lourds, briques, tuiles, pierres, charbon, coke, minerais, peuvent utiliser plus largement nos canaux — qu'il faut approfondir — et le chemin de fer. Le turbo-train, le train électrique à grande puissance, puis l'aérotrain permettraient des transports plus

rapides, et surtout moins polluants et beaucoup plus sûrs que n'importe quelle autoroute ; tout en coûtant bien moins cher d'établissement, à trafic égal ; et en soustrayant moins d'espaces verts, de champs productifs ou de parcs de loisirs ; donc en permettant de produire plus d'oxygène. Une double voie ferrée débite autant de voyageurs et de marchandises que 18 voies d'autoroute, 9 dans chaque sens. Avec cinq fois moins d'énergie. Cette politique pourrait justifier les lignes secondaires de la SNCF, que seuls les privilèges abusifs concédés aux transports routiers et aux autos privées ont récemment contraintes de fermer.

Dans chaque gare serait installé un centre de location de vélos, vélomoteurs électriques et voitures électriques, permettant de gagner rapidement son domicile. Des vélos, vélomoteurs et taxis électriques banalisés pourraient être mis ensuite à la disposition du public dans chaque ville. Si l'homme veut se déplacer de plus en plus — aux Etats-Unis, il consacre aux déplacements plus du cinquième de son budget — il lui faut, nous dit Peccei « réduire d'autres éléments du niveau de vie et surtout procéder à une régulation draconienne des naissances ».

En attendant, on devrait vivre multiplier les sentiers de piétons et pistes cyclables, comme aux Pays-Bas, qui permettront à ceux qui ne pollueront point, ne gaspilleront pas d'énergie, et auront droit de ce fait à toutes les faveurs de la collectivité, de circuler sans être comme actuellement à chaque instant en danger de mort du fait de chauffards abusifs, pollueurs sans nécessité, et peu soucieux de la vie d'autrui. Dans la banlieue d'Ottawa, j'ai risqué la mort en allant au supermarché à pied : idée qui semblait tout à fait saugrenue à mes amis québécois.

7. VOYAGES AÉRIENS RATIONALISÉS ET RÉDUITS

Que les 2 % de peuples riches seuls aillent de plus en plus nombreux et de plus en plus vite en avion représente désormais, pour nos climats et pour nos réserves, un danger qui deviendra bientôt difficilement acceptable. Derrière chaque « Jet » se forment des traînées de vapeur, et l'ennuagement au-dessus de l'Atlantique semble nettement accru depuis que se multiplient les vols transocéaniques. Les premiers vols à supprimer sont ceux des militaires, qui ne cessent de promener, à grands frais pour les contribuables, leurs engins capables de massacres sans précédents. Le carburant ainsi gaspillé, non seulement sans profit, mais en faisant peser sur nous tous une effroyable menace, manquera à nos descendants, qui auront tout lieu de se plaindre de notre imprévoyance ; ils diront même de notre folie.

Nous avons déjà pris — un peu tard, ce n'était pas dans notre rayon de travail habituel — position contre le *Concorde* et les autres avions supersoniques, car ils consomment beaucoup plus, donc polluent au moins trois fois plus, pour chaque passager transporté. Ce qui reste hors de mesure avec les quelques heures de temps ainsi « gagné ». Ils démoliront la couche d'ozone qui, en haute altitude, nous protège des rayons ultra-violet mortels. Personne n'est si précieux, sauf s'il s'agit des messagers d'une paix menacée. En 1971 et 1972, j'ai traversé l'Atlantique en « jumbo-jet » géant, comptant 350 places, qui n'étaient même pas remplies au tiers ou même au quart de leur capacité, mais qui n'en brûlaient pas, de ce fait, moins d'essence : donc trois ou quatre fois plus de carburant par passager transporté qu'il n'était réellement nécessaire. Le 6 juin 1973, sur le Japon

Air lines, de Paris à Athènes, nous n'étions que 2 passagers dans un Boeing 707, Alfred Sauvy et moi-même !

La « lutte concurrentielle » entre les compagnies aériennes présente des avantages certains pour le client, qui s'en trouve mieux servi. Au point de vue de l'avenir de l'humanité, on peut légitimement considérer un tel client, avec toutes ses exigences d'horaire et de raffinement dans le confort, comme abusif. Une organisation internationale rationnelle des transports sur les lignes les plus fréquentées pourrait se faire par accord entre les diverses compagnies, ce qui permettrait de ne laisser partir, au besoin avec quelque retard, que des avions bien remplis.

Il s'agirait dans une certaine mesure d'une généralisation du système des charters, où l'on paierait d'autant moins cher qu'on serait en mesure de fixer son départ, donc d'acheter son billet, plus en avance. L'homme d'affaires qui se décide au dernier moment paierait plus cher la priorité qu'il réclamerait. Mais l'ensemble des voyages aériens doivent être freinés, pour épargner nos ressources rares et notre atmosphère. A ce point de vue, la baisse des tarifs de charters, et celle des transports normaux, représente un danger. Certes cela accroît la culture des jeunes, mais d'autres vont se « repaître » de l'exotisme et profiter des misères, par l'artisanat et la prostitution à bon marché. Et ces facilités sont réservées aux peuples riches, accroissant leurs privilèges.

Les avions de plaisance seraient les premiers à décroquer, au moins autant que les grosses voitures privées ; car leur pollution, leur répercussion sur les climats, s'ils continuaient à se répandre au même rythme, risqueraient bientôt de devenir insupportables. L'embouteillage des aéroports pose déjà des problèmes insolubles, avec longue attente (inutile, polluante, dangereuse) avant de

pouvoir atterrir, risques de collision augmentés, terrains d'atterrissage illimités, gaspillant des surfaces toujours accrues, pollutions de bruit insoutenables pour les riverains de Roissy et d'Orly...

Toutes les prévisions d'expansion d'infrastructure, d'équipement, de production, si on les mettait bout à bout, ou plutôt côte à côte ne laisseraient, à la fin du prochain siècle, nous l'avons vu à propos de la Californie, plus guère de verdure. Le moment est venu de prévoir plus longtemps à l'avance, au lieu de continuer à gaspiller sans compter nos ressources, qui sont *toutes* limitées. Même l'air pur, que les traités d'économie classique citaient comme marchandise sans valeur, parce qu'on le croyait illimité. En fait, sa qualité baisse aussi vite que sa valeur s'accroît...

8. FREINER L'URBANISATION EFFRÉNÉE

La ville démesurée représente l'expression d'une série de dangers des plus redoutables pour notre avenir. Si l'on continue à s'acheminer vers une pollution accrue, chacun cherchera à s'en sortir chaque jour ; les banlieues chic abritent de belles villas, entourées de grands jardins ; mais ceux qui les habitent, de plus en plus éloignés, polluent encore plus pour se rendre au travail. Et elles immobilisent une proportion excessive de terres, retirées de la production. Des villes-satellites plus rationnelles et plus éloignées réduiraient certains de ces inconvénients ; mais il faudrait sans doute aller plus loin, *en décourageant l'urbanisation* elle-même, comme on le fait en Chine. Ce pays cherche à ne pas dépasser 110 à 120 millions d'urbains, et pour ce faire renvoie d'autorité dans les communes populaires rurales la majorité de ses lycéens. La ville de Bologne en Italie décide, dès 1972, de ne plus s'agrandir.

La vie près de la nature est de plus en plus appréciée. Au lieu de séparer par de si longues distances (pour les riches !) l'activité et le repos quotidiens, on pourrait chercher à les rapprocher, en créant de plus en plus d'emplois, en installant de plus en plus d'activités dans les villes petites et moyennes, dans les bourgs ruraux, et même dans les villages : des mesures fiscales y inciteraient. Les résidences secondaires des Parisiens ou des Marseillais pourraient ainsi être promues au rang de résidences principales. Ces néo-ruraux n'iraient plus guère en ville que pour les loisirs et certains achats ; les grandes agglomérations s'en trouveraient ainsi fort décongestionnées.

Une vie culturelle plus intense pourrait être développée dans les bourgs de campagne et les villes secondaires. Le corps enseignant, les ingénieurs, les médecins, certains retraités, etc., seraient capables de provoquer, d'animer des débats passionnants sur les grands problèmes économiques, culturels ou politiques : comme les moyens de sortir plus vite de la misère les migrants et les sous-développés ; ou l'avenir de la cité, de la région revivifiée, de la nation de préférence « déchauminisée » et du monde, avec les organismes planétaires à concevoir. Les arts de toute sorte deviendraient accessibles à une proportion croissante de la population. L'art dit abstrait n'est qu'une forme de décoration, et celle-ci est à la portée de tous. Avec du bois et des couleurs, chacun peut décorer sa maison ; avec des plantations, établir un jardin qui soit une œuvre d'art ; japonais ou italien, à la française ou à l'anglaise, suivant le goût et l'espace disponibles.

De chaque mètre carré il faut faire une source d'oxygène. Toutes ces activités créent des richesses non polluantes, à la différence de l'industrie. Le cinéma facilite la décentralisation des loisirs. La télévision, si

elle était enfin indépendante des pouvoirs, pourrait devenir un instrument de formation permanente, de culture populaire revivifiée. Si elle était plus décentralisée, Alsaciens, Bretons, Basques, Corses et Occitans pourraient se faire entendre dans leur langue maternelle, qui ne serait plus méprisée : les Flamands y sont bien arrivés, en Belgique.

Comment freiner l'urbanisation délirante qui est en cours ? Par des pressions économiques d'abord : en y rendant, par des taxes spéciales, l'acquisition des logements bien plus onéreux ; et en subventionnant les constructions aux seuls emplacements recommandés. La spéculation immobilière en sera du coup freinée, puis bloquée (collectivisation) ; ce qui n'ira pas sans pressions ni grincements de dents. Mais surtout *en créant plus d'emplois* à la campagne et dans les villes modestes, et moins dans les grandes agglomérations.

Les campus universitaires, s'ils regroupent un ensemble important d'unités d'enseignement et de recherches, de grandes écoles, etc., de disciplines différentes, peuvent créer des noyaux de vie intense, des pôles de développement intellectuel en plein milieu rural. Cette année 1974, il y a quarante et un ans que je m'efforce d'enseigner (et d'apprendre !) des notions d'agriculture, puis d'économie rurale et même de « développement » au numéro 16 de la rue Claude Bernard, au milieu des pavés, du ciment, de l'asphalte et des odeurs d'essence du quartier Latin de Paris ! Nous y fêterons le centenaire de l'installation au cœur de Paris en 1976 !

Favoriser l'habitat à la campagne ne devrait pas entraîner l'affectation de surfaces excessives aux parcs et jardins de plaisance *privés*. Si, comme il est fort à craindre, nos propositions d'arrêt démographique ne se réalisent pas aussi rapidement qu'il apparaît, non

pas désirable, mais absolument indispensable, il semble nécessaire de réserver la majorité des surfaces encore disponibles pour la production agricole, et pour les loisirs *collectifs*. Les grands parcs privés qui entourent les châteaux anglais, par exemple, seraient ainsi ouverts au public : au moins à certaines heures, dans une phase transitoire. L'habitat en hauteur s'impose en pays surpeuplés, comme les Pays-Bas, s'ils veulent conserver au siècle prochain un minimum d'agriculture. Cette activité, de son côté, pourrait recevoir une orientation assez nouvelle ; que vont devenir les champs de l'avenir ?

9. UNE ALIMENTATION CORRECTE POUR TOUS

Les pays pauvres manquent de protéines ; les pays socialistes — la Chine et ses voisins exceptés — ont beaucoup de mal à développer, à moderniser et à intensifier, autrement que par une motorisation mal étudiée, leur agriculture. Les pays riches, faute de débouchés, bloquent une part croissante de leur capacité de production, ou détruisent une fraction des denrées produites, un peu vite baptisées « excédents », du seul fait qu'ils ne trouvent pas en face d'eux une demande *solvable*. On recouvre de mazout les pêches et les pommes diées invendables ; alors que tant d'entrants et de vieillards de ressources modestes seraient fort désireux de les consommer. Dans le système économique actuel, leur distribution s'avère une tâche difficilement compatible avec le maintien de la rentabilité des diverses activités existantes : raison de plus pour essayer d'en changer, d'en sortir, par ruptures violentes ou étapes progressives. Les quantités de besoins non satisfaits sont, de par le monde, bien supérieures à toutes nos montagnes de beurre et autres stocks. Une économie distributive à

l'échelle mondiale chercherait donc à faire consommer tout ce qui est produit : par une meilleure répartition, nationale et internationale, des masses disponibles de pouvoir d'achat. Une économie de *transition vers les socialismes* et la *survie* pourrait commencer par créer un fond international d'achat des excédents agricoles (en commençant par les protéines pour enfants, déjà évoquées). Il en assurerait ensuite la distribution, à des conditions dépendant des ressources de chacun (donc pas toujours gratuites), à tous ceux qui en auraient besoin.

Dans une étude du bulletin de nutrition de la FAO (octobre-novembre 1971), Patrick François nous montre que compter sur la seule expansion économique pour réduire la malnutrition nécessiterait des accroissements de production inaccessibles — sextupler de 1962 à 1985. « Une politique d'aide monétaire ou une distribution d'aliments aux groupes en déficit est certainement la solution la plus économique... une politique de sauvegarde pourrait être assurée par des dons extérieurs, dans la mesure où ils n'entraveraient pas l'effort de production intérieur par une concurrence inacceptable en termes de développement économique... Une politique d'expansion des disponibilités alimentaires serait largement inopérante sans un faisceau de mesures de sauvegarde économiques et sociales. »

À condition que ces distributions ne jouent pas le rôle de frein pour la production agricole locale, comme le fait souvent la trop fameuse « Public Law 480 », créée essentiellement pour écouler les excédents nord-américains (dont la destruction massive pourrait être mal accueillie, quand il y a de véritables famines), tout en favorisant la propagande de ce pays. Ce fonds international achèterait *d'abord* les excédents des pays pauvres, pour leur ouvrir, à eux aussi, un marché

rentable ; mais il se porterait ensuite acquéreur des produits des pays riches, qui seraient, qui sont à l'heure actuelle indispensables pour réaliser une nutrition satisfaisante pour *tous*.

La distribution porterait ses efforts dans trois directions principales. D'abord pour les zones atteintes de famine, comme le Bangladesh en 1971-1975. Le Maulana Bakhani disait, en août 1972, que des milliers de ses compatriotes mouraient de faim, au milieu de notre indifférence générale. Une famine chronique sévit, depuis des millénaires il est vrai (y a-t-il prescription, de ce fait ?), pour les plus pauvres familles des Indes ; et depuis au moins un siècle dans les montagnes andines. Preuve que la solidarité internationale, la « libération du besoin » (Freedom from want), proclamée dès la naissance des Nations unies, reste à peu près lettre morte.

On s'occuperait plus spécialement des mères enceintes et allaitantes, et des enfants, de la naissance jusqu'à une dizaine d'années. On veillerait à ce que ces catégories de populations, reconnues plus *vulnérables* (depuis les études de la Société des Nations dès 1937), là où la malnutrition a des effets plus graves, reçoivent effectivement le minimum de protéines indispensables *au plein développement de leur capacité physique et mentale*. Se contenter des distributions de repas scolaires ne suffit pas, pour au moins deux raisons. Les plus pauvres, les plus éloignés de l'école n'y vont pas, dans nombre de pays d'Asie méridionale, d'Afrique, même d'Amérique Centre-Sud et du Moyen-Orient. Ensuite, pour ceux qui y vont, les carences d'âge préscolaire — et même prénatales — risquent d'avoir déjà causé des dégâts irréparables dans leur organisme.

10. CHANTIERS DE TRAVAIL ET RÉFORMES AGRAIRES

La troisième série d'opérations porterait sur les chantiers de travail, nourrissant les paysans en morte-saison agricole, spécialement en cas de mauvaises récoltes, pendant le temps qu'ils consacrerait à des améliorations foncières, susceptibles d'accroître et l'emploi permanent, et la production agricole courante. Partout à travers le monde, les possibilités d'investissements pour ces types de travaux sont énormes : d'abord dans le domaine de la petite hydraulique, du drainage, des lutttes contre les inondations et les érosions, des plantations fruitières et forestières, du nivellement des rizières pour variétés à haut rendement, de clôture et d'établissement de prés artificiels, de pistes d'accès, etc.

J'ai montré dans mes essais antérieurs à quel point de tels travaux sont généralement négligés ; notamment en Inde, souvent au profit de l'habitat et de la viabilité des villages qui, même s'ils restent utiles, sont beaucoup moins pressants. Un ordre de priorité doit être établi, qui donnerait la préférence à tout ce qui accroît *la production et l'emploi*. Mieux vaut, en nourrissant les travailleurs de ces chantiers, *prévenir* d'éventuelles famines que d'avoir ensuite à les secourir, sous forme de soupes populaires : non seulement improductives, mais attentatoires à la dignité des secourus ; donner du travail, non de la mendicité.

Les résultats de ces chantiers ne sont pas toujours aussi fructueux qu'en Chine. En Inde *le shramdan*, le travail volontaire, est généralement tombé à un niveau très bas, pratiquement nul : une farce ! En Tunisie, bien des paysans ont abandonné leur champ vers 1956-1960, pour accourir sur les chantiers de chômage, où

ils gagnaient plus que dans leurs exploitations trop marginales. Ces chantiers se sont consacrés surtout à des travaux anti-érosifs, mais sur des terres qui n'en valaient pas toujours la peine. Et à des plantations, établies sur des fonds de propriétés mal définis, de sorte qu'on n'en prenait guère soin ensuite ; les résultats d'ensemble sont peu brillants, car la *bureaucratie* dominait toutes ces réalisations ²⁵.

La « *promotion nationale* » au Maroc a planté des vignes de table dans le Rif ; les paysans, travaillant sur des terres qui ne leur appartenaient point, n'y appartaient pas grand soin, et se préoccupaient d'abord de faire durer le chantier : l'indemnité était leur but, et non pas les résultats du travail lui-même. Enfin, ces dernières années, les travaux étaient faits de plus en plus au profit particulier des puissants, des généraux, des notables. Dans la région d'Azrou, en 1971, on pouvait noter 1 à 2 % seulement des journées de travail consacrées à des travaux d'intérêt public, irrigation ou lutte anti-érosive. Le reste était dépensé dans des propriétés particulières, où les officiers faisaient aussi travailler leurs soldats. Les plantations d'agrumes sur fermes d'Etat cubaines n'ont pas toujours été bien soignées, il suffit de noter la lenteur de croissance des arbres...

Le travail le moins coûteux, pour la collectivité nationale et mondiale, est celui que les paysans accomplissent *dans leur village*, ou aux environs immédiats ; ce qui permet d'économiser toutes les dépenses d'habilement, de transport et même d'outils à main des bataillons de jeunesses paramilitaires. Le travail le plus soigné, surtout pour les plantations, est celui que ces paysans feraient pour eux, *sur leur ferme* ; et non pas au profit du grand propriétaire voisin, du commerçant et de l'usurier ; ou encore sur une coopérative de production bureaucra-

tisée, à laquelle ils n'auraient pas *demandé* d'adhérer. Ce qui pose la question préalable de réformes agraires, si nécessaires, et qui pourtant ont souvent donné des résultats tout à fait insuffisants, sinon parfois négatifs. L'exploitation paysanne reste sans doute, pour de longues décennies, la meilleure forme d'entreprise en milieu peu développé : reste à l'aider par diverses formes de coopératives.

Si les paysans reçoivent d'abord un minimum de formation générale, technique et économique, il sera ensuite plus facile de leur faire comprendre que le microfundium, à un certain stade de développement (Chili, Cuba), ne peut plus être modernisé économiquement. Comme Jacques Chonchol au Chili, on accorderait alors la priorité à l'éducation de ces paysans, puis à leur formation permanente, à l'aide d'un encadrement qui se ferait plus persuasif qu'autoritaire, et devrait pour cela être *dévoûé* à la cause paysanne, donc politiquement motivé. A ce moment, de *petites coopératives* de production agricole, si elles sont demandées par les paysans, et mises en *auto-gestion*, auraient de meilleures chances de réussite que des fermes d'Etat géantes. Dans de telles équipes de travail, chacun hésiterait plus à tirer au flanc, car il saurait qu'il vole des camarades de travail au visage connu...

Enfin faudrait-il que l'Etat ne laisse pas les grandes firmes de l'industrie et du commerce exploiter ces entreprises semi-artisanales ; sinon, selon l'heureuse expression de Michel Gutelman ³¹, la réforme agraire risquerait de tourner vite à la mystification agraire. Une organisation, cette fois plus centralisée, d'approvisionnement et d'écoulement des produits de ces paysans et de ces petites coopératives serait donc nécessaire pour leur ménager un large accès aux marchés nationaux ou internationaux.

Un tel schéma, écrit en pensant surtout aux latifundia

sud-américains, ne pourrait être mieux dessiné sans préciser de quel pays on parle, et à quel niveau de développement il se situe. La solution à proposer en Zambie, où l'on part d'une culture itinérante dite primitive, et où le maintien du paysanat paraît indiqué, ne pourrait se comparer à celle qui serait adaptée après l'éventuelle « réforme » d'un grand domaine péruvien. Ces problèmes agraires ont été jusqu'ici négligés, ou trop schématisés par les études de transition vers les socialismes. La survie posera aussi bien d'autres questions.

II. UNE AGRICULTURE DE QUALITÉ ET DE SURVIE : POUR UNE HUMANITÉ LIMITÉE

Les écologistes me semblent condamner un peu rapidement toute l'agriculture moderne, en parlant de ces « monocultures artificielles » que seraient nos champs cultivés. Il y aurait certes intérêt à mieux étudier les polycultures de défriche des agricultures itinérantes, trop vite dites primitives. Les rendements d'igname sur défriche forestière, sur la côte nord de Nouvelle-Guinée, sont impressionnants. On a incité les Africains à passer un peu vite aux monocultures, notamment pour le coton, avant d'y avoir regardé de plus près : ce qu'il faudrait faire maintenant.

Nous avons déjà refusé d'accepter la condamnation absolue et dogmatique de toutes les formes d'engrais chimiques par l'agriculture biologique, qui affirme, souvent avant de l'avoir prouvée, la nocivité de tous ces fertilisants « chimiques ». Dans la nature, tout ce qui existe a une composition qui peut se décrire en ses éléments chimiques, mot auquel on ne peut donc attacher une signification péjorative. Cela dit, il est des abus contre lesquels il est urgent d'agir, et que les

tenants de l'écologie ont eu le mérite de dénoncer.

Le plus bel exemple, si l'on peut s'exprimer ainsi, d'extravagances modernistes dangereuses est celui que nous avons rappelé (1, 8) des déjections rejetées sans soin dans les rivières des Etats-Unis, accompagnées d'abus massifs de nitrates, alors nuisibles. Il nous faut retrouver partout, à la ferme comme au jardin, même de plaisance, l'utilisation soignée de tous les déchets organiques, que l'Allemagne de 1936-1944 faisait mettre en poubelles à part, pour en nourrir ses cochons. Qu'on les réserve au moins au fumier, et la structure du sol en sera améliorée, l'érosion réduite, les besoins d'engrais artificiels amenés. Si nos égouts débouchent dans les champs cultivés, ils fertiliseront et pollueront moins les eaux ; si on laboure un peu plus de prairies, on pourra réduire l'usage des engrais azotés, avec plus de légumineuses.

En mai 1972, j'ai trouvé la ville de Melbourne, un samedi, couverte de véritables nuages de fumée. Car toutes les villas de banlieue, qui occupent la plus grande partie de la ville, brûlaient les feuilles mortes d'automne de leurs jardins en incinérateurs, au lieu d'en faire des composts ! Le Nord-Vietnam utilise ses vidanges comme fertilisants, après une fermentation à température assez élevée pour y détruire tous les germes nocifs. De toute façon on peut les enfouir, et ne pas les répandre sur les cultures maraîchères. Notre conception du tout à l'égout doit être révisée, et conduire dans les champs tous les déchets fermentescibles et fertilisants, nos excréments.

La lutte contre les insectes peut être menée par des insecticides d'origine végétale et non dangereux, du type pyrèthre. Ou par l'utilisation d'insectes, virus ou autres organismes parasites de ceux qui se révèlent dangereux. Introduire les herbicides ou les tracteurs dans des pays où sévit un chômage massif apparaît une mesure fort

discutable, nous avons pu le rappeler récemment à Ceylan, en circonstances particulièrement dramatiques²⁵. Les crédis pour la recherche de ces techniques de lutte biologique sont tout à fait insuffisants. Car ces méthodes non polluantes sont souvent plus ardues à mettre au point.

La conception même de l'agriculture de demain dépendra essentiellement du nombre de bouches à nourrir. L'alimentation du type « nord-atlantique » actuel correspond à une forme sompuaire de nutrition, du reste réservée aux populations les plus riches. La viande de bœuf, ni les autres produits de l'élevage, ne pourront être distribués en quantités comparables aux *7 milliards d'habitants de l'an 2000*, même dans les hypothèses les plus follement optimistes de croissance de la production agricole.

L'austérité alimentaire serait donc appelée à se durcir en fonction du nombre d'habitants. Elle ferait surtout appel à l'alimentation *végétale*, aux extraits de protéines de feuilles, aux tourteaux oléagineux, aux algues, levures de pétroles et autres microorganismes. Ces levures que les pauvres Iraniens refusent par dignité, car « ça vient des riches ». Ce qui permettrait une alimentation rationnelle équilibrée, non dépourvue d'agrément. Les fruits, souvent moins chers que les légumes, sont appelés à les remplacer en partie.

Quant à ceux qui voudraient que le camembert, le carré de Charolais et les fruits de mer soient encore à la disposition de leurs arrière petits-enfants, il leur faut comprendre que cela dépendra des décisions démographiques qui seront prises par eux dans les toutes prochaines années. Une alimentation de haute qualité avec huîtres et vins fins, champagnes de Champagne, ne pourra jamais être distribuée qu'à un nombre *limité* d'humains ; ou soit en réduisant le nombre total de ces derniers ; ou

en accroissant le *niveau actuel d'injustices*, en maintenant, par un apartheid mondial réservant les minerais aux riches, la majorité des peuples à un niveau infrahumain... De Ceylan en Mauritanie et en bien d'autres lieux, *l'esclavage n'a pas encore été entièrement supprimé*. Chez nous, il prend la forme des travailleurs migrants. Sous les Tropiques on les appelle des paysans, des fellahs, des nhaqués, des conucos, des mélayers (bargadars), des raïvais...

L'agriculture de *survie* enfin est celle qui protégera le patrimoine commun de l'humanité, nos sols, de toutes les formes de destruction. Ce qui s'appelle d'abord apport d'humus, puis adoption des pratiques conservatrices du sol, et d'abord des dispositifs nécessaires pour éviter les diverses formes d'érosion. Elle pourrait envisager certaines formes d'utilisation de l'énergie animale : le travail avec chevaux, bœufs ou mulets, du moment que l'on ne serait plus bousculé et surmené, car délivré de la recherche du plus-avoir, peut retrouver un caractère d'agrément ; il permet de philosopher, me disait Jules Grand, maraîcher à Cavailhon. Cet agrément serait plus marqué encore sur les océans.

12. LES OcéANS NE SONT PAS INÉPUISABLES, MAIS SERONT PROPRIÉTÉ COMMUNE

Des 69 millions de tonnes de poisson pêchées en mer en 1972, la FAO pensait qu'on pourrait *peut-être* élever un jour la production à 140 millions de tonnes. Mais celle-ci diminue déjà. Ce chiffre ne sera sans doute pas atteint, et il y a déjà une réduction des stocks existants, donc de la production future : comme on l'a déjà fait pour la baleine et la sardine de Californie, et comme on est en train de le faire pour le saumon atlantique et le hareng de la mer du Nord, le thon du golfe de

Guinée. Certes la production actuelle de la mer en organismes vivants serait de l'ordre de 100 milliards de tonnes, mais le phytoplancton et le zooplancton, ces organismes microscopiques que l'on disait inépuisables « ne peuvent être récoltés économiquement dans un avenir prévisible ».

Encore ces prévisions comportent-elles 20 millions de tonnes pour les pêcheries intérieures — rivières, lacs et réservoirs, étangs de pisciculture — dont l'avenir dépend largement du futur degré de pollution. On pense aussi développer la mariculture, « l'élevage » en mer, qui est réalisé actuellement surtout pour les mollusques, et un peu les algues, mais pourrait se développer plus largement, se généraliser pour les poissons eux-mêmes ; surtout dans les estuaires et lagunes côtières, où les conditions sont très favorables. Sur les plateaux, soit 20 % des océans, se trouve 80 % de leur richesse biologique. Mais ce sont justement ces bords de mer et ces basses vallées qui sont les plus menacés par la pollution croissante. On y ferait surtout des huîtres et fruits de mer, produits de luxe ; seules les moules peuvent donner un aliment économique, et elles intéressent les pays pauvres, car elles ne coûtent guère que du travail.

Certains marais difficiles à drainer, ou peu propres pour la culture — trop acides, avec sels d'aluminium toxiques « libres » — que l'on convertit à grands frais en mauvaises rizières, conviendraient bien mieux à la pisciculture intensive, transformés en étangs qui donneraient bien plus d'aliments, et surtout plus de protéines. On est en train de reconsidérer, dans cette perspective, des plans d'aménagement rizicoles à Taïwan et en Corée ; et ceci pourra intéresser demain, la paix revenue, certaines rizières « toxiques » du sud-Vietnam, qui donnaient trop de soucis aux paysans et aux agronomes.

Mais les océans, nous dit Bertrand de Jouvenel dans une communication pour « *Pacem in Maribus* » (1971), ne sont plus seulement : « masse liquide qui porte les vaisseaux et contient les poissons... elle repose sur des fonds riches de pétrole et de gaz naturel ». Aussi les Américains, qui ont tant gaspillé leurs richesses naturelles et s'inquiètent de manquer de pétrole, sur lequel ils ont bâti tout leur développement, toute leur civilisation, ont, par une déclaration du 28 septembre 1945 « fait connaître que le gouvernement des Etats-Unis regardait comme relevant de son contrôle et ressortissant de sa juridiction les ressources naturelles du sol et du sous-sol du plateau continental s'étendant sous la haute mer à partir des côtes des Etats-Unis ». Ce plateau était défini par des épaisseurs d'eau inférieures à 200 mètres ; du même coup, les USA « contrôlaient » plus de 2 millions de kilomètres carrés d'océans, plus de 4 fois la France !

Aussi sont-ils actuellement bien mal venus de contester au Chili, à l'Equateur et au Pérou, le droit proclamé par eux le 18 août 1952 à Santiago du Chili, d'étendre leur exclusive souveraineté et juridiction sur une zone maritime de 200 milles (370 km) à partir de leur côte ; même si le plateau continental est bien plus étroit sur cette côte du Pacifique. Les Etats Unis se préoccupaient d'abord du pétrole. En effet, une proportion chaque année croissante d'hydrocarbures est retirée des fonds marins ; on atteindrait déjà 15 %, on prévoit plus de 40 % en 1980, mais avec des risques de pollution croissants, des mesures de sécurité tout à fait insuffisantes. Risques accrus par le transport de ces pétroles, qui font plus de la moitié de la masse transportée en mer ; et 62 % des tonnes-kilomètres réalisées !

Risques accrus du fait du gigantisme des tankers, qui dépassent désormais le demi-million de tonnes ; et de l'in-

suffisance de mesures de sécurité prises sous le couvert des pavillons de complaisance, tel le pavillon libérien, sous lequel naviguait le trop célèbre *Torrey Canyon*. Son commandant venait de servir sans interruption depuis 366 jours, aussi n'est-il pas étonnant qu'il ait heurté un récif près des îles Scilly, à l'extrémité ouest de la Grande-Bretagne.

La dépense quotidienne de tels monstres ne permet pas au profit de les laisser en repos : on aurait cependant pu relever l'équipage ! Les déversements des fleuves et des égouts, les ordures des bateaux et surtout le nettoyage en mer des pétroliers qui y déversent des masses de polluants vont (si on continuait le semi-laissez-faire actuel, l'insuffisance d'application de réglementations déjà trop timides) réduire la production et l'agrément de ces derniers espaces libres du globe, ces océans. Sur lesquels je propose des « palaces flottants » très différents de ceux de Colin Clark (1, 1).

Il y a actuellement de par le monde des masses de chômeurs ; il souffle sur la mer des vents inépuisables. Les alizés furent utilisés pour traverser l'Atlantique, et la mousson alterne sur l'océan Indien. Bien des jeunes aimeraient étudier l'océanographie, ou seulement respirer l'air vivifiant, et parfois se battre avec les tempêtes. Ce qui est luxe de sportifs milliardaires pourrait devenir, dans la perspective de carburants rares (et dès lors réservés à la pétrochimie), une activité productrice en même temps que délassement plein d'agrément. Ces jeunes bâteraient des voiliers allant du millier de tonnes pour les caboteurs aux 30 000 tonnes pour les néo-transatlantiques, qui utiliseraient à tout instant les meilleurs vents sur la base de renseignements météo et de conseils résultant du calcul d'ordinateurs, qui leur seraient transmis par radio. Ces voiliers supposent toutefois que l'on a réussi à limiter la

population, sans quoi toutes nos utopies s'effondreraient.

Mais les océans constituent aussi le seul espace de la planète non nationalisé. Il est grand temps de les *internationaliser* réellement, donc de les soumettre à une autorité commune, qui empêchera d'abord d'y embusquer ici et là les armes terrifiantes dont nous parle Robin Clarke. Elle réglementera ensuite les pêches, pour y protéger les espèces existantes, et par là les productions futures d'aliments. Mais surtout le sous-sol marin, si prometteur en métaux comme en pétrole, s'il devenait propriété commune, serait exploité *au profit de la Communauté internationale*, et spécialement de ceux de ses membres qui en ont le plus besoin, les pays attardés et dominés, qui toucheraient les royautés, ou mieux encore participeraient eux-mêmes à l'exploitation de ses richesses.

A Caracas, du 20 juin au 29 août 1974, on a discuté du droit des mers, sans résultats. Le groupe du Tiers Monde dit des 77 proposait la collectivisation de la partie internationale des Océans, pour qu'elle leur profite. Les Etats-Unis demandent, pour celles de leurs sociétés disposées à exploiter les minerais des fonds marins « un droit exclusif sur les zones concédées » ! Les richesses du globe aquatique seraient alors réservées à « leurs » multinationales.

Il nous faut, maintenant que nous avons schématisé certaines mesures économiques qui nous apparaissent prioritaires, tant en pays attardés et dominés qu'en pays développés et sur les mers, regarder d'un peu plus près — pas de trop près — les *problèmes politiques* que ces mesures ne vont pas manquer de poser. Comme elles seront reliées au degré de prise de conscience atteint à chaque étape, elles nous obligeront bientôt à repenser totalement, comme Ivan Illich nous y invite, notre conception de l'éducation.

Auparavant nous allons une fois de plus donner libre cours à notre indignation, premier stade de la révolte, — dût-on nous accuser de moralisme ou de sentimentalisme. C'est par un profond sentiment de *refus des injustices* les plus marquées, et non par une idée préconçue d'un sens de l'histoire, que nous adhérons aux valeurs impliquées par *le socialisme*. Nous n'avons pas protesté quand une revue communiste nous a traité de socialiste « sentimental ». Sans un sens plus poussé de la justice sociale, par quoi se justifierait le socialisme, qui trop souvent a bien mal débuté ?

Les Etats-Unis manquent de pétrole (février 1973), nous allons rationner le fuel ; ailleurs le sucre, au prix exorbitant ; les stocks de céréales fondent, l'Inde et le Bangladesh ne peuvent s'en procurer assez pour nourrir tous leurs habitants. Tous ces clignotants s'allument à la fois, mais nos « gros chars » — comme on dit au Québec — de l'Etat ont des conducteurs myopes, qui refusent de porter des lunettes. Il est grand temps de leur *arracher* le volant, avant que la collision nous enlève nos derniers espoirs de survie. Ce n'est plus le moment de se chamailler sur le sexe des anges chez Lénine et Rosa Luxembourg.

La FAO nous avertit solennellement : de Dakar à Dacca, des millions d'hommes vont mourir de faim. L'Inde n'a pu acheter les 6 millions de tonnes de céréales dont elle a besoin, avec 3 elle a épuisé ses devises — ayant dû payer bien plus cher. Il manquera 3 millions de tonnes au Bangladesh — compte tenu des privations considérées comme « normales », soit un seul repas par jour 3 mois de l'année. Je l'avais dit en 1966 : « Nous allons à la famine. » Je suis bien navré de me voir justifié.

CHAPITRE V

Injustice ou survie : hommes et pouvoirs nouveaux

I. DOMINATIONS, ARMEMENTS, EXPLOITATIONS. ALIÉNATIONS, GASPILLAGES : RALBOL.

Il reste que nous essayons de construire des utopies relativement rationnelles, quoique par définition prématurées ; et que le monde n'appartient pas au seul ordre de la Raison. Il nous faudra cependant réagir vite, car les menaces sont pour très bientôt ; et nous sommes tous des otages de la survie. Avant même l'épuisement des ressources non renouvelables et la réalisation d'un niveau de pollution insupportable, notre monde d'injustices peut aboutir à une amplification, une accélération des misères et des révoltes ; ces dernières sont en cours d'exécution, ici et là : elles sont sorties du domaine des hypothèses.

Halte à la croissance, lance le club de Rome. Oui, mais cette toute relative « halte » ne deviendrait acceptable *qu'après la réalisation d'une série de préalables* que nous allons chercher à regrouper, à schématiser une fois de plus, pour essayer de rendre aux jeunes qui refusent de démissionner de nouvelles raisons de se battre, et quelques motifs d'espoir.

Nous commencerons par proposer une *halte aux dominations* des peuples et des travailleurs des pays pauvres par les puissants des pays riches, alliés aux minorités privilégiées de ces régions dominées. Tibor Mende conseil-

l'ai récemment dans *le Monde* ³² « d'affronter le conflit d'intérêt indéniable entre un monde industriel déterminé à maintenir et à augmenter son opulence, d'une part, et les peuples des pays sous-développés, luttant pour leur survie et leur *dignité*, d'autre part... le monde industriel rejoint les intérêts et les préférences culturelles des minorités dirigeantes des pays bénéficiaires... abaissant plutôt qu'améliorant la capacité des pays pauvres d'importer des matériels productifs et maintenant au pouvoir des minorités dont les politiques prolongent des pratiques beaucoup plus coûteuses que toute l'aide reçue ».

Pour « au moins, cesser de nuire », il conseille d'arrêter les achats d'armements, la fuite des cerveaux, les refuges offerts aux capitaux fugitifs (des riches, des dirigeants) et les compromissions avec la corruption. Au premier abord, ceci paraît réalisable sans réformes de structure, dans le simple cadre d'un *capitalisme honnête* — bien qu'il suffise de juxtaposer ces deux mots pour sentir à quel point ils jurent entre eux...

La contradiction principale de notre époque ne se situe plus entre patrons et ouvriers, dirigeants et dirigés des pays riches. J'ai vu à New York une bande d'ouvriers du bâtiment partir battre les étudiants de Columbia University, qui luttent contre la guerre du Vietnam : en 1972, ces « prolétaires » ont préféré Nixon à Mac Govern ! La contradiction première me paraît plutôt se glisser entre les prolétaires des temps modernes que sont les masses rurales, les habitants des bidonvilles et autres chômeurs et sous-employés miséreux des pays dominés d'une part, et tous ceux qui les exploitent de l'autre : y compris les ouvriers aisés des pays les plus riches, ceux qui roulent en grosse voiture de Toronto à New York, de Chicago à Los Angeles... et à Paris. Il y a déjà un siècle, Engels soulignait que les ouvriers anglais

profitaient de l'impérialisme britannique. La position ambiguë de notre classe ouvrière d'Europe occidentale l'empêche de se lancer à fond contre les injustices au plan mondial, car elle en profite aussi.

Plus urgente encore, même si elle apparaît encore plus difficilement réalisable — mais elle est liée — serait une *halte aux armements* qui gaspillent les ressources rares, hâtent la venue des sordides pénuries, ruinent les pays pauvres, nous menacent tous d'une lente dégradation génétique et d'une soudaine fin du monde, par suicide atomique. Des pouvoirs supranationaux, dans nos utopies — si elles ne se réalisent pas trop tard — en arriveraient un jour à disposer seuls des forces encore indispensables pour faire exécuter leurs arbitrages.

Alors que l'Afrique du Sud et même Israël peuvent se permettre de bafoyer les Nations unies, que les Etats-Unis ont pu détruire le Vietnam, hommes, villes et écoles, dignes, flore et faune, sans être mis au banc des nations civilisées, un organe de police mondial ne pourra être instauré que si les peuples, les premiers intéressés, l'imposent ; donc *s'ils prennent le pouvoir*. N'oublions pas qu'en trois printemps au moins (Paris 1936 et 1968, Prague 1968), les masses ont su aller plus loin que les partis, les ont forcés à se dépasser ; mais elles n'ont pas pris le pouvoir, *nulla part*.

Halte aux exploitations et aux aliénations, en cherchant à construire par étapes successives une société non point idéale, angélique et parfaite, mais moins injuste, moins gaspilleuse, et moins contraignante ; une variété *toujours imparfaite* de socialismes plus soucieux de survie prolongée que les régimes actuels. De la Tanzanie à la Chine, de la Yougoslavie au Vietnam et aux « contestataires de tous les pays », sans oublier le Pékin de 1966, d'intéressantes tentatives se

déplioient dans ces directions. Il y aura un long chemin à franchir, dans le tunnel où nous avons été fourvoyés, avant de parvenir à la clarté ; du reste ces notions, exploitation comme aliénation, seront toujours discutées et discutables ; la notion même de plus-value est difficile à préciser concrètement, à chiffrer.

Halte au gaspillage, sous toutes ses formes, et elles sont multiples ; en retrouvant les racines de la morale paysanne : austère, prévoyante, prudente et pleine de dignité. Ayant vécu deux guerres mondiales, j'ai dû travailler pour produire (1914-1918) ou transporter (1940-1944) ; aussi je reste choqué par le moindre gaspillage, à un point qui étonne mes jeunes amis, surtout au Québec. Ce n'est pas pour rien que j'ai été élevé dans un respect « religieux » du pain : preuve qu'une éducation peut marquer. Avec *l'homme très impartait* dont nous disposons pour bâtir les sociétés nouvelles, seule une distribution *beaucoup* moins inégale des revenus pourrait éviter que les privilèges, même modestes, ne continuent à gaspiller aussi impunément et allègrement qu'ils le font aujourd'hui.

Le gaspillage des incessants et souvent inutiles déplacements d'autos particulières constitue la première cible ; car il représente le plus important et le meilleur symbole de tous les autres. Le budget de la General Motors, nous dit Marc Penouil³³, représente six fois le produit intérieur brut réuni des sept Etats de la Communauté économique de l'Afrique de l'Ouest (instituée par un traité signé à Bamako le 3 juin 1970) : soit Côte-d'Ivoire, Dahomey, Haute-Volta, Mali, Mauritanie, Niger et Sénégal ! Le produit du plus riche, la Côte-d'Ivoire, estimé à 1,4 milliard de dollars en 1969, correspondait à celui de la Régie Renault ! Nous sommes *conditionnés au gaspillage*, base indispensable de l'économie de profit.

Nous pourrions être éduqués — ou rééduqués — à ne *plus jouir de biens qui nuisent aux plus déshérités*. Car la plupart de nos autos privées ne représentent que des abus intolérables de privilèges, qui contribuent à accroître la misère des pauvres, à compromettre notre survie.

2. LA RÉVOLTE, LE NOMBRE ET LA DURE AUSTÉRITÉ, OU L'LAISANCE POUR MOINS DE GENS ?

Enfin et surtout, *Halte à l'explosion démographique* (sans laquelle toute notre Utopie s'effondre), car elle accélère la venue des pénuries et des pollutions insoutenables, par l'expansion, même modérée, des populations riches et gaspilleuses. Du même coup, halte à l'expansion de la population dans les pays *pauvres surpeuplés*, des Caraïbes aux Indes, à l'Égypte, et surtout à l'Asie méridionale. Même en supposant la réalisation progressive d'une meilleure répartition des gens et surtout des biens, un peu analogue à celle que nous préconisons, il nous faudra *choisir entre le nombre et l'aisance*. Le premier entraînerait toutes les privations d'une austérité qui serait rendue de plus en plus dure ; la seconde exige une population mondiale *limitée* à un niveau assurant enfin à *tous* une vie digne d'être vécue ; mais permettant aussi de préserver la nature, donc de garantir la survie.

Certes les pays riches pourraient essayer de cacher « la tension montante et la misère généralisée derrière le rideau répressif d'une sorte d'apartheid mondial », nous dit Tibor Mende ; tout en se réservant les minerais et pétroles ; mais alors les révoltes se généraliseraient. Nous avons donc le choix entre un monde d'injustices et de révoltes croissantes, aboutissant à une *catastrophe* mondiale désormais certaine si on prolongeait les ten-

dances actuelles. Ou la *discipline* de plus en plus contraignante d'un monde moins inégalitaire, mais *surpeuplé*, et par là encore répressif ; où les déplacements, notamment, seront autoritairement contingents. Ou encore l'*aisance* (qui pourrait être fort agréable à tous ceux qui apprécieraient les choses simples, la nature, les arts et l'entretien vrai avec ses semblables) d'une humanité limitée au taux le plus bas possible, si nous la voulons *agréable*.

La population mondiale de 1975, avec près de 4 milliards d'individus, nous paraît déjà trop nombreuse. Un très haut niveau de vie, si on voulait le prolonger dans la nuit des temps, exigerait une forte réduction de ce nombre, au moins de moitié. Se résigner aux 7 milliards d'habitants pour l'an 2000, c'est vraiment ne pas se rendre compte des multiples conséquences de ce « laponisme » d'irresponsables. Doubler notre population en trente années exige de construire ou d'établir dans le même espace de temps *autant* de logements, de capacité de production agricole et industrielle, de moyens d'éducation et de santé, sinon d'infrastructure générale et d'équipements, etc., qu'on l'a fait au cours des *quelques millénaires* qui nous précèdent.

« Autant » serait même inexact, si on désirait légitimement abaisser les injustices, en élevant largement le niveau de vie infra-humain de la majorité de l'humanité, une fois réduits les plus dangereux gaspillages. Il nous faudrait donc « faire » beaucoup plus que tout ce qui a été réalisé depuis les pharaons. Je cherche en vain des appréciations des difficultés de cette tâche dans les études prospectives des Etats-Unis, ou des Nations unies — à l'exception du Bureau international du travail, en octobre 1972. Faire des calculs savants pour prospecter l'avenir ne suffit plus. Le feu est à la maison, le moment est venu d'appeler les pompiers.

Les recherches médicales peuvent trouver des moyens encore plus efficaces et pratiques de contraception, qui pourraient être mis par les pays riches (une fois qu'ils les auront généralisés chez eux) à la portée des plus pauvres.

Mais leur proposer une telle politique ne pourrait devenir acceptable qu'après l'éducation des intéressés et l'adoption d'une série de mesures impliquant une réelle *solidarité* sur le plan de la planète où nous sommes tous embarqués, bon gré mal gré — donc après que le pouvoir aura été *arraché* des mains des riches et des puissants. Ceux-ci n'hésiteront sans doute pas, au cours des prochaines années — comme au Vietnam — à se servir des menaces et même de la guerre, pour s'assurer le maintien, sinon l'accroissement de la *proportion déjà exorbitante des matières premières rares qu'ils gaspillent* : concept renouvelé du pillage du Tiers Monde.

En 1951, Truman commandait à Philips H. Coombs une étude sur l'approvisionnement en matières premières jusque 1975, qui fut curieusement appelé « Ressources pour la liberté » (le FLO du Québec n'a pas réussi son projet de faire sauter le bras portant la lampe de la statue dite de la *Liberté*, à l'entrée du port de New York). Les Chinois seront un jour en droit de revendiquer la part des ressources mondiales rares qu'ils épargnent aujourd'hui, dans le cadre de leur austerité acceptée.

Jusqu'ici nous avons en somme proposé pour les meetings de jeunes une série de slogans, d'*incantations*, qui ressemblent un peu aux litanies que les curés faisaient répéter sans fin aux vieilles bigotes dans les églises. Or celles-ci n'ont jamais permis de réaliser un monde inspiré de l'Evangile. Nous butons une fois de plus sur le problème essentiel, celui du pouvoir : sur ce terrain non

plus, nous ne sommes ni trop optimistes, ni trop pessimistes. Tout va dépendre de la vitesse avec laquelle la majorité des exploités prendra réellement, profondément conscience de la gravité de la situation, et saura en tirer toutes les conséquences...

3. LES CATASTROPHES PROBABLEMENT INÉVITABLES

Les forces anti-impérialistes sont encore trop faibles et surtout trop divisées pour espérer leur triomphe rapide. Il est permis d'hésiter à y inclure l'Union soviétique, qui aide certes le Vietnam, mais occupe militairement la Tchécoslovaquie, et « domine », elle aussi, toute l'Europe de l'Est. A l'intérieur, le *Stalinisme* de Roy Medvedev³⁴ nous montre une société encore largement infectée par le poison totalitaire. Les pays dominés risquent donc fort de le rester encore longtemps, surtout du fait de leur désunion — qui n'a pu être cachée à la conférence de la CNUCED de Santiago du Chili, en avril-mai 1972. Dans les instances internationales, l'insuffisance de technicité de leurs délégués ne leur permet pas toujours de défendre leurs positions avec assez d'efficacité, dit-on à la FAO.

A ce point de mon raisonnement, la plume risque de me tomber des mains. Les paysans charentais n'ont accepté d'organiser des coopératives laitières, tout à la fin du siècle dernier, qu'après avoir plusieurs années durant « mangé de la vache enragée », exploités qu'ils étaient au dernier degré par le commerce du beurre. Les riches et les puissants, et même les semi-privilegiés que nous sommes, ne réaliseront le danger de l'évolution actuelle qu'au moment où ils en souffriront personnellement et gravement. Mais la pollution sera alors devenue insoutenable, les minerais se feront très rares ; et les pauvres n'accepteront plus une misère offensant leur

dignité, quand elle est confrontée à une opulence sans cesse accrue des riches.

Certes le redressement, s'il survient à un stade plus tardif, sera beaucoup plus laborieux, l'austérité plus dure. Des restrictions démographiques plus tardives seraient plus contraignantes, pour permettre la simple survie. Notre seule consolation sera peut-être d'avoir, avec bien d'autres, averti à temps, si nous ne nous sommes pas trompés ; mais nous ne serons plus là pour le constater. Même si le club de Rome apparaît à beaucoup trop pessimiste, j'estime qu'il se doit de l'être, chaque fois qu'il y a doute : on ne peut plus jouer la survie de l'humanité sur une série nombreuse de paris, bien plus stupides et plus dangereux que celui de Pascal.

Le seul espoir réside alors dans une prise de conscience bien plus rapide, par le plus grand nombre, de l'extrême gravité de la situation. Barry Commoner nous montre que, si les eaux de surface polluées manquent de plus en plus d'oxygène, outre une odeur fétide partout généralisée, les bactéries dangereuses qui prolifèrent dans les sols s'y développeront, accroissant terriblement les risques d'épidémies : nous ne savons plus où nous allons. Aux préoccupations légitimes énoncées par le club de Rome, il faut ajouter un souci (plus poussé que son timide appel) de justice sociale réelle, à l'échelle nationale et surtout internationale. Ce serait le seul moyen de désarmer les éventuels terroristes de la misère du monde, qui ne seront demain plus seulement des Palestiniens, si nous osons prolonger et même aggraver l'actuel degré d'exploitation.

Le seul espoir des malheureux, ils le comprennent de mieux en mieux, sera de nous faire peur. Et notre société si artificielle, si complexe, devient de ce fait de plus en plus vulnérable à l'audace de ceux qui n'hésiteront pas

à faire le sacrifice de leur vie. Alors ? Il nous faut essayer de reconstruire un vrai *Nouveau Monde* (je n'ose plus dire une Nouvelle Société, terme trop galvaudé), sur des bases entièrement repensées, avec des hommes formés, forgés, reforcés, par des méthodes d'éducation totalement renouvelées, dans le cadre de structures sociales en constante évolution.

4. UNE ÉCOLE PARTICIPANT À LA PRODUCTION, POUR TUEUR LE MÉPRIS DU TRAVAIL MANUEL

La ségrégation actuelle, parfois plus poussée que jamais, entre travailleurs manuels et intellectuels, conduit bien des jeunes de nos familles aisées, du lycée à l'université, à ne jamais « travailler » avant 25, sinon 27 ans ! Ensuite, de leur auto à leur bureau et à leur résidence, ils ne feront aucun travail manuel ; sauf peut-être la tonte de leur pelouse, et parfois du sport. Pendant ce temps, pour ramasser nos ordures, balayer nos rues, et servir de domestiques, ce qui nous reste de prolétaires ne suffit plus : il faut faire appel à des esclaves d'un nouveau type, baptisés immigrés : d'Espagne et du Portugal, de la Turquie, du Maghreb et maintenant tropicaux. Un maçon à Aix présente son manœuvre tunisien comme « son esclave », et le traite de même. L'écart entre les rémunérations des divers travaux s'accroît plutôt chez nous ; il s'amplifie davantage encore à l'échelle internationale.

Le mépris du travail manuel qu'enseigne ce système d'éducation s'étend vite à celui qui le réalise, surtout quand il s'y mêle du racisme. Tant qu'il persistera, toutes les tentatives d'une société moins inégale en resteront au niveau des propositions moralisatrices, des incantations. Supprimer ce mépris n'a pas été réalisé pleinement en Union soviétique. Il exigerait d'abord que *chacun*,

au moins au début de sa vie, ait largement participé à un travail manuel. Il n'est certes point question de revenir à l'exploitation du travail des enfants de 1820-1840. Mais j'ai toujours regardé avec sympathie le jeune Américain distribuer des journaux après l'école pour avoir son argent de poche ; et l'étudiant québécois gagner, en cinq mois de vacances, l'essentiel de ses sept mois de scolarité. Quand ils ont travaillé avec des ouvriers agricoles, ils en ont des choses à m'apprendre, mes étudiants de l'université d'Ottawa !

L'école chinoise comporte au village un jardin, où les enfants commencent à travailler très jeunes. À 6 ans on peut repiquer, sarcler en terre légère, arroser avec un petit arrosoir, commencer à produire ses légumes. Ce qui aura coûté de la sueur, on aura moins tendance à le jeter : avec le travail et le travailleur, on respectera aussi le fruit du travail. Dès 10 ans, les écoles chinoises organisent des ateliers, dont la production est vendue. Voici donc des enfants qui participent à la production, ne sont plus des parasites, et se montrent au contraire très fiers de collaborer déjà à la construction du socialisme.

Dans une telle société, le travail est devenu la première valeur, avec l'étude du socialisme ; et même un plaisir ; la richesse n'est plus estimée ; dès que la société n'y incite plus, l'appropriation privée n'est plus tellement désirée : on vit fort bien sans auto, de la Chine en Corée du Nord et au Vietnam. Si nous avions su développer un tel état d'esprit dans les écoles d'Afrique tropicale, celles-ci coûteraient moins cher aux budgets locaux, qui ne peuvent plus les supporter ; et surtout elles produiraient moins de chômeurs. Car la plupart de leurs élèves actuels se refusent ensuite à tout travail manuel ; lequel reste, dans leur tête bien mal remplie, le lot des analpha-

bêtes. En utilisant ses mains, non pas dans la chaîne abrutissante de l'atelier automatisé, mais sur l'établi de l'artisan, on développe, avec la capacité manuelle de l'enfant, une autre forme d'intelligence, aussi indispensable que celle du raisonnement abstrait. Le travail diversifié, recomposé, à l'usine et aux champs en alternance, devient une joie, nous dit William Morris ; il supprime les ségrégations manuels-intellectuels, villes-campagnes.

C'est de ce côté-là qu'il faut agir d'urgence, en cessant de se résigner : *apprendre à être*. Le rapport de la commission Edgar Faure de l'UNESCO ne dénonce pas autant qu'il le faudrait les ravages en pays dominés de l'école occidentalisee. On y prévoit qu'en 1980 230 millions d'enfants de 5 à 14 ans ne fréquenteront pas l'école, et qu'il restera 820 millions (29 %, mais 40 % de femmes et 20 % d'hommes) adultes illettrés. Ces prévisions oublient les quasi-analphabètes, qui n'ont rien appris en 1 à 3 ans d'école. Elles pourraient cependant être largement démenties, si dès ce jour on repensait totalement la conception de l'école, en accordant la priorité, sur un système scolaire trop coûteux et bien peu efficace, aux campagnes d'*alphabétisation fonctionnelle rénovée*, suivie d'une *éducation permanente* totalement repensée. Elle irait bien plus loin que l'UNESCO, en visant d'abord la compréhension par le paysan du monde socio-économico-politique moderne, seule manière de lui permettre de s'y intégrer en y jouant son rôle, qui sera décisif.

De ce rapport Faure, pourtant international, *l'exemple chinois* — que n'ignore point son président — est malheureusement *exclu, ce qui lui ôte beaucoup de sa valeur*.

La production agricole pourrait être grandement amé-

liorée par la formation professionnelle et sociale des jeunes producteurs (paysans, artisans, ouvriers, laissés pour compte du système scolaire actuel), qui leur apprendrait, avec la lecture et l'écriture, les techniques *et les sociétés* modernes. Cette formation-alphabétisation devant recevoir, dans notre schéma, la majorité des crédits destinés à une éducation qui serait devenue permanente. L'école classique, avec moins de moyens, devrait alors faire travailler les enfants, ce qui paierait la majeure partie des frais de scolarité. Les paysans « formés-alphabétisés » seraient enfin en mesure de participer à leur destin, de mieux comprendre les problèmes de modernisation agricole, de commercialisation... et d'une domination qu'ils seraient, de la sorte, invités à ne plus accepter. Ils commenceraient, comme en Chine, à participer à l'éducation de leurs enfants, dans *l'école rénovée* ; puis à organiser *leurs* coopératives.

L'école ne viserait plus en premier l'élevage sélectionné, élitiste, se consacrant presque uniquement à la petite minorité accédant aux niveaux supérieurs. Elle rechercherait *la promotion collective du village* : enfants, jeunes et adultes réunis, dans un système d'éducation permanente et d'enseignement mutuel, dont Ivan Illich trace des schémas intéressants ; mais il aurait dû pousser plus le dessin. Le plus difficile résidera dans la formation des maîtres, qui devraient être des animateurs et des politiques autant que des éducateurs, et finalement de véritables apôtres.

L'internat relié à une plantation d'agrumes, de café ou d'ananas, à Cuba, prévoit un enseignement secondaire également *lié à la production* ; et cette direction me paraît la meilleure. Des paysans plus instruits s'organiseraient mieux, accepteraient moins facilement les abus de leurs minorités privilégiées. Le pouvoir commencerait

à changer de mains, surtout si les éléments progressistes des pays riches poussaient à la même roue, en renonçant à leurs privilèges abusifs. Quand comprendront-ils qu'il s'agit d'abus ? Au début de l'asphyxie, il sera trop tard.

Si ce schéma d'école à mi-temps de travail nous paraît le meilleur au départ des pays atardés, des principes voisins pourraient être retenus dans les pays riches. Cependant, une fois sortis de ces écoles, on ne fera des jeunes de véritables *hommes nouveaux* que si la société organisée ne leur offre plus le spectacle actuel d'*inégalités* aussi prononcées. Notre transition vers les socialismes des pays encore riches *pourrait* commencer par une économie à la suédoise, répartissant moins inégalement les revenus ; à la condition qu'elle soit aussi plus largement soucieuse qu'en Suède (elle aussi privilégiée) du pouvoir économique et du destin des pays opprimés.

Passer à un certain type de socialisme suppose cependant que l'on ait déjà réalisé une évolution politique notable ; le problème est de savoir comment l'atteindre. La France de 1975 est bien trop infectée d'esprit petit-bourgeois, profondément égoïste ; mais les militants et les jeunes y représentent un espoir que l'on ne peut plus négliger, surtout depuis mai 1968 et mai 74. A condition qu'ils sortent de leur morosité, de leur ennui ; qu'ils ne craignent pas de critiquer à chaque pas, à la maison aussi, la société des adultes ; et surtout qu'ils se dégagent, pour les plus ardents d'entre eux, d'une série de dogmatismes, qui les incitent à se battre entre eux, au lieu de s'unir contre l'ennemi commun. Le militant qui, après ses 45 heures par semaine en usine, consacre encore 15 à 20 heures supplémentaires non rémunérées à ses activités syndicales, au risque de perdre sa place (Citroën, Simca), est un *homme nouveau*, plus solide que l'étudiant, « amateur » en politique.

5. UNE PLATE-FORME PROGRESSISTE COMMUNE POUR LE TIERS MONDE

Ces militants et ces jeunes n'aboutiront guère, s'ils restent partagés en de multiples sectes et chapelles, occupées d'abord à disputer sur l'interprétation de tel ou tel paragraphe des textes « sacrés », de Marx à Lénine, de Trotsky à Mao, de Rosa Luxembourg à Che Guevara... sans oublier les grands ancêtres : Fourier, Saint-Simon, Proudhon... On les a vus cependant capables de s'unir pour une cause exaltante, celle du Vietnam en lutte contre l'impérialisme des Etats-Unis. La fin de cette guerre ne devrait pourtant pas affaiblir l'idée de *combat commun pour les damnés de la terre*, les plus exploités de la planète, qui n'est pas terminée, et ne le sera peut-être jamais, nous dit Mao Tsé-toung.

La lutte contre la domination économique et politique des pays peu industrialisés par le « capitalisme central » des pays riches pourrait faire l'objet d'une *plate-forme d'action commune*, à élaborer. Pour son double objet, moins d'inégalités et survie, elle se placerait à l'échelle mondiale, en laissant provisoirement de côté les problèmes doctrinaux. Cette action commune rechercherait les réorientations de nos économies avancées, pour qu'elles puissent accepter une part croissante de denrées agricoles transformées et de produits industriels des pays atardés.

Elle *exigerait* de nos gouvernants, de nos industriels, au besoin en les boycottant (les Hollandais avaient obtenu qu'on ne leur serve plus de café d'Angola, synonyme d'oppression), que leurs matières premières soient revvalorisées ; et qu'un *impôt international* renverse enfin réellement le courant de capitaux frais apporté aux pays démunis, en leur donnant gratuitement l'équipement de

base qui leur manque. Ces jeunes réaliseraient eux-mêmes autour d'eux, comme le font notamment des élèves de l'Agro, l'alphabetisation des travailleurs immigrés, qui sont « le Tiers Monde parmi nous ». Ils participeraient « outre-mer » aux campagnes d'alphabetisation-formation capables d'utiliser leurs services, pour élaborer une conception toute nouvelle de la pédagogie. En vivant avec les Africains et comme eux, ce que font déjà les Chinois...

Cette campagne « tiers-mondiste » s'aliérait logiquement aux mouvements de protection de la nature, d'écologie, de lutte contre la pollution, le massacre des animaux, la chasse, les courses de taureaux... Au lieu de s'appuyer sur les fonds d'un vendeur d'alcool, qui y rechercherait une formule de publicité attrayante, elle chercherait à accentuer le caractère politique de tous ces mouvements, ce qui fut le but essentiel de ma campagne d'avril-mai 1974. Pour lutter efficacement contre toutes les formes de gaspillage, ils doivent réclamer d'abord une meilleure répartition des revenus, revendiquer fortement tous les éléments d'une réalisation progressive mais constante, affirmée, de plus de justice sociale.

On s'apercevrait alors qu'un tel mouvement se rattache à la recherche de nouvelles formes de transition vers des *conceptions renouvelées de socialismes*, celles de *socialismes de survie*. Il ne s'agit plus, il n'est plus possible, en se plaçant au point de vue mondial, de distribuer à chacun tout ce qu'il peut désirer — ou plutôt tout ce que le conditionnement de la société actuelle lui *fait désirer* — mais ce qui suffirait à lui permettre de vivre pleinement, ce qui fait beaucoup moins. Pas question de se passer de la monnaie, mais les services gratuits libèrent de tâches aussi fastidieuses qu'improductives : la médecine gratuite supprime les paperasses de la Sécurité sociale, à condition que les médecins n'exigent plus de si hauts

salaires, n'abusent plus des médicaments et renoncent au monopole des soins.

6. LES TRANSITIONS VERS LES SOCIALISMES DE SURVIE : ISOLER LES PRIVILÉGIÉS, ÉTUDIER L'EXEMPLE CHINOIS

Arracher le pouvoir aux privilégiés de tous les pays serait le premier pas de cette transition, le plus difficile et le plus urgent ; c'est la tâche spécifique des jeunes d'aujourd'hui, qui devraient bien la réaliser avant que notre « petite planète » ne soit irrémédiablement démolie ; donc avant la fin de ce siècle. Les travaux du club de Rome peuvent leur apporter un sérieux renfort, puisqu'ils ouvrent à la prolongation de la société de profit une seule perspective, celle de la catastrophe mondiale. Répétons partout qu'il est grand temps de réagir brutalement puisque, nous dit Robert Lattès : « la capacité d'un système à maîtriser une crise s'effondre lorsque le phénomène s'amplifie... ainsi de la lutte contre la pollution, la famine, les destructions irréparables de l'environnement ».

Nous pouvons donc envisager la possibilité d'isoler les privilégiés, les responsables de la catastrophe finale déjà entrevue à l'horizon, et qui sera provoquée par : « la spirale démographique — développement économique, laquelle ne cesse de créer ou d'accroître des fossés nationaux ou sociaux », ajoute Lattès. Il serait donc possible de monter à tous nos concitoyens que les responsables de l'économie de profit doivent céder la place, puisqu'ils ne peuvent plus nous conduire qu'à l'abîme. Encore faut-il être en mesure de proposer à nos jeunes concitoyens un programme ambitieux, susceptible de déclencher leur enthousiasme, et non pas pratiquement limité à l'hexagone, comme le programme commun PC-PS de 1972-1974.

En se plaçant au point de vue de l'avenir de la planète, de l'humanité, on se proposera en priorité la fin des gaspillages des pays riches ; même s'ils sont populaires, comme l'auto familiale ; et des inégalités, même quand celles-ci sont trop facilement admises, comme le luxe de nos riches, insultant la misère du Tiers Monde. Ce qui exigera une longue phase d'éducation, pour généraliser le degré de prise de conscience nécessaire à un tel renouveau des concepts. Un lycéen de Montargis me disait que ce ne serait plus de la démocratie. La société d'aujourd'hui permet évidemment bien des licences, mais les réserve aux pays riches, et les élargit pour les riches de ces pays. Est-ce là de la démocratie ? A l'échelle internationale, ces riches constituent une véritable *oligarchie*.

L'élimination politique des privilèges sera ici brutale et là graduelle, comme l'a tenu Allende au Chili ; leur idéologie tendra toujours à resurgir, et la révolution culturelle sera sans cesse nécessaire, qui s'alternerait volontiers à une forme renouvelée d'*éducation permanente*. *La Cité éducative*, évoquée par le rapport Faure, est une tentative de modernisation certes, mais aussi un prolongement des concepts de la société capitaliste. Le Soviétique Petrovski a eu raison de souligner qu'on y a fait état « d'une façon manifestement insuffisante de la très riche expérience du développement de l'éducation en URSS et dans les autres pays socialistes ». Sa remarque aurait eu plus de valeur si, au lieu de parler seulement de l'Asie centrale soviétique, il eût souligné aussi la valeur des expériences chinoises, que le rapport ne mentionne qu'en notes fort brèves.

Oui, *l'expérience chinoise* nous paraît bien celle de la société actuellement la plus apte à la survie prolongée. Les cohortes de bicyclettes des larges avenues de Pékin

ne fument pas ; l'intérêt général est au centre des préoccupations de la très grande majorité ; les déchets sont récupérés, les gaspillages insignifiants, la pollution réduite au minimum, la conscience socialiste y atteint un niveau très élevé... Cette expérience, je l'ai souvent montrée, présente la plus grande valeur pour les pays dominés ; même s'il ne leur est pas conseillé de la copier servilement, du fait de leurs conditions de départ bien différentes à tous points de vue. Aussi faut-il maintenant en diffuser plus largement les divers aspects, les principaux résultats ; et non pas seulement par la voie de pañegyriques officiels un peu tendancieux, ce qui réduit finalement leur valeur d'impact ; d'autant plus qu'ils sont souvent difficiles à lire pour des non-Chinois.

Nos sociétés développées trouveraient certes en Chine les bases d'une nouvelle *foi dans l'homme* et ses possibilités de progrès. Mais les décisions essentielles, comme la politique extérieure ou le Plan, sont préparées tout en haut de la hiérarchie, à l'échelon très restreint d'un petit noyau de dirigeants, pourvus de ce fait de pouvoirs exceptionnels, sans que l'on voie intervenir à ce niveau ce fameux contrôle populaire que réclamait Lénine. Aussi les luttes pour le pouvoir y sont-elles rudes, et l'on n'en peut recueillir que des échos indirects, comme pour l'élimination de Liu Chao-chi, ou plus récemment celle de Lin Piao et de ses partisans. Le contrôle des travailleurs intervient certes bien plus qu'en Union soviétique, mais à l'échelon local, pour l'exécution régionale des grandes décisions, que les travailleurs sont invités à approuver, dans leurs variations successives : on leur explique après coup, on ne les consulte pas sur les grandes orientations.

Le petit livre rouge a été par certains irrévérencieusement comparé au catéchisme ; des amis m'expliquaient

que, pour se dégager de l'emprise, dangereuse et encore très marquée, de la vieille société, on ne pouvait laisser ses partisans défendre publiquement leurs thèses. Oui mais il peut y avoir, il y a, il y aura *différentes conceptions, divers avatars de l'idée socialiste*. Si les Chinois étaient mieux informés de ce qui se passe dans le monde, ils disposeraient de plus d'éléments d'appréciation sur ce qui convient le mieux à leur pays, et pourraient revendiquer de participer à l'élaboration des grandes décisions.

Le pouvoir y reste, pour l'essentiel, réservé à un petit nombre. Ce n'est pas un cas unique : de Gaulle n'interrogeait pas les Français avant de rejeter la demande britannique d'entrer dans le Marché commun, pour ne citer que cet exemple. Saluons le dévouement des dirigeants chinois à l'intérêt national et à celui des travailleurs. Si nous préférons *pour nous* plus de liberté d'information et de démocratie, même dite formelle, *ce n'est sûrement pas à nous de dire ce qui convient le mieux aux Chinois*, que nos aînés ont cyniquement exploités.

Et n'oublions pas l'expérience vietnamienne, celle de la Corée du Nord, les difficultés tanzanienues.

7. NOUS SOMMES ACCULÉS AU SOCIALISME

S'ils voient que l'on se propose de les isoler, les privilégiés se défendront, en contre-attaquant, en frappant les premiers : les Etats-Unis occupent Saint-Domingue pour y éviter un nouveau Cuba ; le Brésil aide les contre-révolutions bolivienne et chilienne ; l'Union soviétique occupe la Tchécoslovaquie, parce qu'il s'y développait une conception du socialisme refusant le despotisme et les privilèges abusifs d'un petit groupe d'oligarques. Ici et là, les chances d'en arriver un jour

à la démocratie et aux socialismes que nous essayons d'esquisser semblent s'amenuiser chaque jour...

Les menaces d'épuisement des principales ressources, énergie et minerais, eau douce et air pur, devraient inciter à les mieux répartir, si les idées de justice sociale gagnaient le plus grand nombre. Mais elles peuvent aussi inciter les pays privilégiés (et surtout le plus puissant d'entre eux) à *accueillir de nouvelles formes de main-mise économique sur la majeure partie des richesses du globe*, en isolant les autres misères, pour ne plus les voir. Une vaste entreprise de génocide à l'échelle mondiale de l'ensemble du Quart Monde, que l'on va « laisser crever » s'esquisse déjà. 300 000 morts de faim en 1973, ça ne nous suffit pas ! En concédant une petite part à l'oligarchie brésilienne, quelques miettes à sa police, on voit se mettre en place au Brésil le plus odieux des mécanismes de répression de l'époque moderne (avec celui du Sud-Vietnam ; mais ce dernier semble arriver à son crépuscule).

C'est ici que le rôle des ouvriers, des paysans, des intellectuels, de l'ensemble des travailleurs des pays riches pourrait vite devenir décisif. S'ils se désolidarisent en masse de cette sorte de mise en condition économique et politique des pays dominés, et du pillage accentué de ces pays du Tiers Monde, ils contribueraient efficacement à sauvegarder les chances de survie, dans le cadre d'une vie digne d'être vécue, de leurs arrièrepets-enfants. Mais le communiste Claude Popereu n'en prend pas le chemin, quand il fait l'éloge de l'automobile privée pour tous. Ce qui va encore accentuer les privations, le pillage du Tiers Monde. Une fois que l'on s'est bien embourgeoisé, il est plus difficile de retrouver la solidarité internationaliste vraie.

Il nous faudrait accepter une certaine discipline, donc

une foi nouvelle en l'avenir ; peut-être une foi laïque, puisque le christianisme européocentriste se trouve pas mal disqualifié dans la majorité des pays dominés. Le guide de la cathédrale de Sieme expliquait que les magnifiques sculptures de sa chaire n'auraient pu être faites aussi belles, si l'artiste avait travaillé pour de l'argent : nous ne sommes plus au Moyen Age. Une foi nouvelle dans les hommes, seul *l'homme nouveau*, dépouillé du vieil homme avaricieux et préentieux qui sommeille encore en la plupart d'entre nous, pourra y accéder. S'il possède moins en privé, il disposera de plus en collectif, partagé avec les autres.

Moins avoir et plus être, on y arriverait, si l'on réalisait des communautés plus attachées au soin de tous ceux qui vivent sur cette petite planète. Alors les regroupements antitotalitaires deviendraient assez forts pour nous éviter de sombrer tous dans le chaos. Mais la partie n'est pas encore gagnée, et elle ne le sera jamais définitivement. Heureusement pour nos arrière-petits-enfants, dont la vie manquerait d'attrait, d'intérêt profond, dans une société de béatitude officialisée et universalisée ; même si elle parvenait à quelque sorte de « stade suprême » du communisme.

Jamais cependant le destin de l'humanité n'a été exposé à d'aussi grands dangers, confronté à de pareilles difficultés, que depuis ces 37 dernières années, depuis 1938. Certes les risques de conflit entre les deux grandes puissances nucléaires semblent s'atténuer ; mais leur trop grand rapprochement ne serait pas non plus exempt de menaces. Car ces deux superpuissances représentent désormais les deux plus dangereuses formes de totalitarisme : celle d'un stalinisme récurrent, impossible à déloger des profondeurs ; et celle d'un impérialisme dominateur par les plus riches, aux exigences insatiables et

à l'habilité monstrueuse. Quand ils en arrivent à recouvrir leurs entreprises d'un voile pseudo-démocratique, l'hypocrisie des Etats-Unis est à son comble ; le fascisme pourrait s'y installer, derrière le complexe militaro-industriel.

« *L'espoir changea de camp, le combat changea d'âme.* » Nous ne sommes plus à Waterloo, mais les travaux du club de Rome, ce n'est pas Grouchy au service du bonapartisme, ni Blücher se battant pour l'impérialisme britannique. Si nous savons participer intelligemment à ce débat, révélant surtout l'incapacité du capitalisme à prolonger « notre » civilisation, nous serons alors capables de montrer que nous sommes « *acculés* » au socialisme.

• LES CONDITIONS DE L'ÉQUILIBRE GLOBAL DE SURVIE

La survie du monde riche exclut la prolongation de sa « richesse », aussi injustifiée qu'inconsidérée. Nous vivons actuellement *les dernières décennies de la société de gaspillage*. Allant rechercher, à la FAO à Rome, des documents et des idées pour ce travail, j'ai été bloqué en voiture au centre de la vieille ville, vers 19 heures, plus sûrement et plus longuement encore qu'au centre de Paris ; car le baron Haussmann n'était visiblement jamais passé par là. Quand la pollution dépasse le niveau dangereux, on conseille aux habitants de Los Angeles de ne pas faire d'efforts, pour ne pas respirer trop. A Tokyo, on porte parfois des masques à gaz. On peut en arriver vite à ce stade, pour l'ensemble de la planète. A ce moment, bien des réticents d'aujourd'hui comprendront ; mais il sera trop tard, la menace étant sans précédent historique. Et nous avons toujours tendance à ne juger que sur précédent.

On me dira pessimiste, ce n'est pas vrai. Depuis le début de cet essai, tout comme le club de Rome, je recherche une issue, non seulement plus longuement viable, comme eux, mais aussi plus humaine, moins injuste que notre capitalisme déclinant, décadent, que le club n'a pas voulu condamner. Ses conclusions de principe nous montrent une possibilité de *survie très prolongée dans un état d'équilibre global* ; aux trois conditions suivantes, qu'il ne faudrait pas trop tarder à remplir :

1. *Le capital et la population demeurent à niveau constant* : égalité entre natalité et mortalité, entre investissements et dépréciations.
2. *Tous les taux d'entrée et de sortie* (des quatre facteurs ci-dessus) sont maintenus à leur minimum.
3. *Les niveaux de la population et du capital et la relation entre ces deux niveaux doivent être compatibles avec le système de valeurs de la société*. Ils précisent qu'un tel équilibre ne signifie pas la stagnation, et permet soit le développement, soit la disparition de certaines activités ; une redistribution de la population ; « une distribution plus ou moins équitable des revenus... Per-sonne ne peut prédire quels types d'institutions peuvent être créés dans ces conditions nouvelles ».

Certes, agir autrement serait faire du prophétisme. Cependant ces conclusions nous incitent plus encore à la poursuite du vieux rêve de l'humanité, dont des fragments se réalisent ici et là, malgré des reculs ailleurs : celui d'une *société moins injuste*. Car ils oublient la condition la plus essentielle, celle d'une rapide réduction des injustices à l'échelle mondiale. Les sacrifices nécessaires seraient plus facilement consentis par nos enfants, s'ils entrevoyaient la possibilité de construire une société où régnerait une certaine qualité de vie, que j'appellerais *la société sans mépris*.

9. LA SOCIÉTÉ SANS MÉPRIS, OU LES SOCIALISMES IMPARFAITS, SANS PERSPECTIVE DE COMMUNISME

Si le mépris était considéré comme le péché mortel, le défaut absolument inacceptable, chacun retrouverait *la dignité* de celui qui est respecté, quels que soient sa race, sa couleur, son sexe, son âge, sa religion, son revenu, son rang, sa classe, ses opinions, son éducation — mépris et exploitation des autres (exploitation parce que mépris) étant seuls exclus. Bien des phalanstères ont échoué, et je n'en proposerais pas d'un nouveau type. L'histoire du capitalisme est aussi pleine de faillites, et cependant il « s'épanouit » un jour dans le développement industriel. Epanouissement pour les seuls privilégiés, et qui nous mène tous à la catastrophe...

Le socialisme débute par une série d'*échecs relatifs* dont nous avons étudié plusieurs exemples ; cependant tous ces « essais » permettent de tirer des indications ; de toutes ces expériences, parfois coûteuses pour les peuples, soviétiques ou même cubains, il nous faut maintenant tirer le meilleur profit.

La Chine est là, qui produit des hommes nouveaux trempés comme l'acier, en si grand nombre qu'ils autorisent plus d'espoir. Les jeunes qui refusent notre société de consommation s'organisent ici et là en marge de celle-ci, souvent en la parasitant quelque peu ; mais c'est un début, qui sera suivi de réalisations allant de plus en plus loin ; elles seront alors capables d'influencer la société tout entière. L'autogestion yougoslave se débat au milieu de difficultés, certains de ses éléments retournent au capitalisme ; cela ne suffit nullement à la condamner en bloc. Et le Vietnam a fait reculer la plus puissante nation du monde.

Nous cherchons à dessiner ici de rapides « esquisses » à la craie de couleur, dans le seul but de faire réfléchir sur certaines *possibilités*. Leur réalisation effective, qui sera forcément tâtonnante, restera indispensable pour franchir de nouvelles étapes. Notre société capitaliste a certes obtenu des progrès matériels fantastiques, grâce à une science dominant la nature ; ce qui a aussi permis de la saccager ! Et en réduisant les pauvres à une condition qu'Helder Camara appelle justement *infrahumaine* ; sans le moindre souci, ni de ceux qui vivront après nous, et dont nous sommes responsables ; ni même des plus malheureux de notre temps, dont nous sommes encore plus directement responsables.

Elle s'est révélée incapable de mettre au point une société respectant la dignité de chacun ; et facilitant l'épanouissement, non pas seulement des riches, comme aujourd'hui, mais de tous ; épanouissement qui ne pourrait s'accomplir que dans le service des communautés locales, régionales, nationales et mondiale. La nouvelle école à mi-temps de travail manuel — travail éducatif et passionnant, et non plus abrutissant — serait logiquement suivie d'une nouvelle répartition du travail, où chacun réaliserait à tour de rôle les tâches dites serviles, nettoyage et ordures. Ce qui pourrait débouter dans des communes rurales, ou des quartiers de ville à esprit communautaire développé.

On me dira c'est gâcher le temps précieux du docteur, qui doit d'abord soigner, comme on l'a dit des premiers prêtres-ouvriers. C'est vrai, tant que le docteur est rare et précieux ; mais on en veut réduire le nombre, en reculant en première année de la faculté de Médecine de Paris, en 1972, bien des étudiants qui auraient mérité de passer. Car l'Ordre des médecins, veut maintenir un certain degré de rareté du praticien pour garantir des

privileges, des rémunérations parfois abusives — mais qui le surmènent.

Le jour où les travailleurs intellectuels seront surabondants, et l'on y arrive ; où chacun aura accès à l'éducation permanente, qui remplacera finalement nos universités ; il sera alors logique que tous fassent leur part des travaux manuels. Les concepts de classe, de hiérarchie, de mépris des pauvres ne seront plus les mêmes, du jour où ces mandarins auront travaillé côte à côte, la main dans la main, en cassant la croûte (compagnon, cum panem) dans la même cantine, avec ceux qui jusqu'ici n'étaient trop souvent pour eux que « les autres ». Ce que le régiment, société oppressive, n'a pu réaliser, des groupes de camarades de travail y arriveraient plus aisément ; surtout s'ils sortent de la même « école de travail ».

Cette société sans mépris dirigerait la pression organisée de l'opinion publique (dont la Chine nous montre toute la puissance, quand elle est animée d'une nouvelle foi) vers la lutte contre toutes les formes de gaspillage et de pollution. La famille nombreuse y serait bientôt déconsidérée, avant même d'être pénalisée, puis interdite. Il serait cependant utopique (me voilà pris) de penser qu'une telle société pourrait devenir angélique et se passer de règles, de disciplines, de pouvoirs, d'institutions.

La démocratie telle que nous essayons de la dessiner, de l'esquisser, n'a jamais été réellement appliquée : elle pourrait encore faire ses preuves. A condition de la réaliser véritablement, en profondeur : d'abord en permettant à chacun de s'exprimer et d'être informé pleinement : un peu dans la lignée « du socialisme libertaire, anarcho-sindicaliste, autogestionnaire », qu'évoquait Edmond Maire le 17 octobre 1972. Dans bien des pays, il y faudrait d'abord un minimum d'éducation pour tous.

Des contradictions surgissent sous nos pieds, à chaque pas : entre la nécessité, *non point d'un gouvernement mondial*, qui centraliserait trop, mais *d'organismes supra-nationaux*, assurant le *contrôle* de l'économie de chaque groupement constituant le monde, d'une part. Et la nécessité de *décentralisation* accrue du maximum possible de décisions, pour que chacun puisse y participer, d'autre part. Les néo-phalanstères que l'on peut imaginer ne pourront, pas plus que les nations, être seuls maîtres à bord de leur territoire : car ils devront respecter les nécessités mondiales de survie. Celles-ci ne devraient point aboutir à des réglementations tatillonnes et bureaucratiques ; le dialogue entre les administrés et le pouvoir devrait rester bien plus ouvert qu'il ne l'est à présent. Il faudra faire respecter l'intérêt général par tous, mais aussi assurer le *contrôle des pouvoirs* par ceux qu'ils administrent... Contrôle auquel Lénine attachait tellement d'importance, car les puissants sont toujours portés à abuser.

Cette société ni méprisante, ni angélique est fort difficile à imaginer, non pas dans une quelconque plénitude, qu'elle n'attendra jamais, mais plutôt dans ses évolutions successives ; elle sera toujours un lieu de conflits, où les pulsions agressives de l'homme ne devraient pas être réfrénées, mais réorientées ; elles devront pouvoir se donner libre cours, comme c'est déjà le cas dans les compétitions sexuelles et sportives.

N'imaginons surtout pas notre avenir sous les jours bien sombres que pourrait évoquer le seul mot d'austérité, car cette discipline de consommation permettra l'aisance chez les plus démunis. Plus que des biens accumulés, la qualité de notre vie dépendra de nos cadres de vie et de nos relations d'homme, le jour où *tous* pourront se nourrir, se vêtir, se loger correctement — et ce sera très

possible, si nous restons un nombre *limité*. Car nous pourrions tous vivre dans une *cité éducative*, où chacun apprendra et enseignera, tout à la fois et sans cesse. Le respect de la nature permettra de la mieux connaître et apprécier, de vivre en harmonie avec tous les autres organismes vivants, plantes et animaux, forêts et ruisseaux, vents et vagues.

Les artistes, même amateurs, pourront se consacrer à leurs activités préférées, orner ces cadres de vie, réaliser des spectacles permanents, où la fête descendrait dans la rue et au village. Ce ne sont là que des possibilités, les générations futures décideront. Il faudrait cependant leur laisser de plus larges possibilités de choix, en dégageant vite les principaux blocages, en éliminant les plus nocifs des privilèges. Ce que nous avons dit à ce sujet pourra cependant vous apparaître insuffisant, car nous avons hésité à nous avancer plus loin.

Les premiers essais tâtonnants des socialismes existants, forcément plus imparfaits que ceux que nous esquissons, ne peuvent que nous *aider* dans une faible mesure à l'élaboration de divers modèles des socialismes de survie planétaire, lesquels devront répondre à bien d'autres conditions. Chaque groupe social sera invité à construire ses structures un peu à son idée, mais aussi en tenant compte de la situation héritée (développement, mentalité, sociologie, éducation...) ; et surtout des nouvelles contraintes, venant des limitations des ressources mondiales.

Chaque unité pourrait élaborer dans les dialogues, discussions et lutes, la sueur et les larmes (sinon le sang), et en tenant compte des facteurs évoqués ci-dessus, le modèle de société qui convient le mieux à ses adhérents ; après consultation démocratique — mais il devra tenir compte des contraintes. Un va et vient des projets entre la base et les organismes nationaux et supranationaux.

tionaux s'imposera ; et des mécanismes d'arbitrage devront être mis au point... Si l'Etat se dévaloriserait sous sa forme contraignante, il faudrait bien des institutions pour arbitrer les conflits...

Chaque société pourra ainsi élaborer les types de *socialismes imparfaits* et constamment révisibles qui conviendront à ses aspirations successives, tout en permettant la survie. Il y aurait ainsi toute une série de modèles socialistes en compétition, dont il ne serait plus nécessaire d'affirmer, à propos de chacun, qu'il est le seul à avoir une position juste. Mais ces divers modèles, ces différentes transitions, pourraient désormais exclure la perspective du communisme *d'extrême abondance*, qui apparaît désormais impossible. « A chacun selon ses besoins » ne peut plus s'appliquer qu'aux besoins *raisonnables* — alimentation, vêture, logement, éducation permanente, loisirs et voyages — donc *limités*, pour que *chacun* en puisse avoir sa juste part, jaunes et noirs inclus.

Faire comprendre que l'on doit se préoccuper d'abord des plus dépourvus et de nos descendants est une tâche ingrate. Allier ceux qui sont réformistes et ceux qui sont ou se disent révolutionnaires dans un vrai combat pour le Tiers Monde sera une tâche difficile ; et que sera ce combat ?

10. DERNIER ESSAI DE CONCLUSION

Arrivé au terme de ce court essai, nous en mesurons mieux encore les insuffisances, même si nous les avons annoncées au départ. Finalement, *le problème est d'abord politique* ; mais il se révèle trop difficile pour que nous l'abandonnions aux seuls politologues, et encore moins aux détenteurs actuels du pouvoir. Il serait nécessaire

qu'un nombre important d'hommes et de femmes, venant de diverses disciplines, d'horizons sociaux différents, mais tous soucieux de l'avenir de l'humanité et ardents à promouvoir des sociétés de moindre injustice, s'attaquent aussi à ce « grand œuvre » ; dans cette double perspective, *survie* et *justice sociale*, qui commande désormais toutes les autres.

La première étape viserait à *convaincre* en tous pays, mais d'abord dans les nations riches, *le plus grand nombre* : ce qui posera le double problème de *l'éducation*, à repenser ; et d'une *information*, à libérer de la propagande politique des pouvoirs ou de la tutelle économique des riches et de la publicité, à Paris et à Moscou comme à Washington. La *prise de conscience* accrue qui en résulterait permettrait de faire un siège plus efficace des pouvoirs existants, de les rendre plus avertis de leurs responsabilités, de leur myopie.

S'ils n'acceptent point les nécessaires transformations de structure, s'ils n'écouent pas les arguments des réformistes les plus hardis, *ils seront attaqués par des révolutions*. « Si des secousses révolutionnaires sont, un jour, politiquement inévitables, c'est sans doute que les réformistes auront manqué d'imagination. Ou seront restés incompris du pouvoir », nous dit Claude Gruson ³⁵.

Cette incompréhension me paraît, à court terme, l'hypothèse la plus probable ; les pays dominés s'en rendent de mieux en mieux compte. *Les hypothèses révolutionnaires prennent ainsi plus de consistance*. Il vaudrait mieux être en mesure d'éviter qu'elles n'entraînent une pollution insoutenable, des cataclysmes nucléaires, des bouleversements climatiques devenus incontrôlables. Espérons que les premières catastrophes seront limitées, mais assez impressionnantes pour décider les hommes à accepter les disciplines, les privilèges à renoncer à leurs

privileges ; quand ils auront compris qu'ils les mèneraient, *eux aussi*, au suicide.

Espérons que cette prise de conscience n'arrivera pas trop tard, car la course à la mort est déjà engagée, *nos chances de survie s'amenuisent chaque jour*. La terreur de l'An Mil trouve, à la fin de ce deuxième millénaire, une curieuse résonance, qui cette fois n'a plus rien d'irrationnelle. Cependant les capacités d'adaptation de l'espèce humaine, son imagination inventive, pourront nous sortir de bien des mauvais pas — s'ils n'ont pas été trop loin.

L'homme nouveau que dégage l'action militante, que produira l'éducation permanente repensée, retrouvera-t-il une foi nouvelle sécularisée, capable de susciter des leaders plus totalement dévoués aux intérêts de l'humanité, donc d'abord à celui *des plus démunis* ? Cette foi sera-t-elle capable de susciter des dévouements comparables à ceux de certains moines du Moyen Age, ou de certains cadres des partis communistes, des Can-bô vietnamiens et chinois ? Ces cadres seront-ils capables, malgré d'inévitables erreurs (que William Hinton nous montre bien dans le processus de la réforme agraire chinoise, dans son livre *Fan Shen*³⁶), de susciter dans les masses l'acceptation des nécessaires disciplines ?

Celles-ci pourront du reste être largement compensées par un genre de vie, un *style de vie*, un *cadre de vie*, une *qualité de vie* tellement supérieurs à nos stupides égoïsmes. *Une société plaisante, détendue, sereine*, en harmonie avec la nature, nous reste accessible ; mais seul l'avenir nous donnera, successivement, une série de réponses toujours imparfaites. Il n'est pas écrit : il dépendra de vous, jeunes lecteurs. Vous serez individuellement récompensés des résultats de votre action collective : les militants se battront pour les autres. Si vous

les laissez trop seuls, ils seront battus. Mais ne partez surtout pas « battus d'avance ».

Il faut se dégager de la croyance en une vérité scientifique, qui nous ferait progresser vers un avenir *prédéterminé*. Substituer des idées à la réalité permet de se dispenser de se justifier — et cela peut aboutir une fois de plus à un néo-stalinisme. L'objectif d'une vie plus solidaire, comportant moins d'inégalités, doit l'emporter sur celui d'un constant accroissement de biens disponibles. Comment acquérir la connaissance des dangers qui nous menacent tous au moindre coût possible ? Faut-il rejeter les privilèges dans les oubliettes de l'histoire, ou peut-on leur donner le besoin d'être solidaires des autres ? (Ce paragraphe m'est suggéré par G. Séverac.)

D'un autre côté, Raymond Etienne me rappelle qu'une planification mondiale peut s'organiser au profit d'une minorité internationale de privilèges, si elle n'est pas précédée d'une prise de pouvoir par les peuples, de la fin du capitalisme et de l'impérialisme. Je crains que les choses ne se passeront jamais aussi simplement, et qu'il nous faille grignoter une par une, ici et là, dans l'entreprise, au plan national et au plan mondial, toutes les positions égoïstes. Les combats à mener exigent bien plus d'intelligence, devront se défaire des schématismes et des dogmatismes.

Cependant chacun devrait plus vite prendre conscience de ses responsabilités. Tous ceux qui s'accrochent aux privilèges de la société de consommation, qui refusent les réformes de structures indispensables à la justice sociale à l'échelle mondiale et à la survie, peuvent désormais être considérés comme *les assassins des plus démunis*. Voulez-vous risquer d'être traités d'assassins par vos enfants, que l'enseignement renoué va rendre plus conscients ?

Encore trois citations :

— De Louis Aragon d'abord, dans l'oraison funèbre des *Lettres françaises*, tuées pour indocilité par les communistes, le 11 octobre 1972 : « (Ma) vie comme un jeu terrible où j'ai perdu, que j'ai gâchée de fond en comble. » Je ne voudrais pas que mes jeunes lecteurs en soient réduits à écrire quelque chose de semblable, quand ils attendront, comme Aragon aujourd'hui, leurs 75 ans.

— *Globe Washington* du 27 octobre 1972 fait un bilan des morts de la guerre d'Indochine — quand on la croyait déjà terminée :

46 000 morts, 303 000 disparus américains ;
900 000 combattants vietnamiens ;
4 300 000 civils vietnamiens. Cette dominance des

morts civils est révélatrice.

— De l'Indien Probbat Roy, dans *Cérès*⁸⁷ : « Des structures semi féodales atténuées caractérisent encore — même après des décennies de pénétration capitaliste — la vie villageoise. Quelques riches familles — en raison de la bonne qualité de leurs terres, de leur supériorité de caste et d'éducation et de leur opulence — contrôlent tous les leviers du pouvoir, qu'ils soient sociaux ou économiques. Ce sont les bailleurs de fonds, les usuriers, les commerçants, les banquiers et les agents du gouvernement. Ils occupent des postes importants dans les organismes locaux financés et contrôlés par l'administration... »

« À vivre démunis de tout, dans des conditions d'extrême misère, le pauvre et le faible perdent toute volonté ou esprit d'initiative. Et même s'ils sont vifs et actifs, ils sont toujours repoussés vers les limites extrêmes de l'existence physique par la faim, la maladie, l'analphabétisme et un endettement sans issue. En outre,

les interdits et restrictions de la collectivité, les préjugés séculaires les rendent à peu près imperméables aux nouvelles idées. Plutôt que des êtres humains socialement productifs ils ne sont guère que des bêtes de somme. Telles sont les dures réalités de la vie des paysans pauvres en Inde. »

Abjecte pauvreté : nous en sommes responsables ; il nous faudra briser des structures, chez nous d'abord.

Oui je le sais, j'appartiens à la minorité privilégiée. Cet essai est donc aussi une autocritique. Je fais des efforts, mais il faut changer bien des institutions et des structures, pour que nous puissions progresser plus vite.

II. PREMIER POST-SCRIPTUM

Je reviens du Bangladesh, où le déficit alimentaire ne cesse de croître (avant même les récentes tragédies) avec la population. L'Inde voisine, qui a pu faire la guerre en 1971, seule année où elle n'importait pas de grains (grâce à la semi-famine d'une moitié de sa population) doit en acheter à nouveau.

Chacun vante à l'envi les brillants résultats de l'expérience coopérative de Comilla, à l'est du Bangladesh, où des centaines d'experts, des milliers de cadres locaux luttent depuis 1961, avec une constance remarquable, contre le sous-développement, et spécialement l'usure. Dans tous les villages que j'ai visités autour de Comilla, en janvier et septembre 1973, l'usure privée restait présente. A Mathurapur, 900 habitants agricoles par kilomètre carré, la ferme moyenne n'atteint pas 40 ares, le village produit 100 à 120 kg de riz par habitant

et par an, on abat pour subsister les gros manguiers en pleine production, dont le bois ne va guère rapporter plus que le revenu annuel en fruits. Les sans-terre cherchent à partir, mais où ? En attendant, trois mois par an, ils ne font qu'un repas par jour. La famille interrogée — quatre tout jeunes enfants — a emprunté en décembre 1972 180 kg de riz, qu'elle devra rembourser par 600 kg de ce même riz, à l'usurier toujours présent. On sait déjà qu'elle ne pourra le faire, et restera endettée à vie.

Au village de Chowgram, à 250 km nord-est de Dacca, sur 2 500 habitants, on compte 200 bacheliers ou presque bacheliers — un record — qui, n'ayant pas trouvé de travail de bureau, vivent aux crochets de leurs parents et frères, sans rien faire de toute l'année, alors qu'il y aurait tant à faire. La Banque mondiale prévoit « 140 à 170 millions de Bengalis en l'an 2000 » (ils sont 75 ou 80 millions, le croît officiel est de 3 % l'an ; dans mes sondages, 39 % en 11 ans) « avec un taux de chômage total dans les campagnes de 30 %, qui resterait constant durant les 30 prochaines années » !

Comme en Californie chaque groupe de 1 000 habitants enlève 1 kilomètre carré à l'agriculture, l'américain way of life ne laisserait ici plus rien à cultiver. C'est la même Banque mondiale qui a émis les plus vives critiques aux travaux du club de Rome, mais Aurelia Peccei et Manfred Siebker lui répondent fort bien, dans un papier présenté au Conseil de l'Europe. Il est facile de comprendre qu'un rapport soulignant que les nations riches sont en train de démolir la planète ne plaise pas aux représentants des riches desdites nations.

L'accroissement de la teneur en gaz carbonique (CO₂) constitue la plus grave des menaces. La meilleure parade consiste à en faire absorber l'excès par une végétation

qui ne se décomposerait pas, du bois bien protégé, dont on ferait nos charpentes et nos navires : comme ces milliers de jonques à voiles et à rames qui enchantent l'embouchure du Gange et de la Jamuna (Bhramapoutre). Mais alors il ne faut plus défricher de forêts, rechercher des forêts fruitières (vergers) et fourragères, mais ne pas les convertir toutes en terres arables : encore une limite à nos potentialités agricoles. Comme les autres espèces vivantes, *l'espèce humaine doit savoir se limiter* : sinon les pires catastrophes nous attendent. Où sont les pilotes non myopes ?

12. DEUXIÈME POST-SCRIPTUM, MAI 1974

La famine dramatique³⁸, nous y sommes déjà trop enfoncés, du Sahel de l'Ouest africain à l'Éthiopie, après l'Inde de 1965-1966. La famine chronique touche aussi de plus en plus de malheureux, surtout de l'Inde au Bangladesh et à Java, des Andes du Pérou au Nordeste brésilien — pas encore sauvé par le « miracle » brésilien.

Les minorités privilégiées abusives — et surtout la plus massive d'entre elle, celle des pays dits développés, le « capitalisme central », pilleur du Tiers Monde et gaspilleur de richesses sous-payées malgré leur rareté relative — se refusaient, se refusent encore à comprendre que la nuit du 4 août des privilégiés s'approche à grand pas. Mais les voici alertés par la crise de l'énergie, celle du pétrole cher et des matières premières revalorisées ; puis par la débâcle de nos monnaies — deux faits que j'annonçais ci-dessus, dans l'essai dont à dessein je n'ai pas beaucoup modifié le texte, qu'il faut lire en pensant aussi à la date où il fut écrit.

Cette crise touche gravement les pays pauvres sans

pétrole ; des motopompes irriguant les riz intensifs d'hiver d'Inde et du Bangladesh ont été arrêtées, l'hiver dernier, faute de devises pour payer le fuel. Crise qui va mettre à l'épreuve la solidarité du Tiers Monde : les nouveaux riches du pétrole vont-ils se conduire aussi mal — sinon plus mal — vis-à-vis des « damnés de la terre » que nous, les anciens riches ? A suivre de très près. Car le Quart Monde, si on ne le tire pas vite d'affaire, va connaître la plus effroyable famine de l'histoire mondiale. Une série hurlante de génocides.

Norman Borlaugh et Lester Brown, auteur et chanteur de la Révolution verte, nous signalent, en effet, que la famine risque fort de se généraliser, les prochaines années : car il n'y a plus de réserves de grains, ni de terres prêtes à la culture. Mais les Etats-Unis ont pesé sur le gouvernement indien pour qu'il retarde les transformations sociales, indispensables pour y mobiliser les masses rurales en travaux « à la chinoise ». L'Inde produit (moyenne 1970-1973) 210 kg par tête d'aliments de base contre 300 kg en Chine. 25 % irrigués en Inde, 77 % en Chine ; les conséquences politiques de cet écart ne seront pas toujours masquées par « l'aide » extérieure.

Sicco Mansholt nous rappelle qu'il faut utiliser les grains plus rares à nourrir les hommes, qui doivent passer avant les porcs. Donc sortir de l'économie de profit, et réduire de moitié la consommation de viande des « gavés » d'Amérique du Nord, d'Australasie et d'Europe. Nous étions jusqu'ici des assassins sans le savoir, mais désormais vous ne pourrez plus vous boucher les oreilles, nous crierons trop fort.

J'ai commencé à crier plus haut, en tant que porteur drapau du mouvement écologique, « candidat » à la présidence de la République, en avril-mai 1974. Le « mouvement » qui en est issu se place résolument

sur le terrain politique. Il va aborder l'élaboration d'un *projet global de civilisation à basse consommation d'énergie et de minerais*, vivant en harmonie avec la nature, donc capable de *longue survie*. Ce qui nécessite une rapide et drastique *réduction des injustices sociales, réalisée à l'échelle mondiale*. Le combat continue, et désormais, avec les millions d'amis que m'a fait connaître cette campagne, je ne pourrai plus m'arrêter avant la fin dernière.

Septembre 1974.

1. Je rentre de Bucarest, où la conférence des Nations unies sur la population ignore la famine. Le Sahel ne suffit pas, voici que le déboisement des pentes de l'Himalaya, des Indes au Népal rend depuis quelques années les inondations de plus en plus dramatiques.

Dans la disette montante, qui tiendra le blé, le riz et le sucre gouvernera le monde. Le blé, c'est l'Amérique du Nord. Nous avons donné au Sahel en 1973, 600 000 tonnes de grains, là où il en aurait fallu un million. Donc, 1,5 pour mille de ce que nous avons donné au bétail des pays riches, soit 385 millions de tonnes de grains. Vous avez mangé les enfants du Sahel par votre surconsommation de viande : cannibalisme indirect.

2. Le groupe interministériel d'évaluation de l'environnement montre, dans son étude sur *la Lutte contre le gaspillage* (mai 1974) que celle-ci est étroitement liée à la protection de l'environnement. Les conclusions de ce « rapport Gruson » rejoignent très largement celles de notre essai.

3. En somme, il nous faut agir sur quatre niveaux au moins. Réduire nos gaspillages personnels (viande, autos...). Animer les actions locales (quartiers, villages, entreprises, écoles). Avoir une action politique et syndi-

cale. Rechercher une prise de conscience au plan mondial. Aucune de ces actions ne dispense des trois autres.

4. Fin septembre 74, le gouvernement français parle enfin des gaspillages, limite nos achats de carburants. Chaque famille devrait recevoir *des coupons d'énergie* (essence, fuel de chauffage, gaz, électricité) dont le prix serait *très rapidement progressif*, pour pénaliser la surconsommation. Chaque achat d'objets fabriqués comporterait un coupon correspondant à l'énergie nécessaire à la production. La progression de prix de ces coupons, augmentant avec le niveau de consommation de chaque foyer, devrait être très élevée, pour freiner le gaspillage. L'impôt sur le revenu pourrait aussi se baser sur cette consommation d'énergie.

Notes et indications bibliographiques

1. Ward et Dubos, parus chez Denoël 1972 ; Robert Lattes et B. Commoner, au Seuil 1972 ; le club de Rome et les écologistes anglais, chez Fayard, 1972.
2. Bulletin de nutrition de la FAO, octobre-décembre 1971.
3. *La Prospective* par André Clément Decoufflé, coll. « Que sais-je ? », PUF, 1972.
4. Colin Clark, chez Stock, 1971.
5. Herman Kahn et Anthony Wiener, Robert Laffont, 1968 et Marabout Université, 1972.
6. *Revue Développement et Civilisations*, n° de mars-juin 1972, consacré à la population et au développement : *l'Afrique sous-peuplée*, par S. Amin.
7. FAO, sigle anglais de l'Organisation internationale de l'agriculture et de l'alimentation, agence spécialisée des Nations unies, siégeant à Rome.
8. Cousteau écrivait dans *Paris-Match*, 19 août 1972. Comparer à l'étude *Vie économique des problèmes marins* de Bertrand de Jouvenel, pour Pacem in Maribus, conférence de biologistes marins soulignant les dangers de la pollution. Voir aussi de Clarence Idyll « Cultiver la mer, illusions et réalités » dans *Cérès*, revue de la FAO, juillet-août 1972.
9. Jean Dorst dans *la Nature, problème politique*, Desclée de Brouwer, 1971.
10. Le Seuil, 1972.
11. Le Seuil, 1969, traduction de *Science and Survival*.
12. Nous la comparons avec l'Asie, car sa situation démographique est très comparable.
13. Flammarion, 1968.
14. *Japan Times*, cité par *le Monde*, 27-28 août 1972.
15. *Population, Ressources, Environnement*, Fayard, 1972.
16. *Le Suicide des démocraties*, Grasset, 1972.

17. A. Emmanuel, Maspero, 1969 ; G. Frank, Maspero, 1970 ; Samir Amin, Anthropos, 1970 ; Pierre Jalée, Maspero, 1968 ; Paul Baïroch, « Idées », Gallimard, 1971 ; Tibor Mende, Le Seuil, 1972.
 18. D'après *Cérès*, juillet-août 1972.
 19. Publié en 1972 par le Bureau international du travail.
 20. Thèse de 3^e cycle récemment soutenue.
 21. Le Seuil, 1972.
 22. Armand Colin, 1972.
 23. *New Statesman*, hebdomadaire londonien, 19 décembre 1959.
 24. Voir mes études *Cuba est-il socialiste ?* (1970) et *Sovkhoz, 'Kolkhoz ou le Problématique communisme* (1964), Le Seuil.
 25. *Paysanneries aux abois*, Le Seuil, 1972.
 26. Ceylan, Inde, Chine, Afrique orientale, Ile Maurice, Indonésie, Argentine.
 27. Cité par Serge Mallet dans *Critique socialiste*, septembre-décembre 1972.
 28. *Le Monde*, 3-4 septembre 1972.
 29. Dans *le Monde*, 16 août 1972, une étude de J. L. Lavallard : « Des stations d'épuration pour aider la nature ».
 30. Cf. « L'automobile contre les hommes » par Aurélio Peccei dans *Preuves*, 2^e trimestre 1971.
 31. *Réforme ou Mystification agraire, le cas du Mexique*, Maspero, 1971.
 32. « Le Tiers Monde, victime de la croissance ? », *le Monde*, 21 septembre 1972.
 33. *Le Monde diplomatique*, septembre 1972 : « La Communauté économique ouest-africaine, réalité actuelle ou espoir à long terme ? »
 34. Le Seuil, 1972.
 35. *L'Express*, 11 septembre 1972.
 36. Plon éditeur, 1961.
 37. Septembre-octobre 1972.
 38. *Nous allons à la famine*, au Seuil, avec B. Rostier.
- On pourra aussi consulter, notamment :
- *Le Monde chinois*, Jacques Gernet ; A. Colin, 1972.
 - *Le Choc du futur*, Alvin Toffler ; Denoël, 1971.
 - *La Lettre Marsholt* ; J.-J. Pauvert, 1972.
 - *Socialisation de la nature*, Ph. Saint-Marc ; Stock, 1971.

- *Réflexions au bord du gouffre*, Georges Picht ; R. Laffont, 1970.
- *La Maîtrise du futur*, Fr. Heiman ; Le Seuil, 1971.
- *Arcadie*, essais sur le mieux vivre, Bertrand de Jouvenel ; Futuribles, 1968.
- *Essais sur le comportement animal et humain*, K. Lorenz ; Le Seuil, 1970.
- *Le Défi du monde pauvre*, Gunnar Myrdal ; Gallimard, 1971.
- *La Cité à travers l'histoire*, Lewis Mumford ; Le Seuil, 1964.
- *4 hommes et leurs peuples, sur-pouvoir et sous-développement*, Jean Lacouture, Le Seuil, 1969.
- *Questions à l'Etat socialiste*, Michel Rocard ; Stock, 1972.
- *La Puissance et la Fragilité*, Jean Hamburger ; Flammarion, 1972.
- *Economie et Société humaine, rencontres internationales* ; Denoël, 1972.
- *La Pensée utopique de William Morris*, Paul Meiler ; Editions sociales, 1972.
- *L'environnement*, P. George ; coll. « Que sais-je ? », PUF.
- *Expérience vietnamienne*, Nguyen Khac Vien ; Editions sociales, 1970.
- La revue *Cérès*, mensuel de la FAO, prend des positions courageuses.
- *Revue Tiers Monde*, PUF, Paris, *Le Capitalisme périphérique*.
- *Analyse et Prévisions*, revue des Futuribles.
- *Ecologie : détente ou cycle infernal*, Pierre Samuel ; 10/18, 1973.
- *Le Développement inégal*, Samir Amin ; Ed. de Minuit, 1973.
- *Libérer l'avenir*, Ivan Illich ; Le Seuil, 1973.
- *Le Rapport de Tokyo et Quelles limites*, club de Rome ; Le Seuil, 1974.
- *Eléments d'écologie appliquée*, François Ramade ; Ediscience.
- *La Synthèse écologique*, P. Duviols ; Doin, 1974.
- *Croissance zéro*, Alfred Sauvy ; Calmann Lévy, 1973.
- *L'Energie et le Désarroi post-industriel*, Louis Puisseux ; Futuribles, 1973.
- *La Crise*, Siccio Marsholt ; Stock, 1974.
- *La Campagne de René Dumont* ; J.-J. Pauvert, 1974.

Table

Fin d'une civilisation 3

I. LES DERNIÈRES DÉCENNIES DE LA SOCIÉTÉ DE GASPILLAGE

1. Des optimistes irréfutables : Colin Clark, Kahn et Wiener	11
2. Croissance illimitée : risque d'effondrement total, nous dit le Club de Rome	13
3. Les ressources « non renouvelables »	14
4. Misère des autres et risques nucléaires	16
5. La malnutrition croissante et la Révolution verte	18
6. Des potentialités agricoles finalement limitées	22
7. L'eau va bientôt manquer	28
8. Les engrais et pesticides, utiles et parfois dangereux	30
9. Les pollutions des eaux et de l'air, inconnues majeures d'aspect redoutable	34
10. Pollutions de retombées nucléaires, dangers croissants de guerres atomiques	40
11. Croissance zéro de la population mondiale dès que possible : les riches d'abord !	44
12. Les difficiles et nécessaires migrations internationales	49

II. LES RICHES DES PAYS RICHES SONT LES RESPONSABLES !

1. L'économie de profit est incapable d'arrêter la croissance	54
2. Des protéines pour tous les enfants	56
3. Le chên américain dépense plus que l'Indien	59
4. L'automobile particulière, symbole de nos aberrations	61
5. Le gâchis de papier, de plastiques, d'emballages non consignés	65
6. Les abus de la publicité, qui incite au gaspillage	67
7. Le gigantisme des constructions, ou l'impasse des agglomérations démesurées	70
8. Croissance incontrôlée : « nécessité » des armements, ou d'une révolte ?	75

III. LES RÉVOLTES DEVENUES INÉVITABLES EN PAYS DOMINÉS

1. Les avertissements n'ont pas manqué	81
2. Sururbanisation : chômage croissant des jeunes	83
3. Difficultés de la modernisation agricole : au Niger	85
4. Dominations et misères perpétuelles ?	87
5. L'impasse est d'abord politique : 60 % des Indiens « survivent dans une abjecte pauvreté » !	89
6. Les inévitables révoltes : chaos ou utopies ?	92
7. Première révolte : indépendance nationale « comptant sur ses propres forces » et priorité agricole	95
8. Deuxième révolte : offices internationaux de matières premières	99
9. Troisième révolte : répudiation des dettes abusives, nationalisation du sous-sol	102
10. Quatrième étape : organisation progressive d'une économie planétaire, croissance plus rapide des pays dominés	104
11. Allocation centralisée des ressources rares : économie mondiale, et non gouvernement mondial	106

IV. MOBILISATION GÉNÉRALE DE SURVIE, EN PAYS RICHES ÉGOÏSTES

1. Une série d'utopies non communistes : changer notre attitude envers les pays dominés	110
2. Croissance zéro de la population riche et de sa consommation industrielle globale	113
3. Limitation puis suppression des armements : une certaine dévalorisation des Etats	114
4. Redistribution des revenus, impôt international, arrêt des cadences infernales	116
5. Ministère du blocus : impôt sur l'énergie et sur les matières premières, à recycler	119
6. Transports collectifs contre voitures privées	122
7. Voyages aériens rationalisés et réduits	127
8. Freiner l'urbanisation effrénée	129
9. Une alimentation correcte pour tous	132
10. Chantiers de travail et réformes agraires	135
11. Une agriculture de qualité et de survie : pour une humanité limitée	138
12. Les océans ne sont pas inépuisables, mais seront appropriés commune	141

V. INJUSTICE OU SURVIE : HOMMES ET POUVOIRS NOUVEAUX 147

1. Dominations, armements, exploitations, aliénations, gas-pillages : ralbol !	147
2. La révolte, le nombre et la dure austérité, ou l'aisance pour moins de gens ?	151
3. Les catastrophes probablement inévitables	154
4. Une école participant à la production, pour tuer le mépris du travail manuel	156
5. Une plate-forme progressiste commune pour le Tiers Monde	161
6. Les transitions vers les socialismes de survie : isoler les privilégiés, étudier l'exemple chinois	163
7. Nous sommes aculés au socialisme	166
8. Les conditions de l'équilibre global de survie	169
9. La société sans mépris, ou les socialismes imparfaits, sans perspective de communisme	171
10. Dernier essai de conclusion	176
11. Premier post-scriptum	181
12. Deuxième post-scriptum, mai 1974	183

<i>Notes et indications bibliographiques</i>	187
--	-----